



Treizième accord de cessez-le-feu en quatre mois

L'armée yougoslave et la Croatie s'opposent sur les modalités de la trêve

L'éviction du « pauvre » M. Markovic

DEPUIS son coup de force du 4 octobre, la Serbie contrôlait entièrement avec ses alliés (Monténégro, Kosovo et Voïvodine) la présidence collégiale de la Yougoslavie, qui siège désormais en l'absence des représentants croates, slovènes, macédoniens et bosniaques. Elle vient de franchir un nouveau pas dans sa tentative d'appropriation des instances du pouvoir « yougoslave » en se débarrassant de l'une de ses « bêtes noires » : M. Ante Markovic, le premier ministre fédéral.

Vendredi 15 novembre, l'une des deux Chambres du Parlement de Belgrade a décidé de le limoger, sans aucun débat préalable sur sa politique gouvernementale. L'opération a été menée, cependant, puisque les députés des Républiques hostiles à la Serbie avaient boycotté la séance. Ce vote de défiance sera probablement entériné par la deuxième Chambre le semaine prochaine.

« Ce pauvre M. Markovic », comme on l'a surnommé, tant sa persévérance et sa capacité à encaisser les coups - souvent très - étaient grandes, faisait figure de géniteur pour le président serbe, M. Slobodan Milosevic, et les responsables militaires. Partisan - parfois un peu naïvement - du dialogue politique, cet homme, qui, avant le déclenchement de la guerre en Croatie, était résolu à engager son pays sur la voie de l'économie de marché et de la démocratisation, avait tenté de faire adopter un « programme économique minimum » qui aurait été appliqué jusqu'à la conclusion d'un accord politique entre les Républiques sur l'avenir de la Yougoslavie.

En vain, car les indépendantistes et nationalistes croates, slovènes et autres ne voulaient plus verser un seul dinar au budget « yougoslave », puisque leur but était de se dissocier de la fédération. Plutôt favorable au modèle d'une communauté d'États souverains, M. Ante Markovic avait dénoncé aussi, à plusieurs reprises et avec courage, la « crise nationaliste », les tentatives de « putsch » et la collusion entre la Serbie et l'armée.

Son limogeage, de même que celui du ministre des affaires étrangères, M. Budimir Loncar - lui aussi croate - n'a rien de surprenant. Dans la Yougoslavie d'aujourd'hui, la modération et les discours un tant soit peu raisonnables sont immédiatement accueillis par une volée d'insultes et d'accusations de trahison. Officiellement, c'est le rapprochement à M. Markovic et Loncar? De ne pas avoir assez défendu, notamment à la conférence de La Haye, les propositions serbes, c'est-à-dire le projet de « mini-fédération » englobant la Monténégro et les minorités serbes des régions qui se sont proclamées « autonomes » en Croatie et en Bosnie-Herzégovine.

Ce n'est, bien sûr, qu'un prétexte qui permet à la Serbie de mettre la main sur tout l'héritage constitutionnel de la fédération et de parler désormais au nom de la Yougoslavie. La communauté internationale ne reconnaît pas la légitimité de l'actuelle présidence collégiale « tronquée ». Elle pourrait en faire de même à l'égard du prochain gouvernement fédéral - serbe.

M0146 - 11180 - 6.00 F



Un nouvel accord de cessez-le-feu - le treizième en quatre mois - devait entrer en vigueur, samedi 16 novembre à 18 heures, en Croatie. Conclu à Zagreb, il prévoit notamment, comme le précédent, la levée du blocus des casernes fédérales et le retrait des troupes régulières de Croatie. Mais cette trêve s'annonce déjà précaire compte tenu des divergences de vue qui continuent à opposer les belligérants sur ses modalités d'application. En Slavonie, de violents combats se poursuivent dans la matinée à Vukovar.

Split, à son tour

SPLIT (Croatie)

de notre envoyé spécial

Split, à son tour, a été bombardée, vendredi 15 novembre. Epargnée jusqu'à présent, les 206 000 habitants de la principale ville croate de la côte adriatique ont été réveillés, à 6 h 30, au son des canons de la marine, qui ont tenu la cité sous leur feu pendant près de deux heures. Bilan : deux morts - deux marins d'un ferry à quai, touché par un obus - et huit blessés, dont une femme grièvement atteinte.

A peu près au même moment, une lourde silhouette blanche passait au large de Split : le Slavia et ses 3 400 passagers - bleus, femmes et enfants - échappés de Dubrovnik, la cité assiégée distante d'à peine 200 kilomètres. Avec ses quinze mille réfugiés (dont certains de Dubrovnik) déjà dans ses murs, Split n'a pu accueillir le Slavia, qui a dû remonter jusqu'à Rijeka, tout au nord de la côte adriatique croate.

« Il est possible que Split connaisse le sort de Dubrovnik », M. Petar Slapnicar, le maire de Split, étudie calmement le bilan de la journée, installé dans un abri transformé en centre de crise, après que sa mairie eut été touchée.

YVES HELLER

Lire la suite et nos informations page 5

Exprimant l'inquiétude des milieux financiers

La Bourse de New-York subit une forte baisse

En fin de séance, vendredi 15 novembre, la Bourse de New-York a enregistré une baisse de 3,9 %, la plus forte depuis octobre 1989 et la cinquième de son histoire. Préoccupé par la stagnation de l'économie américaine, dont le redémarrage est sans cesse repoussé, le marché, resté insensible aux baisses successives des taux d'intérêt, a fortement réagi à l'annonce d'un projet du Sénat de limitation des taux de crédit sur les cartes bancaires, système de paiement le plus répandu aux États-Unis.



Lire page 17 l'article de SERGE MARTI

Mise en garde franco-allemande

Concluant leur rencontre à Bonn, MM. Kohl et Mitterrand ont souligné qu'un échec des Douze au sommet de Maastricht serait dramatique pour l'Europe.

Lire page 4 l'article de CLAIRE TRÉAN

Une alliance contre les Khmers rouges

Trois semaines après la signature de l'accord sur le Cambodge, le prince Sihanouk et le régime de Phnom-Penh nouent un pacte contre ceux qui sont devenus leurs adversaires communs.

Lire page 6 l'article de JEAN-CLAUDE POMONTI

Le sang contaminé dans les prisons

Des documents de 1985, jusqu'alors inédits, soulignent la responsabilité de plusieurs centres de transfusion sanguine dans les contaminations consécutives à des collectes dans les prisons.

Lire page 13 l'article de JEAN-YVES NAU et FRANCK NOUCHI

Les erreurs sociales de Renault

Une semaine après Cléon, l'usine Renault du Mans a décidé la reprise du travail, vendredi 15 novembre. Le rattrapage de la production perdue est possible, mais le constructeur doit réajuster sa politique sociale.

Lire page 17 l'article de JEAN-MICHEL NORMAND

REUNIONS LOCALES

■ Les provinciales de M. Edith Cresson. ■ Un tour de France des régions : la Champagne-Ardenne veut résister à l'expansion de Paris. ■ Le contre-attaque des stations de sports d'hiver.

pages 9 à 12

« Le grand jury RTL-Le Monde » M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, invité à 18 h 30

Le sommaire complet se trouve page 20

Un entretien avec le premier ministre canadien

« L'impopularité est le prix à payer », nous déclare M. Brian Mulroney

Au plus bas dans les sondages, M. Brian Mulroney était attendu samedi 16 novembre à Paris, pour participer à partir de mardi au sommet de la francophonie. Il doit être reçu lundi par M. Mitterrand. Il s'explique, dans l'entretien qu'il a accordé au Monde, sur les grandes difficultés auxquelles il fait face.

OTTAWA

de nos envoyés spéciaux

« Les relations franco-canadiennes sont-elles aussi bonnes qu'on le dit invariablement, depuis votre arrivée au pouvoir en 1984? »

« Les relations politiques sont excellentes alors que jusqu'en 1984 elles étaient dominées par la polémique trisociétaire Québec-Ottawa-Paris. Mais nous avons réussi à débloquer ce dossier lorsque M. Fabius était premier ministre ce qui a enfin permis d'organiser le premier sommet de la francophonie, avec la participation du Québec. »

« Nous avons aussi fait des progrès substantiels en matière de relations économiques et commerciales, même si les choses stagnent un peu depuis dix-huit mois, sans doute à cause de la récession que nous connaissons. A ce sujet, je déplore tout

particulièrement l'échec du projet de reprise de la firme De Havilland par les Français et les Italiens. Je déplore l'intervention dans cette affaire de lord Brittan. Je trouvais tout à fait normale l'initiative franco-italienne pour avoir accès à un marché nord-américain de haute technologie et c'est regrettable qu'une décision bureaucratique ait fait échouer des efforts que le gouvernement canadien connaissait et encourageait. Cela dit, j'espère que les Français vont rester d'une façon ou d'une autre, dans la course. J'ai d'ailleurs l'intention de rencontrer à Paris les

gouverneurs français, et M. Rac. le 17 et le ministre de l'Ontario, qui est également à Paris, est dans la même disposition d'esprit que moi.

« Quel doit être, selon vous, le thème essentiel du sommet de la francophonie qui va s'ouvrir mardi prochain à Paris? »

« Le respect des droits de l'homme, bien sûr, mais aussi le développement culturel. C'est ainsi que le Canada est très favorable à la couverture de l'Afrique par TV-5.

Propos recueillis par JACQUES AMALRIC et MARTINE JACOT Lire la suite page 6

Maxwell : les rumeurs de Tenerife

La mort, non éclaircie, du magnat de la presse donne lieu sur place à toutes sortes de bruits et d'élucubrations

SANTA-CRUZ-DE-TENERIFE (Canaries)

de notre envoyé spécial

Coincé entre un volier et un bateau de pêche soviétique, le Lady-Ghislain attend. Le superbe yacht tout blanc de 55 mètres de long du feu Robert Maxwell ne peut plus quitter le quai de la Darsena-Pesqueros, à quelques kilomètres de la capitale canarienne. L'autorisation de lui sera donnée qu'après les résultats des analyses effectuées à Madrid pour tenter de déterminer les causes de la mort du magnat de la presse. Celles-ci ne seront communiquées au plus tôt que vers la fin de la semaine prochaine.

En attendant, les neuf Britanniques, l'Américain et le Danois qui étaient à bord lors du drame en

profitent pour visiter l'île ou entretenir le bateau. L'air serein et tranquille, certains consentent à échanger quelques mots avec la presse mais jamais sur « l'affaire », pas plus le cuisinier que le capitaine, Angus John Rankin. Toutes les fenêtres du Lady-Ghislain ont été obturées. Un petit tapis sur le pont souhaite encore la bienvenue à ceux qui montent à bord. Mais les seules visites sont celles de la police - elle continue d'enquêter sur la disparition - et des badauds qui viennent contempler sur le quai le bateau du mystère.

Apparemment, l'équipage prend ce séjour forcé avec philosophie. Le juge de Tenerife, M. Isabel Oliva, a de nouveau interrogé tous ses membres, jeudi 14 novembre, et a confronté les déclarations avec celles recueillies

par la police. « Pour l'instant, a déclaré le magistrat, il n'y a aucune charge contre quiconque », dit-elle, refusant d'en dire plus sur le déroulement de l'enquête. Comme tout le monde, elle attend les résultats des examens des échantillons prélevés sur le corps de Robert Maxwell.

C'est seulement en fonction de ces conclusions et des éléments fournis par la Guardia Civil qu'une décision sera prise. L'avocat de la famille, M. Julio Hernandez Claverie, est confiant. « Tout va être plus clair, dit-il. Peut-être pas à cent pour cent, mais on saura pourquoi et quand est mort Robert Maxwell. » Pour lui, « toutes les hypothèses sont ouvertes ».

MICHEL BOLE-RICHARD

Lire la suite page 8

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 9 DH ; Tunisie, 750 m ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Danemark, 485 F CFA ; Espagne, 190 PTA ; Grèce, 220 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2,200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 11 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

هذا من لاجل

سنة ١٤١٠ هـ

DATES

Il y a cinquante ans

La « guerre éclair » échoue devant Moscou

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE,
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-95-25-25
Télécopieur : (1) 40-95-25-99
Téléc : 206.806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-95-25-25
Télécopieur : (1) 40-95-30-10
Téléc : 261.311 F

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.
Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises
M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde

PUBLICITE
Jacques Lesourne, président
François Hugot-Deydier, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial
15-17, rue du Colonel-Pierre-Arlé
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-72
Téléc : MONDIPUB 634 128 F
Téléc : 46-62-72-72, Société filiale
de la SARL Le Monde et de Médias et Régies Europe SAC

Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration.
Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037
PRINTED IN FRANCE
Remise des journaux sur les commandes et
indus du Monde au (1) 40-95-29-33

TÉLÉMATIQUE

Comptez 36-15 - Taxes LEMONDE
ou 36-15 - Taxes LM

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry,
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.
Tél. : (1) 40-95-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE BELGIQUE LUXEMBOURG PAYS-BAS	AUTRES PAYS non tarifiés CDE
3 mois	400 F	574 F	790 F
6 mois	800 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 600 F	2 200 F	2 960 F

ÉTRANGER :
par voie aérienne
tarif sur demande.
pour vous abonner
renvoyez ce bulletin
accompagné
de votre règlement
à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL
36-15 LEMONDE
code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou
provisaires : nos abonnés sont invités
à formuler leur demande deux
semaines avant leur départ, en indi-
quant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE
3 mois 6 mois 1 an
☐ ☐ ☐

Nom : _____
Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____
Localité : _____
Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les
noms propres en capitales d'imprimerie

PP Paris 02 111 MON 03

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Comité de direction :
Jacques Lesourne : gérant
Bruno Frappat :
directeur de la rédaction
Jacques Guin :
directeur de la gestion
Manuel Luciani :
secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jacques Guin
Jean-Marie Colombani
Robert Solé
(adjoints au directeur de la rédaction)

Thomas Fervet
Philippe Harman
Jacques-François Simon

Daniel Vernet
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1988)
André Fontaine (1988-1991)

Il y a cinquante ans, Hitler per-
dait la guerre, mais il ne le
savait pas encore : il gardait
d'ailleurs suffisamment de res-
sources pour infliger d'indélicables
souffrances pendant trois années
supplémentaires. Deux événements
se conjuguèrent en cet hiver
1941-1942, qui allaient finalement
briser les nazis. Les États-Unis
attaqués à Pearl-Harbor, entraient
dans la coalition et mobilisaient
pour les alliés leur puissance
industrielle. En même temps, la
Wehrmacht, jusqu'alors invincible,
pétinait devant Moscou. L'époque
des guerres éclair était terminée.
L'URSS revenait de loin. Elle
n'était pas encore victorieuse. Elle
n'était plus vaincue. Mais com-
mençons par le commencement.

On sait à peu près maintenant
pourquoi, en dépit de multiples
signaux d'alarme, Staline n'avait
pas pris les mesures indispensables
pour faire face, le 22 juin, à
l'agression allemande. Il savait,
certes, que cette attaque viendrait
tôt ou tard, mais il était persuadé
ou voulait se persuader que Hitler
ne donnerait pas l'ordre d'aller
à l'Est avant d'avoir subjugué
l'Angleterre.

Il savait aussi que son armée
n'était pas tout à fait prête et
qu'un répit de quelques mois lui
était nécessaire. Mortelle erreur
d'un homme qui, tout en prati-
quant le réalisme le plus impitoyable,
avait pris l'habitude de plier
le fait à son désir.

Il tenait pour provocateurs les
hommes d'État étrangers ou les
agents de ses propres services de
renseignement qui l'avertissaient
du danger imminent. Il rejetait les
plans des militaires qui voulaient
mettre en état de meilleure
défense les zones les plus exposées.
Il ne fallait, selon lui, fournir aux
Allemands aucun prétexte pour
rompre le fameux pacte de non-
agression.

Le prix des pures

Les stratégies allemandes ne pou-
vaient rêver meilleure situation
que celle du printemps 1941. Pour
ne pas susciter leur méfiance,
l'URSS n'avait pas vraiment forti-
fié les territoires conquis à la
faveur du pacte germano-soviéti-
que, mais elle avait déjà com-
mencé à démanteler le système de
défense près de l'ancienne fron-
tière. Et puis la doctrine appliquée
par l'état-major soviétique infir-
mait les idées les plus générale-
ment admises. Beaucoup tenaient
l'armée rouge pour allergique à
l'offensive, mais incomparable
dans la défense. La seconde partie
de la formule, monnaie courante
depuis les campagnes napoléoni-
ennes, fut vérifiée une fois de
plus par la « guerre éclair » polio-
trique de 1941-1942 dans son
ensemble. Elle ne fut pas du
tout ce qu'on se représentait. Les
stratégies stalinistes se refusaient à
penser, ou avaient pas le droit de
penser, que l'ennemi se risquerait
à violer la patrie soviétique. Si le
pire arrivait, il fallait être prêt à
lui infliger une raclée sur ses
arrières. Le dispositif alors en
place privilégiait les raids, mais
n'était pas suffisant pour contenir
une attaque frontale. L'offensive
fulgurante des Allemands réduisit
à néant cette stratégie. Les lignes
de défense ébranlées dans les
grandes profondeurs, il y avait
plus de travail pour les comman-
dos. Que faire au milieu de cette
débâcle, alors que les unités
encore éloignées de la zone des
combats ne disposaient pas de
moyens de transport ?

Et surtout, surtout, l'URSS
payait fort cher en ces jours dra-
matiques les pures démentielles
ordonnées par Staline. Elles
avaient cassé l'armée. Faut-il rap-
peler le massacre des maréchaux,
général, amiraux ? Ce fut, dira le
maréchal Bagration, une des
causes principales des revers subis
pendant la première phase de la
guerre. Le mal s'étendait de haut
en bas de la hiérarchie. On lit
dans une histoire officielle de la
guerre : « Pris de la moitié des
commandants de régiment, presque
tous les commandants de brigade
et de division, tous les comman-
dants de corps d'armée et des
régions militaires, tous les mem-
bres des conseils militaires furent
liquidés, ainsi que la majorité des
cadres politiques des corps d'armée,
des divisions et des brigades, plus
du tiers des commissaires politiques
des régiments, de nombreux profes-
seurs des écoles et des académies
militaires. »

L'un des premiers historiens
soviétiques qui critiquèrent Sta-
line, le stratège Alexandre Nekritch,
écrit : « Au début de la

guerre, 7 % seulement des officiers
passaient le diplôme d'études
militaires supérieures, 37 %
n'avaient pas achevé les études
militaires secondaires. En 1941,
environ 75 % des officiers et 70 %
des commissaires politiques n'oc-
cupaient leurs fonctions que depuis
un an. »

Il indique aussi qu'au 1^{er} mars
1940 un cinquième des postes
étaient pas pourvus et que 68 %
des sous-lieutenants chefs de sec-
tion n'avaient reçu qu'une forma-
tion accélérée de cinq mois.
Même données dans la biographie
de Staline écrite par un autre his-
torien soviétique, Volkogonov.
Celui-ci ajoute qu'en mars 1941 il
manquait 12 500 tanks moyens et

20 % de l'acier. Elle avait l'espoir
d'atteindre très vite l'objectif fixé :
prendre possession d'un territoire
peuplé de 100 millions d'habitants
allant du lac Ladoga au nord jus-
qu'à la Caspienne, englobant Mos-
cou, Leningrad, les réserves
minières et agricoles de l'Ukraine,
90 % des ressources pétrolières de
l'URSS.

« C'est le grand bond final »

Cet objectif, elle allait le réaliser
sans jamais l'atteindre. Lening-
rad ne céda pas, ce dépit d'un
blocus de neuf cents jours. Et l'of-
fensive lancée pour la conquête de
Moscou fut enrayée.

piètres stratégies : Vorochilov, Bou-
dieon. Après quelques jours,
Minsk tomba. Le 27 juillet, c'était
le tour de Smolensk. La route de
Moscou paraissait ouverte. Pen-
dant qu'au nord et au sud l'ob-
jectif serait pris en tenaille, les blindés
de Guderian foncèrent sur la
ville.

La première offensive contre la
capitale commença le 30 septem-
bre. Ortel fut prise. Encore une fois
la réussite était avec l'envahisseur.
Les autorités soviétiques éva-
cuaient en catastrophe des installa-
tions industrielles : plus de
1 500 usines furent transplantées
au-delà de l'Oural. La panique
gagna Moscou, et, au début d'oc-
tobre, Hitler proclamait que « le

allait avoir peu après une impor-
tance capitale. Le matériel sovié-
tique, déjà insuffisant, avait été en
grande partie détruit, mais les
aviateurs allemands rapportaient,
quand ils revenaient indemnes de
leur mission, qu'à Moscou la DCA
était redoutable. Les réserves
constituées en Asie commencent
à prendre position en Europe.
Certes, après vingt jours d'offen-
sive, l'armée allemande était à
moins de 75 kilomètres de la capi-
tale ; mais elle fut incapable de
tenir son calendrier.

Le « plan Barbarossa » avait
fixé au 15 mars le début de la
guerre de Russie. L'opération ne
commença en fait que le 22 juin,
pour cause de complications dans
la campagne des Balkans. Ce
retard initial ne fut jamais rat-
trapé. L'état-major allemand calcula
qu'il fallait que huit à dix
semaines pour briser l'ennemi. Il
croyait donc qu'il disposait d'un
temps plus que suffisant pour
réussir avant que n'arrive le gel. Il
n'avait pas prévu que les blindés
s'embourbaient, que les pluies
d'automne empêchaient l'appro-
visionnement, que les soldats
auraient à passer la mauvaise sai-
son mal vêtus, mal chaussés pour
ce climat. La première offensive se
ralentit à la mi-octobre.

Le défilé de novembre

Les Allemands repartirent à l'as-
saut à la mi-novembre. Ils dispo-
saient toujours d'une énorme supé-
riorité en matériel : trois fois et
demi pour les chars et deux fois
pour les canons. Ils allèrent jus-
qu'à Istra, située à 22 kilomètres
de Moscou. Selon des bruits non
confirmés, deux de leurs chars se
seraient même aventurés dans la
proche banlieue.

Déjà, cependant, la population
était résolue à tenir. Elle creusait
des tranchées. En ces jours, le peu-
ple russe écrivit une des pages les
plus glorieuses de son histoire. Et
il faut reconnaître à Staline le
mérite d'avoir su dire ce qu'il fal-
lait dire, même si le fait, au
moment où il le faisait, n'était
pas évident. Il le fallait. Non seule-
ment il refusa de suivre les avis
raisonnables de ses collaborateurs
qui le priaient de quitter Moscou,
mais il décida de célébrer comme
de coutume ou presque l'anniver-
saire de la Révolution. Pas ques-
tion évidemment de tenir au
Kremlin la réunion solennelle du
6 novembre : elle eut lieu dans la
station de métro Malakovsky. Plus
extraordinaire encore fut le défilé
sur la place Rouge. Les soldats qui
y participaient vinrent du front.
Ils y retournaient s'être leur presta-
tion achevée. Ils n'avaient pas
beaucoup de chemin à faire.

Cette réunion, ce défilé, redou-
blaient enfin au peuple et à la
troupe ce qu'ils avaient perdu en
ce funeste mois de juin : le moral.
Plus étonnants furent les deux dis-
cours que Staline prononça. Il
parla un peu du communisme et
beaucoup de la patrie. Il célébra
les héros du régime et les grands
hommes de la vieille Russie.

Le 6 novembre, il dit à la sta-
tion Malakovsky : « Ces gens sans
honneur ni conscience, ces gens qui
n'ont pas plus de sens moral que
de tête, ont le front de prêcher l'ex-
termination de la nation russe, la
nation de Pouchkine et de Tolstoï,
de Belinski et de Tchernichévski,
de Pouchkine et de Tolstoï, de
Gorki et de Tchekhov, de Glinka et
de Tchaïkovski, de Sechenov et de
Pavlov, de Souvorov et de Kouzov-
sov. Les envahisseurs allemands
veulent une guerre d'extermination
contre les peuples de l'Union sovié-
tique ? Eh bien, s'ils veulent une
guerre d'extermination, ils l'ou-
vriront ! »

Le lendemain, il revint à la
charge sur la place Rouge, co-
insistant cette fois sur les gloires
du temps jadis : « La guerre que
vous faites est une guerre de libé-
ration, une guerre juste. Une guerre
qui peut vous inspirer les figures
héroïques de nos grands ancêtres,
Alexandre Nevski, Dimitri Donskoi,
Mintine et Pjotrski, Alexandre Sou-
vorov, Michel Kouzovov. »

La deuxième et dernière offen-
sive allemande s'arrêta le
25 novembre. Elle fut suivie de la
contre-offensive lancée le 6 décem-
bre par Joukov. Par ailleurs, l'en-
nemi fut repoussé de 200 à
300 kilomètres. Ce n'était pas le
fin des tourments de l'URSS ni
des avancées de l'armée alle-
mande. Mais la Wehrmacht ne se
remet jamais complètement de l'in-
sécurité qu'elle subit en cet
automne-hiver 1941-1942 aux
abords de Moscou.

BERNARD FÉRON



Front de Moscou, hiver 1941-1942. Dans leur équipement d'hiver, les troupes allemandes
ayant abandonné leurs véhicules à moteur se replient, vaincues par l'hiver russe.

jours, 43 000 engins de traction,
300 000 autos. Les forces blindées
étaient équipées qu'à 30 % : « Il
y avait trop peu de nouveaux
avions, pas plus de 10 à 20 % de
besoins. » L'insuffisance aussi des
munitions.

Résultat : après trois mois de
guerre, la Wehrmacht occupait la
moitié de la Russie d'Europe et
une grande partie de l'Ukraine.
Elle était à proximité de Moscou,
de Leningrad. Elle contrôlait le
Dobouss (60 % du charbon sovié-
tique, 75 % du coke, 50 % du fer,

Lors de la préparation du « plan
Barbarossa » (nom de code de
cette campagne de Russie), Hitler
avait dit : « Je ne ferai pas la
même erreur que Napoléon. Quand
je marcherai sur Moscou, j'attaquerai
assez fort pour l'atteindre avant
l'hiver. »

Au début, tout semblait aller
comme prévu. Trois groupes d'ar-
mes commandés au nord par Voo
Lech, au centre par Voo Bock, au
sud par Voo Rundstedt mar-
chaient sur Leningrad, Moscou, la
Crimée. Ils avaient face à eux de

moment du grand bond final est
arrivé. Avant l'hiver, ses troupes
auraient frappé un coup rétentis-
sant et trouveraient à Moscou un
bon abri pour y passer la froidure.

Pourtant le vent avait tourné.
Entouré de chefs compétents :
Rokossovski, Sokolovski... et
même du futur traître Vlassov,
Joukov prenait le commandement
des opérations. Les services gou-
vernementaux, les ambassadeurs,
étaient évacués à Konykichev,
mais Staline et ses proches res-
taient dans la ville assiégée, ce qui

"GRAND JURY"
RTL - Le Monde

ALAIN JUPPÉ

ANIMÉ PAR HENRI MARQUE
AVEC ANDRÉ PASSERON
ET OLIVIER BIFFAUD (LE MONDE)
DOMINIQUE PENNEQUIN
ET PAUL JOLY (RTL)

18 H 30
DIMANCHE
EN DIRECT
SUR

RTL

Le premier ministre israélien en visite aux Etats-Unis

M. Shamir espère restaurer un climat de confiance relative avec M. Bush

Programme chargé, itinéraire complet pour qui, au seuil du troisième millénaire, souhaite influencer l'Amérique. Aucun doute, c'est bien, comme l'écrivait le *Jerusalem Post* dans un éditorial, un voyage important et difficile que le premier ministre d'Israël, M. Itzhak Shamir, a entamé vendredi matin 15 novembre aux Etats-Unis.

JÉRUSALEM

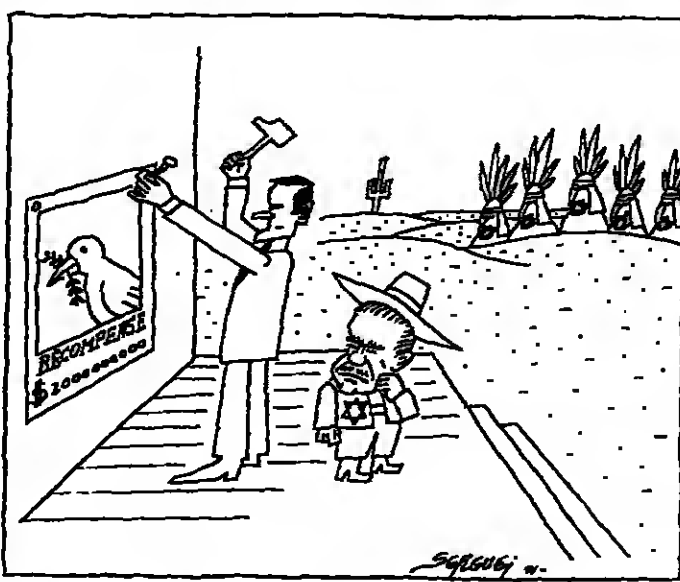
de notre correspondant

Dix longs jours d'explications et de rencontres dans les villes qui comptent : Baltimore, Washington, Los Angeles, Boston et New-York. Dix jours de discussions avec les fédérations juives du continent — celle du Canada comprise — avec les hommes d'affaires susceptibles d'investir dans l'Etat hébreu, avec les hauts fonctionnaires du département d'Etat, avec les médias les plus influents, avec, enfin et surtout, le locataire de la Maison Blanche, M. George Bush, au milieu du 22 novembre : théoriquement destinée à coordonner les positions israélienne et américaine en vue de la poursuite du processus de paix qui s'est amorcé à Madrid, il s'agit notamment de décider de l'endroit où devront reprendre les négociations bilatérales entre l'Etat hébreu et chacun de ses partenaires, puis de s'entendre sur la date et le lieu d'ouverture de la troisième phase « multilatérale » du processus — cette lon-

gue tournée comporte, pour M. Shamir, au moins trois autres objectifs majeurs. Il s'agit d'abord de restaurer un climat de confiance relative avec le chef de l'exécutif américain ; il s'agit ensuite de convaincre l'opinion et les décideurs du cri qu'Israël veut sincèrement la paix avec ses voisins mais qu'il ne peut pas aller trop loin dans la voie des concessions ; enfin, et le tout est lié, il s'agit pour M. Shamir de préparer le terrain politique en vue de l'obtention des garanties bancaires dont l'Etat juif estime avoir un urgent besoin pour intégrer ses immigrés d'Union soviétique.

«Remettre les montres à l'heure»

Convenons que M. James Baker, chef de la diplomatie américaine, «a placé la barre très haut» pour obtenir la participation des Palestiniens à des vœux arabes d'Israël à «son» processus de paix, — ce qui expliquerait, selon eux, «la dangereuse» euphorie qui prévaut actuellement dans les territoires. Les milieux dirigeants de l'Etat juif veulent, comme le dit un membre de l'entourage du premier ministre, «remettre les montres à l'heure». En clair, tout au long de son périple, M. Shamir va s'employer à mettre l'accent sur la petitesse du territoire d'Israël, sur la nécessité d'avoir des frontières défendables, «impossibles», donc, de rendre le plateau du Golan aux Syriens, — sur «l'impossibilité», réitérée à la veille de son départ par le chef du gouverne-



ment, d'avoir deux Etats indépendants, un israélien et un palestinien, sur une superficie aussi limitée. «Nous voulons être sûrs que les Américains sont toujours fermement opposés à l'émergence d'un Etat palestinien» confiait un haut fonctionnaire anonyme, au *Jerusalem Post*. Les Israéliens veulent également «sauver du soutien renouvelé de M. Bush en faveur de l'intégration des juifs soviétiques, en dépit d'un sérieux ralentissement du rythme de leur arrivée, (moins 40 %

au troisième trimestre de l'année par rapport aux trois mois précédents), poursuivent leur émigration vers la «Terre promise». Trois cent mille d'entre eux sont déjà là et le gouvernement de M. Shamir table sur l'arrivée d'un million de personnes supplémentaires d'ici 1995. Or, s'il s'agit là d'un phénomène particulièrement cher au cœur de tous les dirigeants israéliens et présents du Likoud de M. Shamir, son développement ne va pas sans problème. Le pays éprouve déjà de sérieuses

difficultés à fournir emplois et logements à ceux qui sont là — le chômage touche 11 % de la population active, plus du double chez les nouveaux arrivants — et l'on ne voit pas très bien comment Israël pourrait intégrer tous ceux qui continueraient d'arriver sans recourir massivement à l'emprunt. C'est ici que Washington attendait — et attend encore — le vieux leader politique d'Israël. Il y a de nombreux mois déjà que Jérusalem a sollicité de l'Amérique sa garantie officielle pour un emprunt de 10 milliards de dollars, au meilleur taux, sur les marchés financiers. M. Bush, on s'en souvient, avait d'abord menacé le Congrès, en septembre, d'utiliser son droit de veto, puis il était allé, fait sans précédent de la part du dirigeant d'un pays traditionnellement considéré comme le protecteur numéro un d'Israël, jusqu'à dénoncer publiquement l'envahissante puissance du lobby juif.

L'objectif, atteint, du président des Etats-Unis était alors de retarder l'examen de la demande israélienne jusqu'en février prochain. Celui de M. Shamir, aujourd'hui, est de mobiliser l'opinion américaine pour essayer de rapprocher la date fatidique — le budget israélien pour 1992 qui est discuté en ce moment-même à la Knesset comporte déjà 2 milliards de dollars d'emprunts nouvelles, à valoir sur ces emprunts encore à l'étude... — et, surtout, pour tenter d'obtenir du chef de la Maison Blanche une sorte d'engagement préalable.

Mardi dernier, M. Bush a repris langue, pour la première fois depuis huit mois, avec les représentants de la communauté juive américaine. Selon la presse de Jérusalem, qui a largement couvert l'événement, la rencontre s'est déroulée dans une «excellente atmosphère», fort éloignée de l'atmosphère de ces derniers mois. «C'est que les élections américaines se rapprochent et se présentent plutôt mal pour le président qui aura besoin du vote et de l'argent juif», expliquait sur les antennes de la radio d'Israël, une personnalité israélienne américaine.

Quoique succincte, l'analyse, largement partagée par les commentateurs en Israël, n'est peut-être pas fautive. Reste que, sur le fond, et pour l'instant, le chef de l'exécutif américain ne semble pas avoir beaucoup d'un iota. «On verra en février» a-t-il en substance rétorqué à ceux qui le pressaient mardi de se prononcer, dès maintenant, sur le sort prochain de la sollicitation financière israélienne.

A cynique, cynique et demi... Persuadé, à tort ou à raison, d'avoir obtenu la participation de M. Shamir au processus de paix, grâce,

entre autres, à la «carotte» des garanties bancaires, le président américain ne souhaite pas se séparer, avant l'heure, de ce qu'il considère comme son principal atout pour obtenir des résultats dans le processus de paix mis en branle au Proche-Orient.

C'est la fameuse diplomatie du carnet de chèques que les Saoudiens, de leur côté, ont adoptée à l'égard de la Syrie et de la Jordanie. Selon Washington, la tactique commencerait à donner quelques résultats, illustrés récemment à Madrid. «Le discours de M. Shamir dans la capitale espagnole était très positif», se serait d'ailleurs félicité, devant les «Lobbyistes», M. Bush, ajoutant que le «degré de confiance» entre lui-même et le premier ministre d'Israël avait «augmenté». Pour autant, et notamment regrette M. Shoshana Carlin, présidente d'une des plus grandes organisations juives américaines, «le président n'a pas voulu discuter des conditions spécifiques» dans lesquelles Israël pourrait obtenir ce qu'il demande. Instantanément prié par ses invités de renoncer à l'éventuelle obtention des garanties bancaires israéliennes à l'arrêt des implantations juives dans les territoires occupés, le chef de la Maison Blanche aurait renoncé. «On tourne en rond», conclut un haut fonctionnaire des affaires étrangères israéliennes, rappelant que le gouvernement en place n'a «aucunement l'intention d'empêcher les juifs de s'installer où ils veulent sur la terre d'Israël», c'est-à-dire, pour lui, y compris dans les territoires occupés. Sans compter la partie orientale de Jérusalem qu'Israël a annexée et que les Palestiniens revendiquent comme la capitale de leur futur Etat, plus de cent mille Israéliens ont déjà été installés en Cisjordanie et à Gaza, dans des régions où résident plus d'un million huit cent mille Palestiniens. L'administration américaine a toujours considéré ces implantations comme «des obstacles à la paix», et M. Shamir devrait rapidement se rendre compte que, pour l'instant, son chef ne semble pas avoir changé d'avis.

PATRICIE CLAUDE

Porte-parole de la délégation palestinienne à la conférence de Madrid

Mme Achraoui est menacée de poursuites judiciaires en Israël pour «contacts avec une organisation terroriste»

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Simple maladresse sans lendemain ? Ballon d'essai sans conséquence ? Authentique et malhabile «tentative d'intimidation» comme le croit l'intéressée ? En tout cas, annoncée à la veille du week-end par les autorités judiciaires israéliennes, la recommandation policière en faveur de l'inculpation, pour «contacts avec une organisation terroriste», — en l'occurrence l'OLP — de Mme Hanane Achraoui, porte-parole de la délégation palestinienne à la conférence de Madrid, a provoqué un tollé international. Aux Etats-Unis, le département d'Etat s'est déclaré «préoccupé» par la nouvelle, l'Egypte a fait état de sa surprise et la France a adressé sa virtuelle mise en garde. De Amman, où Mme Achraoui était attendue dimanche pour mener au point la poursuite du processus de négociation avec Israël, le ministre

des affaires étrangères du royaume hachémite, M. Kamel Abou Jaber, s'est déclaré «abasourdi» par une nouvelle qui doit, selon lui, être interprétée comme «un véritable affront à la communauté internationale». «Il semble, a ajouté le diplomate, que les Israéliens cherchent à provoquer des réactions propres à torpiller tout le processus». En Israël même, la gauche ne veut pas croire à la nouvelle et le mouvement La paix maintenant s'est demandé s'il s'agissait d'une «mauvaise plaisanterie». En fait, rien n'est encore joué et il n'est pas dit que la justice israélienne suivra la recommandation de la police.

De source proche du pouvoir, on laissait entendre vendredi à Jérusalem, que la police, saisie il y a quelques semaines par des députés d'extrême droite, a simplement «fait son travail», c'est-à-dire qu'elle a poursuivi une enquête de routine qui vient d'aboutir. La loi israélienne interdit en effet les contacts avec l'OLP sous peine de

prison, et une célèbre personnalité juive, favorable à ce type de dialogue, M. Abbie Nathan, purge actuellement une peine de dix-huit mois, pour avoir admis et même revendiqué plusieurs rencontres, à Tunis, avec M. Arafat.

Chat et souris

A l'inverse, la tactique de Mme Achraoui et des autres Palestiniens dits «de l'intérieur», à toujours été de nier tout contact de manière à conserver les mains libres. L'essentiel de l'accusation policière contre le porte-parole palestinien repose sur une interview, accordée à la télévision jordanienne, et au cours de laquelle elle aurait reconnu avoir récemment rencontré la direction extérieure de l'OLP. Interrogée à ce sujet, Mme Achraoui a simplement répété qu'elle n'avait «commis aucun délit» et qu'elle ne souhaitait répondre à aucune question concernant

cette affaire. La même information, également démentie par les intéressés, avait circulé à Madrid, dans les corridors de la conférence de paix, les deux personnalités ayant été fermement «suspçonnées» d'avoir accompli un aller-retour nocturne au Maroc, pour rencontrer la direction de leur organisation. Bref, c'est un faux jeu du chat et de la souris qui se poursuit entre les Palestiniens et les Israéliens, aucune des deux parties n'étant vraiment dupe de l'autre.

La «recommandation» policière de vendredi n'est donc moins de chance d'être entendue, que le premier ministre, M. Itzhak Shamir, s'emploie précisément, en ce moment, à améliorer l'image d'Israël aux Etats-Unis. L'arrestation d'une militante aussi célèbre que Mme Achraoui, véritable star des télévisions américaines, serait du plus mauvais effet.

P. C.

A TRAVERS LE MONDE

AFGHANISTAN

Moscou accepterait un éventuel gouvernement islamiste

Les conversations qui ont eu lieu du 10 au 15 novembre à Moscou entre une délégation des moudjahidins afghans et les autorités soviétiques et russes ont enregistré quelques avancées substantielles. L'URSS est allée plus loin sur la voie de l'abandon de son protégé de naguère, le président Najibullah. Moscou a accepté, dans le communiqué commun, de dénoncer l'intervention de l'armée rouge en 1979. Et l'URSS ne s'opposait pas, dans certaines conditions, à l'installation à Kaboul d'un gouvernement issu de la résistance islamique au président Najibullah, a déclaré M. Boris Pankine, ministre des affaires étrangères soviétique. De son côté, le président de la délégation afghane, M. Burhanuddin Rabbani, a déclaré que les entretiens avec les parties soviétique et russe avaient permis de faire «un petit pas vers le règlement du grand et complexe problème afghan». Les rebelles ont également annoncé la prochaine libération d'un groupe de prisonniers soviétiques. — (AFP, AP, UPI)

AUTRICHE

Deux candidats à la succession de M. Waldheim

La campagne pour l'élection présidentielle du printemps prochain a démarré, vendredi 15 novembre, avec la nomination des candidats des deux principaux partis. Les sociaux-démocrates (SPO) ont désigné M. Rudolf Streicher, ministre des transports et du secteur nationalisé et les chrétiens-démocrates (ÖVP) ont choisi, M. Thomas Klestil, ancien ambassadeur aux Etats-Unis et actuel secrétaire général aux affaires. Depuis l'annonce par le président Kurt Waldheim en juin dernier de ne pas briguer un second mandat à la présidence «dans l'intérêt de la République» l'Autriche cherchait un candidat. D'abord favorables à une candidature commune, sociaux-démocrates et conservateurs qui gouvernent en coalition n'ont pu s'entendre sur une personnalité acceptable par les deux partis. L'ÖVP a tenté, en vain, de convaincre le président d'honneur M. Alois Mock, ministre des affaires étrangères, de se présenter. — (Corresp.)

KENYA

Arrestation de chefs de file de l'opposition

La police a arrêté au moins sept opposants, jeudi 15 et vendredi 16 octobre, avant la manifestation — qui devait avoir lieu ce samedi à Nairobi — du Forum pour le rétablissement de la démocratie (FORD), mouvement interdit qui mène pour le multipartisme. Parmi les personnes interpellées figure M. Odinga Oginge, quarante-deux ans, premier vice-président du Kenya indépendant, qui symbolise aujourd'hui l'opposition au régime du président Daniel arap Moi et qui a été finalement libéré sous caution. Tandis que quelques opposants entraient dans la clandestinité, les sept autres dont les autorités ont reconstruit l'arrestation ont été inculpés pour avoir «annoncé un meeting interdit». Plusieurs ambassades étrangères, dont celles des Etats-Unis, de l'Allemagne et du Danemark, ont protesté contre ces détentions. Le porte-parole de la mission diplomatique américaine a parlé de «violation flagrante des droits de l'homme». — (Corresp.)

ROYAUME-UNI

Deux morts dans un attentat près de Londres

Deux personnes ont été tuées par une explosion survenue dans la soirée du vendredi 15 novembre à l'intérieur d'une banque de Saint-Albans, au nord de Londres, près d'une salle où se produisait une fanfare militaire. Selon la police, tous les indices font penser que cette opération, qui n'avait toujours pas été revendiquée samedi matin, a été menée par l'Armée républicaine irlandaise (IRA). Les enquêteurs estiment que les deux victimes sont peut-être les poseurs de bombes. D'autre part, le gouvernement britannique a décidé, jeudi, d'envoyer trois cents soldats en renfort en Irlande du Nord après une série d'attentats qui ont fait neuf morts cette semaine. A Dublin, la Cour suprême irlandaise a refusé, vendredi, d'extrader vers la Grande-Bretagne un militant de l'IRA, M. Anthony Sloan, estimant que l'inculpation dont il fait l'objet au Ulster relève du «délit politique». — (AFP, Reuters.)



ساعات فيلا

DIPLOMATIE

La destruction du Boeing de la PanAm et du DC-10 d'UTA

La responsabilité libyenne dans les attentats «entraînera un certain nombre de conséquences», affirme le président de la République

M. François Mitterrand a déclaré vendredi 15 novembre à Bonn, où il se trouvait pour le sommet franco-allemand, que la France, les États-Unis et la Grande-Bretagne en avaient connaissance. Mais il a estimé qu'il y a une responsabilité libyenne dans les attentats de décembre 1988 contre le Boeing de la PanAm au-dessus de la ville écossaise de Lockerbie et de septembre 1989 contre le DC-10 de la compagnie française UTA au-dessus du Sahara. Cette responsabilité «entraînera un certain nombre de conséquences», a ajouté le président français.

Paris est en contact avec les autorités britanniques et américaines à propos de cette affaire, mais celles-ci n'ont pas fait connaître à M. Mitterrand «le point exact des mesures de rétorsion» envisagées contre Tripoli. «Je serais étonné que d'ici lundi il

n'y ait pas du nouveau sur ce plan là», a indiqué M. Mitterrand. Les États-Unis et la Grande-Bretagne ont demandé à la Libye de leur livrer les deux ressortissants libyens inculpés pour l'attentat contre le Boeing de la PanAm (le Monde du 16 novembre). M. M. George Bush et John Major discuteront par téléphone dans les prochains jours des mesures à prendre si ceux-ci ne sont pas remis à la justice, a indiqué vendredi un responsable britannique. Dans ce cas, l'option des représailles militaires serait à l'ordre du jour, a affirmé ce responsable.

A Zuriel, M. Edwin Bollier, dirigeant de la société suisse Mebo, désignée par l'enquête américaine comme ayant produit le minuteur utilisé dans l'attentat contre l'avion de la PanAm, a reconnu avoir fourni ce matériel à la Libye mais affirmé qu'il s'agissait d'un produit «en vente libre».

La Libye a officiellement rejeté

vendredi les accusations américaines et britanniques. Dans un communiqué publié par l'agence libyenne JANA, le ministre libyen des affaires étrangères «dément catégoriquement tout lien de la Libye avec l'attentat». L'Egypte a adressé un «appel urgent» aux États-Unis pour leur demander de ne pas entreprendre d'action militaire contre la Libye, et le président Mubarak pourrait se rendre à Tripoli pour y rencontrer le colonel Kadhafi, d'autre part affirmé Radio Monte-Carlo.

Le Parti communiste philippin a enfin démenti vendredi avoir reçu de l'argent de la Libye dans un communiqué publié aux Pays-Bas par des exilés. Le département d'État avait affirmé jeudi que le Parti communiste des Philippines et sa branche armée, la Nouvelle armée du peuple, avaient reçu «au moins 7 millions de dollars» de Tripoli depuis 1987. — (AFP, AP, Reuters)

Les relations entre Paris et Tripoli

Tourner la page ?

Il faut savoir tourner la page, avait dit d'un ton ferme, le 27 octobre, à Alger, M. Roland Dumas qui participait à la réunion des ministres des affaires étrangères des dix pays de la Méditerranée occidentale.

Faisant ainsi allusion aux sanctions économiques imposées, depuis 1986, par la Communauté européenne au régime libyen pour cause de soutien aux mouvements terroristes, le chef de la diplomatie française avait promis de défendre, à Bruxelles, l'idée d'une normalisation des rapports avec Tripoli, notamment auprès de son homologue britannique, plus déterminé qu'aucun autre à prolonger la mise à l'index du colonel Kadhafi.

Les cinq pays membres de l'Union du Maghreb arabe (UMA) avaient alors fortement insisté sur la nécessité de régler, au plus vite et au mieux, le cas

libyen pour faciliter la dialogue d'une rive à l'autre de la Méditerranée et assurer le succès du sommet des chefs d'État des «5 + 5», prévu au début de 1992, à Tunis. Maintenant que la colonie Kadhafi est de nouveau dans le collimateur des Occidentaux, M. Mitterrand acceptera-t-il de s'associer à ses côtés comme si de rien n'était ?

Déjà, fin avril, lors d'un rencontre avec le colonel Kadhafi, sous la tente, dans le désert de Syrte, M. Dumas avait souhaité que les Douze adoptent une «attitude plus positive» à l'égard de la Libye. A l'appui de sa demande, il avait alors fait valoir que le Guide de la révolution s'était assés à porter, aujourd'hui, un jugement «plus réaliste» sur les affaires du monde. Il s'était ainsi félicité de son «comportement responsable» pendant la guerre du Golfe, lors-

qu'il avait un peu renvoyé, il est vrai, dos à dos les protagonistes de cette «calamité inutile». Prenant tout vira ses desirs pour des réalités, le chef de la diplomatie de Tripoli avait annoncé «le début d'une nouvelle ère dans les relations entre nos deux pays». A ceux qui critiquent son «parti pris pro-libyen», M. Dumas, s'est toujours plu à rappeler, par personnes interposées, que plus d'un millier de techniciens américains et britanniques travaillent en Libye dans le secteur pétrolier. Et, pour ne pas ajouter, ce sont des entreprises sud-coréennes et britanniques, filiales de sociétés américaines, qui construisent le grand fleuve artificiel dans la première tranche a été inaugurée, fin août, par la Guide de la révolution.

J. de B.

Les consultations franco-allemandes

MM. Kohl et Mitterrand mettent en garde contre un échec à Maastricht

BONN

de notre envoyé spécial

« Si la Communauté devait échouer à Maastricht, on peut penser que ce serait pour elle le commencement du déclin, que d'autres formes d'organisations européennes tendraient à s'y substituer. Ce serait un drame historique ; chaque pays retrouvant sa liberté d'action, les pentes naturelles de l'histoire reprendraient le dessus, ce serait le désordre, la fin d'une grande espérance et le recommencement des compétitions nationales. Comme vient de le dire le chancelier, on n'a pas le droit de s'arrêter en chemin ».

Ces paroles de M. Mitterrand faisaient effectivement écho vendredi 15 novembre à celles que venait de prononcer M. Helmut Kohl lors de la conférence de presse de clôture du 58^e sommet franco-allemand, dramatisant de la même manière l'échecance de Maastricht où les Douze tenteront de s'entendre, les 9 et 10 décembre, sur le renforcement de la Communauté.

Inquiétudes sur la situation en URSS

Il ne faudra se résigner « ni à un accord sur la base du plus petit commun dénominateur » ni à un échec qui serait « une catastrophe » pour l'Europe et pour tous ceux qui, hors d'elle, mettent leurs espoirs dans le modèle communautaire, a dit le chancelier.

Il a expliqué que l'intégration européenne était à ses yeux le corollaire de l'unification de l'Allemagne et que son pays a « encore plus besoin d'Europe » que les autres.

Le sommet de Bonn n'a apporté aucune information nouvelle sur la proposition faite en octobre par M. Kohl et Mitterrand de constituer un corps d'armée européenne à partir de la brigade franco-allemande, renvoyant pour plus de détails à la prochaine rencontre entre les deux gouvernements en avril 1992.



TANAKA

Dès lors qu'elle se veut européenne, cette unité ne peut effectivement se définir sans l'avis des autres intéressés ; surtout on voit mal comment elle pourrait se mettre en place sans qu'il ait été précisé au niveau politique de quelle autorité elle relèverait (un sujet de dissensus pour Maastricht) et quelles seraient ses missions.

Un petit déjeuner « rassemblement » à Bonn tous les ministres intéressés par les questions économiques, ainsi que M^{me} Edith Cresson. Il y fut question du projet de traité sur l'union monétaire et économique, sans apparemment que l'on avance beaucoup sur les problèmes qui restent en suspens, notamment l'attribution des responsabilités dans la définition des parités avec les monnaies extérieures.

Il fut question aussi de l'introduction d'un chapitre relatif à la politique industrielle dans le traité sur l'union politique, chapitre à propos duquel Français et Allemands ne semblent pas encore sur la même longueur d'ondes.

Cette discussion à bâtons rompus a d'autre part fait ressortir une inquiétude commune à propos de l'évolution de la situation en URSS, notamment quant à la difficulté pour les Occidentaux

d'identifier les bons interlocuteurs. Le ministre allemand de l'économie, M. Theo Waigel, s'en est pris au passage aux États-Unis pour leur faible contribution à l'aide occidentale : « On ne fait pas sa politique avec l'argent des autres », aurait-il déclaré.

Enfin les Allemands ont annoncé leur intention d'organiser à Munich une réunion entre les Douze et les responsables des Républiques ex-soviétiques sur le nucléaire civil, sujet, comme le nucléaire militaire, de graves préoccupations, la sécurité de certaines centrales ne paraissant plus garantie.

Le dossier «Hermès»

MM. Kohl et Mitterrand ne se sont pas attardés autrement que sous forme de boutade sur la coopération dans le domaine spatial, un des secteurs où on est loin de l'harmonie franco-allemande et où M. Paul Quilès paraît avoir eu bien du mal à défendre le programme Hermès devant des responsables allemands qui ne veulent plus payer (lire en page 20 l'article de Jean-François Augereau).

CLAIRE TRÉAN

Le débat sur l'Europe en Grande-Bretagne

M. Major tente d'amadouer les «euro-sceptiques»

LONDRES

de notre correspondant

On se demandait quelle tactique adopterait M. John Major lors du débat sur l'Europe qui se déroulera mercredi 20 et jeudi 21 novembre à la Chambre des communes. Une possibilité était de laisser ceux que l'on appelle les «euro-sceptiques» dévoiler leur intransigence pour mieux les marginaliser, avec l'occurrence de rendre patente cette division du parti.

Même si le nombre des Cassandres se révèle, comme tout le monde suppose, insignifiant, c'est été une aubaine pour le Parti travailliste. L'autre tactique possible était de jouer l'apaisement, pour tenter de renforcer l'unité du parti avant le sommet européen de Maastricht, et donc la position du premier ministre dans des négociations ardues. C'est, apparemment, cette seconde solution que M. Major a privilégiée.

Le gouvernement a rendu public, vendredi 15 novembre, le texte sur lequel il sollicitera la confiance. C'est une motion mi-chèvre mi-chou, qui permet à chaque camp de trouver des compensations, ce qui fait dire au chef de file du Parti travailliste, M. Neil Kinnock, qu'il s'agit d'une «motion têtue, produite d'une démarche sans entrain» de la part d'un gouvernement qui cherche d'abord à calmer ses propres troupes qu'à engager des négociations utiles.

Le texte souligne l'«approche constructive» de la position britannique afin d'aboutir à un accord, ce qui ne plaira guère aux «euro-sceptiques», qui devraient en revanche satisfaire la précision selon laquelle cet accord «évoque le développement d'une Europe fédérale».

L'objectif est de permettre à la Grande-Bretagne «d'exercer la plus grande influence sur l'évolution économique de la Communauté,

tout en préservant le droit du Parlement de décider à une date ultérieure de l'adoption d'une monnaie unique». Le texte souligne également qu'il s'agira d'«exercer la «responsabilité» de la Commission de Bruxelles, et d'éviter «des mesures communautaires inopportunes dans des domaines sociaux qui relèvent de décisions nationales».

Ce texte devrait recueillir un large soutien, mais ne suffira vraisemblablement pas à vaincre les préventions des «euro-sceptiques» jusqu'au-boutistes, notamment de M^{me} Thatcher. Celle-ci a «annoncé la couleur» de son intervention

devant les Communes, jeudi à Memphis (Tennessee).

Pour l'ancien premier ministre, «une monnaie unique signifie abandonner le contrôle de notre économie, jusqu'à la marque par la responsabilité démocratique qui a été l'empreinte de Westminster pendant des siècles, à une autorité totalement irresponsable et non élue». M. Major est, dit-on, résigné à un affrontement public avec son prédécesseur. Au moins a-t-il mis toutes les chances de son côté pour faire apparaître le combat de la «Dame de fer» de plus en plus solitaire.

LAURENT ZECCHINI

La préparation du référendum d'autodétermination

L'ONU accepte d'élargir le corps électoral au Sahara occidental

Le secrétaire général de l'ONU a décidé de modifier les critères destinés à identifier les Sahraouis qui seront autorisés à participer au référendum d'autodétermination, prévu au début de 1992, a-t-on appris, vendredi 15 novembre, de sources diplomatiques. M. Perez de Cuellar a opté pour une réévaluation et un élargissement du recensement espagnol de 1974 que les Nations unies avaient retenu comme base de calcul dans leur plan de paix.

Ainsi, sont considérés comme Sahraouis non seulement ceux qui ont été recensés par l'Espagne, mais encore ceux - y compris les membres de leur famille proche - qui peuvent prouver avoir résidé dans le territoire au moment du recensement et avoir été oubliés, ceux dont le père est sahraoui né dans le territoire et ceux qui y ont résidé six ans consécutivement ou

douze ans de façon intermittente avant le recensement.

Lors des accords d'août 1988, sous l'égide de l'ONU, le Maroc et le Front Polisario, qui luttaient depuis 1976, pour l'indépendance de cette ancienne colonie espagnole, ont accepté le plan de paix. Mais Rabat, qui a toujours considéré comme insuffisante et «discriminatoire» la seule réévaluation du recensement, y a ajouté quelque 120 000 noms.

De son côté, le Front Polisario s'est toujours tenu au seul recensement de 1974, qui fixait à environ 74 000 le nombre de Sahraouis installés sur place. Les nouveaux critères établis par l'ONU autorisent l'inscription sur les listes électorales de quelque 30 000 à 40 000 personnes supplémentaires, la plupart résidant dans le royaume chérifien, ce qui donne un avantage politique à Rabat. — (AFP)

AFRIQUE

DJIBOUTI : alors que les Français ont été évacués de Tadjoura et d'Obock

Les rebelles afars renforcent leur contrôle sur le nord du pays

DJIBOUTI

de notre envoyé spécial

Il est 17 h 20, vendredi 15 novembre, quand trois hélicoptères de l'armée française en provenance de Tadjoura se posent sur le tarmac de la base militaire. La décision d'évacuation a été prise, semble-t-il, en tout début d'après-midi, «après l'accord du président Gouled», souligne l'ambassadeur de France, M. Claude Soubeste. Une évacuation «provisoire», due à «la précarité des conditions de vie à Tadjoura», explique sobrement le diplomate. Les dix-huit Français qui débarquent, sac de voyage à l'épaule, ne disent pas le contraire.

«On est parti parce qu'on nous en donne l'ordre», assure un des quatre frères des écoles chrétiennes qui résident à Tadjoura. «Il était devenu impossible de quitter la ville ou d'y entrer : tout est bloqué par l'armée», lâche une dame visiblement soulagée. «Les soldats gouvernementaux ont tellement peur qu'ils tirent sur tout ce qui bouge. Ils ont même réussi à tuer une vache», s'écrit un jeune barbu. Selon lui, «une colonne de soixante soldats» aurait «refusé», jeudi, de s'éloigner de Tadjoura par crainte de tomber dans une embuscade.

«Durant la journée, une partie de l'armée stationne à 9 kilomètres de Tadjoura, mais, la nuit, la troupe se replie sur l'usine d'électricité», a encore le temps d'expliquer le jeune homme avant de devoir s'enfuir dans une des voitures que l'ambassade de France a mises à la disposition de ses ressortissants. «L'obligation de réserve» à laquelle sont tenus les étrangers est ainsi, de facto, scrupuleusement respectée.

Depuis vendredi soir, à une ou

deux exceptions près, il ne reste plus de Français à Tadjoura, où la population civile - d'origine afar à 99 % - vit désormais sans témoins extérieurs, en cohabitation forcée avec l'armée, ni à Obock, d'où une quinzaine de Français ont été évacués samedi matin. L'armée, à en croire des sources concordantes, exerce une surveillance tatillonne sur les habitants de Tadjoura.

«J'ai pu parler avec ma cousine au téléphone ce matin. Elle était dans une boutique. C'est de là que tout le monde appelle à Tadjoura», raconte une habitante de Djibouti. Mais elle ne pouvait rien me dire, elle m'a juste expliqué qu'il y avait des militaires dans le magasin. Ils écoutent toutes les conversations. Fier afar, comme Obock ou Randa, la ville de Tadjoura et ses quelques dix mille habitants est quasiment coupée du monde. Les bacs qui assurent d'habitude une liaison régulière avec le port de Djibouti ont été réquisitionnés par l'armée. Celle-ci ne dispose plus que de ce moyen pour se ravitailler en vivres et en munitions et acheminer des renforts.

Le sultan à la rescousse

La situation est, semble-t-il, la même à Obock, d'où néanmoins trois députés ont pu lancer, jeudi, un appel au président Gouled, afin que soit abrogé le récent décret de mobilisation générale. A en croire MM. Kamil Ali Mohamed, Ali Silaye Abekeri et Mohamed Dato Mohamed, ce décret est «un appel déguisé à la violence et à la guerre civile» qui «entache l'image» du chef de l'État, «homme de dialogue et artisan de la paix». Les trois par-

lementaires - membres du parti unique au pouvoir - dénoncent, au passage, les «populistes sorciers qui veulent pratiquer la politique de la terre brûlée» en isolant militairement le nord de Djibouti coupant ainsi les vivres à nombre de nomades.

Ni la radio ni la télévision nationale n'ont fait écho à cet appel, préférant diffuser in extenso celui du sultan Ali Mira, vieux chef traditionnel de la communauté afar. Basé ordinairement à Etiope, celui-ci a été accusé en grande pompe, jeudi soir, à Djibouti, par le premier ministre et le ministre de la défense, tous deux d'origine afar, ainsi que par le ministre de l'intérieur.

Qualifiant les maquisards du Front révolutionnaire pour l'unité et la démocratie (FRUD) d'«éléments armés», ayant «infiltré le nord de Djibouti», le sultan les a invités à «déposer les armes» et à «regagner leur pays [sous entendus l'Éthiopie] dans un délai de deux jours». La médiation du vieux chef afar, ostensiblement soutenu, sinon sollicité, par les autorités locales, suffira-t-elle à apaiser les esprits ? Rien n'est moins sûr.

Selon des informations encore non confirmées, plusieurs localités - Mouhoulé, Assagaya, Dorra - seraient déjà tombées sous le contrôle des troupes du FRUD. Enfin, selon des rumeurs insistantes circulant samedi matin à Djibouti, les rebelles afars auraient lancé, dans la nuit de vendredi à samedi, une première offensive sur Obock. Joueurs de pétanque et buveurs de té : pour le moment, le calme règne dans la capitale, même au «quartier 1», le bastion afar.

CATHERINE SIMON

EUROPE

La situation en Yougoslavie

Treizième accord de cessez-le-feu

Un nouvel accord sur un cessez-le-feu absolu en Croatie, devant entrer en vigueur samedi 16 novembre à 18 heures, a été conclu vendredi à Zagreb. C'est le treizième cessez-le-feu depuis le début du conflit. L'accord reprend exactement celui adopté le 18 octobre dernier à La Haye et n'a pas pour cette raison été signé formellement, selon la radio croate. Il a été convenu à l'issue d'une journée d'entretiens entre le vice-premier ministre croate, M. Mate Granic, le ministre sans portefeuille, M. Drazen Budisa, le chef de l'état-major des forces croates, le général Antun Tus, et son adjoint, le colonel Ivan Agotic, et le représentant de l'armée yougoslave en Croatie, le général Andrija Raseta, commandant-adjoint de la 5^e région militaire (Croatie). Le chef de la mission des observateurs de la CEE, l'ambassadeur Dirk Jan Van Houten, assistait aux négociations.

L'accord prévoit la levée du blocus des casernes et installations de l'armée fédérale en Croatie et le retrait de celle-ci du territoire croate. Cette clause avait été posée comme condition à tout cessez-le-feu, jeudi, par le ministre fédéral de la défense, le général Veljko Kadijevic, lors de ses entretiens à Belgrade avec Lord Carrington. Le président croate Franjo Tudjman avait fait savoir jeudi soir à Lord Carrington qu'il acceptait les conditions de l'armée.

Pour sa part, le général Raseta avait déclaré en début d'après-midi, vendredi, que l'armée yougoslave était « capable d'entamer simultanément son retrait de toutes les casernes et de les évacuer dans

un délai d'un mois ». L'accord du 18 octobre ne concerne que les unités de l'armée fédérale régulièrement stationnées en Croatie avant le début du conflit. Un certain flot subsiste donc quant aux troupes envoyées en renfort de Serbie et Bosnie qui constituent l'essentiel des effectifs fédéraux sur les fronts de Slavonie, où se poursuivaient de violents combats, vendredi. En revanche, le calme était revenu à Dubrovnik, où l'UNICEF tente d'établir un « corridor humanitaire » pour évacuer les enfants de la ville. — (AFP)

Troisième mission de M. Cyrus Vance

Le secrétaire général des Nations unies, M. Javier Perez de Cuellar, a demandé, vendredi 15 novembre, à son ambassadeur spécial, M. Cyrus Vance, de retourner en Yougoslavie, durant le week-end, pour explorer, sur place, les possibilités de consolider un cessez-le-feu qui devrait être « effectif et durable » et d'envisager « une éventuelle présence des Nations unies » destinée à séparer Serbes et Croates. Cette troisième mission de l'ancien secrétaire d'Etat américain devrait durer une semaine.

L'idée d'envoyer des « casques bleus » onusiens en Yougoslavie continue à soulever de nombreuses réticences, notamment dans la délégation britannique qui, compte tenu de son expérience en Irlande du Nord, hésite à s'engager dans une opération conjointe de maintien de la paix dans un autre pays européen, même sous couverture des Nations unies. — (Corresp.)

URSS : le pouvoir grandissant de la Russie

M. Eltsine suspend certaines exportations de pétrole

Couronnant une semaine où l'on a admis la transformation de l'URSS en une « Union d'Etats souverains », M. Boris Eltsine a affirmé, vendredi 15 novembre, son pouvoir grandissant par une série de décrets visant à prendre le contrôle des sources soviétiques de devises : pétrole, or et autres métaux précieux, produits essentiellement sur le territoire de la Russie.

Le président russe, devenu également premier ministre, a réuni pour la première fois dans la matinée son nouveau gouvernement, dans la salle où se réunissait auparavant le bureau politique du Parti communiste... Se

première mesure aura été de suspendre certaines licences d'exportation de pétrole. La Russie exportant 90 % du pétrole soviétique, ce décret a immédiatement provoqué une hausse des prix du brut sur le marché de Londres.

Tous les contrats internationaux n'ont pourtant pas été suspendus, et la mesure semble avant tout viser les ventes russes, faites en roubles, à d'autres Républiques comme l'Ukraine qui revendait éventuellement ce pétrole en dollars à l'étranger, ainsi que les quelques 30 % des ventes qui sont désormais assurées directement par des producteurs, notamment par le canal des Bourses de commerce.

Mais il s'agit quand même pour la Russie de limiter les

exportations de pétrole, déjà en forte baisse, « pour prévenir une paralysie totale du complexe énergétique cet hiver », a déclaré devant le Parlement russe le nouveau vice-président du gouvernement de Russie chargé de l'économie.

L'or et les diamants

Il s'agit de M. Egor Geidar, un des membres de l'équipe de jeunes experts qui, avec Grigori Iavlinski, avaient préparé l'an dernier le plan de passage de l'URSS au marché. L'autre vice-président est M. Alexandre Chokine, un social-démocrate en charge des questions sociales, tous deux coiffés par M. Guen-

nadi Bourboulis, le bras droit de M. Eltsine nommé premier vice-président du gouvernement.

Présentant son nouveau gouvernement au Parlement, M. Eltsine a aussi annoncé que celui-ci avait approuvé un autre décret « mettant entre les mains de la Russie tout ce qui concerne l'or et les diamants » en URSS. M. Geidar a précisé que la Russie était prête à prendre la responsabilité du remboursement de toutes les dettes extérieures de l'URSS, à condition qu'elle puisse aussi contrôler l'or, les diamants et les réserves soviétiques en devises et métaux précieux. Une démarche qui vise à forcer la main des partenaires de la Russie, alors que lundi devaient commencer à Moscou à la fois de nouvelles rencontres entre représentants du G7 et des Républiques de l'Union et une réunion des chefs de gouvernement des Républiques pour discuter du budget du dernier trimestre.

M. Eltsine a enfin annoncé vendredi, devant le Parlement, d'autres décrets, en application du programme de réforme économique qu'il avait exposé au début du mois. Il y est à nouveau question d'un système bancaire russe avec éventuellement une monnaie propre et de « libéralisation » du commerce extérieur avec la suppression de taxes à l'importation, mais sur la question cruciale de la libéralisation des prix, M. Eltsine s'est limité à décider une série de hausses de salaires, devant intervenir au premier décembre prochain, en prévision de cette libéralisation.

S. Sh.

Le président russe prépare une initiative sur les Kouriles

Une lettre ouverte de M. Boris Eltsine aux habitants de la Fédération de Russie, diffusée jeudi 14 novembre par le ministère russe des affaires étrangères, appelle à la « compréhension » sur la question des îles Kouriles, dont la Japon demande la restitution. Tokyo a été immédiatement félicité du caractère « positif » de cette déclaration.

Le président russe affirme qu'il « serait impensable d'accepter une situation de

gel des rapports avec le Japon due à l'absence d'un traité entre les deux pays ». Il s'agit, explique-t-il, d'un problème « à résoudre dans les meilleurs délais » ; et il promet de « vaillamment œuvrer » à l'intérêt socio-économique des habitants des Kouriles du Sud. Ces quelque 25 000 personnes, dont près de la moitié sont des militaires soviétiques, sont très mobilisées contre une éventuelle restitution de leur région au Japon.

Jeudi 14 novembre, le gouverneur de Sakhaline, M. Valentin Fedorov, un vigoureux défenseur de l'intégrité de la Fédération de Russie, a demandé de conduire lui-même les négociations sur les Kouriles, menées, depuis deux mois, par la Russie. M. Kounadze, vice-ministre des affaires étrangères russe, était en visite à Tokyo le 13 novembre. — (AFP)

Split à son tour

Suite de la première page

Outre l'hôtel de ville, les canons de la marine serbo-fédérale ont notamment atteint le musée archéologique croate (qui donne un aperçu de la culture croate du septième au douzième siècle), la maison des étudiants, une petite église de la période, le lycée de musique et divers quartiers de la ville. L'ancienne Split, qui recèle des trésors d'architecture, parmi lesquels le superbe palais de Dioclétien vieux de dix-sept siècles.

« Il est vraisemblable que l'intention des militaires ait été de toucher la mairie en raison des réunions quotidiennes qui s'y tiennent, de même qu'ils ont certainement visé le musée archéologique pour la valeur historique que celui-ci représente aux yeux des Croates », explique M. Slapnicar, un universitaire élu en juin dernier.

Quant à la raison de ce bombardement survenant alors que l'on négocie à Zagreb et que Dubrovnik connaît enfin une trêve — même fragile —, le maire de Split essaie d'en discerner les contours, bien que ses demandes d'explication auprès de l'armée ne l'aient guère avancé. Dès les premières minutes du bombardement, M. Slapnicar est entré en contact avec l'état-major local, à la grande base navale de Split.

La première maison qui lui a été donnée à cette soudaine attaque ne l'a pas particulièrement convaincu. L'armée a bombardé la cité, lui a-t-on expliqué, car la « marine croate » a coulé trois navires « étrangers », dont l'un jeudi. Or, assure le maire, cette assertion est fautive, les forces croates n'étant pour rien dans « les problèmes » qu'aurait effectivement connus une unité fédérale jeudi. Puis, il fut répondu au maire que l'état-major local n'avait, en tout état de cause, rien à voir avec ce bombardement, la décision ayant été prise directement à Belgrade.

Le moral des soldats

M. Slapnicar a son explication : « Jusqu'à présent, toute négociation, tout accord de cessez-le-feu a été suivi de l'ouverture, par les militaires, d'une nouvelle zone de combats. Cette fois-ci, la région de Split pourrait avoir été choisie. » A l'appui de ses propos, il cite le cas de Sinj, petite localité intensivement bombardée vendredi après-midi. Et le maire de Split a demandé que le sort de sa région — qui avait connu une première alerte en septembre avec le bombardement de l'aéroport, distant de plus de 20 kilomètres, ainsi que d'une centrale électrique — fasse l'objet de discussions au plus haut niveau, entre les autorités de Zagreb et celles de l'armée serbo-fédérale. Une armée qui ne s'est pas laissée dissuader par la présence à Split de quelque soixante observateurs européens.

Léger réconfort pour M. Slapnicar : le moral des soldats stationnés sur

place (hormis la base navale, la ville compte une caserne importante) est, dit-il, très bas. Il en veut pour preuve le nombre de désertions — y compris d'officiers — enregistré ces derniers temps. Par exemple, raconte-t-il, il y a trois jours, les forces croates ont eu la surprise de voir arriver, au petit matin, trois soldats qui déclarent fuir la base navale à la nage. Jeudi, assure encore le maire, un chauffeur de l'armée s'est « rendu » à des observateurs européens.

Bien que n'étant pas encore confrontée à des problèmes de pénurie, en dépit de la présence de 15 000 réfugiés — provenant de toute la Croatie, de Dubrovnik à Vukovar — Split n'en est pas moins dans une situation préoccupante en ce qui concerne les perspectives de ravitaillement, relève M. Slapnicar. Soumise à un blocus naval, sa ville n'est, en effet, plus reliée au reste de la Croatie que par un fil ténu : une route littorale coupée en plusieurs endroits, obligant voitures et camions à emprunter des bacs, cibles aisées pour l'aviation.

Pressés dans le hall d'un petit hôtel de la vieille ville, le visage tendu, les yeux rivés à l'écran de télévision, des réfugiés serbo-croates ont pu revivre, vendredi soir, le bombardement de la marina, réentendre les explosions, revoir les colonnes de fumée s'élevant au-dessus des toits ; immédiatement après, ils ont pu assister à la paisible évacuation de chars et de camions, ceux des unités de l'armée quittant Rijeka pour le Monténégro voisin.

YVES HELLER

EN BREF

■ ETATS-UNIS : suites de l'irrigation. — Deux jugements distincts ont été prononcés vendredi 15 novembre dans le scandale de l'irrigation. Une cour d'appel fédérale a cassé à Washington la condamnation à six mois de prison ferme de l'amiral John Poindestier, ancien conseiller de la présidence pour les affaires de sécurité nationale, tandis qu'une cour de district a condamné à deux ans de prison avec sursis et à cent heures de travail communautaire M. Elliott Abrams, ancien secrétaire d'Etat adjoint aux affaires d'Amérique latine. (AFP)

■ TUNISIE : accident au cours d'un exercice anti-terroriste. — L'ambassadeur des Etats-Unis, M. John Mac Carthy, et plusieurs personnalités locales ont été blessés, jeudi 14 novembre, alors qu'ils assistaient, sur un aéro-drome militaire proche de Tunis, à une démonstration d'un commando anti-terroriste. L'accident a eu lieu à la suite de l'effondrement de la plate-forme sur laquelle les officiels avaient pris place pour suivre l'exercice.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

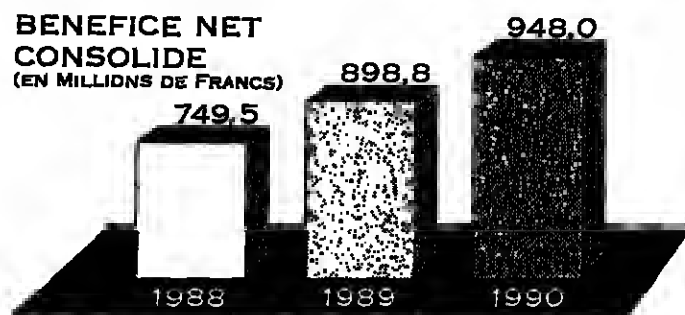
PAPAS, DÈS MARDI, DEVEENEZ ACTIONNAIRES DU BANQUIER DE VOTRE VILLE.

C'EST UN PLACEMENT SÛR

Quatre points forts démontrent la solidité et la puissance du Crédit local : la qualité de ses principaux actionnaires, l'Etat et la Caisse des dépôts ; la stabilité de sa clientèle, les collectivités locales ; la progression de ses résultats avec un bénéfice net consolidé 1990 de 948 MF en augmentation de 26,5 % depuis 1988 ; le niveau de son bilan consolidé : 243 MdF fin 1990.

C'EST UNE VALEUR D'AVENIR

Leader du financement du développement local avec plus de 40 % des prêts à l'équipement collectif, le Crédit local intervient sur un marché porteur. Banquier spécialisé, il accompagne de son expertise les innovations des décideurs locaux. Présent en Europe et aux Etats-Unis, son objectif est de réaliser 15 % de son chiffre d'affaires à l'international en 1993.



Vous pouvez participer à l'opération en vous adressant aux banques, aux sociétés de bourse, à la Poste, aux Caisses d'Epargne et au Trésor public.



Un document de référence
(n° COB R 91-013 du 18 octobre 1991)
est disponible sur simple demande.
BALO du 7 octobre 1991.

Pour plus d'informations,
téléphonez ou
16 (1) 40 87 14 00
ou composez sur Minitel 3616 CLF.

CRÉDIT LOCAL DE FRANCE
ACHETEZ VOS ACTIONS ENTRE LE 19 ET LE 29 NOVEMBRE 1991

هنا من الحاصل

AMÉRIQUES

Un entretien avec M. Brian Mulroney

Suite de la première page

« Ce n'est peut-être pas spectaculaire, mais c'est important pour les francophones. Juste une anecdote pour illustrer ce point : l'autre soir, TV-5 a diffusé au Canada, pratiquement en direct, une émission française consacrée à Yves Montand. Avoir pu voir cette émission a eu une très grande importance pour moi. »

Comment expliquez-vous le fait que le Canada accorde finalement plus d'importance à la francophonie qu'à la France ?

« Sans la France, il n'y aurait pas de francophonie. La France en est la pierre angulaire. C'est peut-être pourquoi les Français y attachent moins d'importance qu'un pays dont un tiers ou un dixième de la population est francophone. Pour des pays comme le Canada, la Belgique, le Cameroun, la francophonie est un véritable oxygène, qui n'est pas acquis d'avance. Et nous avons besoin de ce lien beaucoup plus que la France. »

Auriez-vous accepté que le sommet de la francophonie se déroule au Zaïre, comme cela avait été décidé à Dakar ?

« Non. Dès le sommet du G7, à Houston, en juillet 1990, j'avais dit au président Mitterrand qu'il était inconcevable qu'un premier ministre canadien assiste à un sommet au Zaïre aux côtés de M. Mobutu. »

Que vous avait-il dit alors ?

« Il nous a très bien compris, mais il a fallu un certain temps pour changer de lieu. Les présidents Mitterrand, Diouf et d'autres s'y sont employés. Mais jamais nous n'avons menacé de suspendre notre contribution financière à la francophonie. Simplement, nous ne serions pas allés au Zaïre. Imaginez ! Nous aurions l'air intelligents aujourd'hui ! Mitterrand à gauche et moi à droite de Mobutu, au cours d'un sommet consacré en grande partie aux droits de la personne ! »

Le Canada n'est pas une cafétéria ?

« Vous avez plusieurs fois déclaré que la francophonie était aussi un moyen de reconnaître les communautés canadiennes. Le diriez-vous toujours ? »

« Oui, je le crois, même si nous vivons des moments difficiles dans notre crise constitutionnelle. Nous avons même un parti - le Parti québécois - pour lequel le Canada est inacceptable. Cela dit, il veut bien de l'argent canadien, de l'union économique avec le Canada, du passeport et de la citoyenneté canadiens. Mais le Canada, ce n'est pas une cafétéria dans laquelle on peut choisir certains plats et laisser les autres. »

En 1759, il n'y avait que 90 000 Français installés le long du Saint-Laurent. Aujourd'hui, il y a sept millions de francophones au Canada. C'est dire que le français n'est pas mort en terre canadienne. Au contraire, c'est à cause

du Canada, à cause de la Fédération canadienne, qu'il a connu cet épanouissement extraordinaire en terre d'Amérique. Et dire qu'au moment où la France, l'Allemagne, la Grande-Bretagne se dirigent vers une union politique et économique plus poussée, certains veulent, au Canada, devenir plus peints, peut-être plus pauvres sous prétexte de conserver le français. J'espère que cet appel sera rejeté une fois de plus. »

L'écran de fumée de la souveraineté

Autrement dit, vous êtes opposé à une association économique en cas d'arrivée au pouvoir à Québec des souverainistes ?

« Les séparatistes savent très bien que l'indépendance ne sera pas acceptée par les Québécois. Alors, ils ont inventé un mot nouveau, un écran de fumée : la souveraineté. Pour rassurer les Québécois, on leur dit : nous allons être souverains, mais, attention, nous allons conserver la monnaie canadienne, le passeport canadien, l'union économique. Quelle position ridicule ! On veut être souverain mais on veut conserver la monnaie d'un pays étranger, sans contrôler les taux d'intérêt, la politique monétaire. Quel aveu d'impuissance ! C'est l'inverse de la souveraineté. Cela me fait penser à la situation de Porto-Rico, de Panama, des Bahamas. »

Vous n'en avez pas moins espéré faire reconnaître la nature distincte de la société québécoise par les anglophones et vous avez échoué ?

« Non, j'ai réussi. Les dix premiers ministres des provinces avaient accepté les accords du Lac Meech (1), mais l'un d'entre eux, celui de Terre-Neuve, n'a pas tenu parole. C'est un individu qui nous a fait défaut, pas le système. Il faut persévérer. »

Il n'empêche : d'après les sondages, 60 % des anglophones sont opposés à la reconnaissance de la nature distincte de la société québécoise.

« Oui, mais ce n'est pas parce que quelque chose est impopulaire, qu'il faut l'abandonner. La différence du Québec saute aux yeux. En tenant compte des États américains et des provinces canadiennes, vous avez soixante-deux millions de francophones en Amérique du Nord. Un seul représente une majorité francophone sur un territoire défini, et c'est le gouvernement du Québec. Il est évident que c'est une société distincte, qu'elle a besoin de cette reconnaissance et de certaines protections. Personne ne me fera changer d'avis, même si ce n'est pas populaire. De toute façon, rien ni personne n'est populaire au Canada ces jours-ci. Mais je ne peux pas faire ce qui est populaire. »

Je fais ce que je dois, ce que je crois être dans l'intérêt national. Je sais bien que les commissions budgétaires, le dossier constitutionnel, le traité de libre-échange avec les États-Unis, la réforme fiscale ne sont pas de nature à me rendre populaire. Mais le pays a besoin de ça et si le premier ministre devient impopulaire, tant pis. L'impopularité est le prix à payer pour un progrès économique, social et constitutionnel dans ce pays. »

Tout de même, entre mars 1990 et mars 1991, le traité de libre-échange a entraîné 300 000 suppressions d'emplois.

« C'est vrai qu'au lendemain de la signature de l'accord nous avons été atteints par la récession. Comme en 1981-1982, mais on avait alors perdu de ceux de 1990-1991. On pourrait donc dire

tionnel, le traité de libre-échange avec les États-Unis, la réforme fiscale ne sont pas de nature à me rendre populaire. Mais le pays a besoin de ça et si le premier ministre devient impopulaire, tant pis. L'impopularité est le prix à payer pour un progrès économique, social et constitutionnel dans ce pays. »

Tout de même, entre mars 1990 et mars 1991, le traité de libre-échange a entraîné 300 000 suppressions d'emplois.

« C'est vrai qu'au lendemain de la signature de l'accord nous avons été atteints par la récession. Comme en 1981-1982, mais on avait alors perdu de ceux de 1990-1991. On pourrait donc dire



que grâce au traité, on a limité les dégâts. Autre chose : grâce au traité, notre commerce avec les États-Unis a augmenté de 7 % et nous avons créé 115 000 emplois depuis mars dernier. L'opposition voudrait annuler le traité de libre-échange, la réforme fiscale, les privatisations. Comme si le Canada pouvait rester en dehors des réalités, des grands courants historiques. C'est impossible. »

Ne craignez-vous pas que l'extension éventuelle de la zone de libre-échange au Mexique ne vous crée des problèmes supplémentaires ?

« Oui, mais j'y suis tout à fait favorable. D'abord parce que 85 % des produits mexicains entrent déjà librement au Canada. Ensuite parce qu'un tel traité nous donnera accès à 85 millions de consommateurs. Enfin, parce qu'il vaut mieux aider le président mexicain - qui est un homme courageux - à moderniser son pays par le biais du commerce international que par des aides ou des dons problématiques. C'est en ouvrant nos portes et nos esprits qu'on peut aider nos voisins. Pas en se repliant sur nous-mêmes, sur le bon vieux temps. »

« Ça, c'est le langage de l'opposition, surtout des néo-démocrates. Ils veulent qu'on augmente l'aide au développement, mais ils refusent à un pays en développement l'accès à nos marchés, à notre technologie sous prétexte que cela nous fera perdre des emplois. Les libéraux - je ne veux pas les blesser - mais ils n'ont aucune politique. Ils l'ont bien montré pendant la crise du Golfe, lorsqu'ils voulaient qu'on rapatrie notre contingent au premier coup de feu. »

Pas d'Ukraine nucléaire

Près d'un million de Canadiens sont d'origine ukrainienne. Etes-vous favorable à l'indépendance de l'Ukraine ?

« Nous devrions prendre une décision après le référendum prévu sur cette question le 1^{er} décembre. Et ce sera difficile de ne pas tenir compte du résultat. Avec 52 millions d'habitants, l'Ukraine est le cinquième pays européen. Cela dit, je ne veux pas que l'Ukraine soit un pays nucléaire et il faudra résoudre cette question avant toute décision que ce soit. Nous voulons absolument que cette question soit réglée. N'oublions pas que le Canada aurait pu devenir facilement une puissance nucléaire. Nous avons choisi de ne pas le faire. »

Pourriez-vous nous parler de votre non-candidature à la succession de M. Pérez de Cuellar ?

« Ce fut surtout une non-aventure. C'est ici que j'ai appris que mon nom circulait et que, lors d'un vote indicatif, il avait recueilli la voix de quatre des cinq membres permanents du Conseil de sécurité. Mais j'avais déjà

demandé à notre ambassadeur à l'ONU de retirer mon nom. »

Mais votre nom avait sans doute été avancé par votre ami George Bush ?

« On le dit mais tout ce qu'on sait c'est ce vote des quatre membres permanents. Il devait y avoir les Américains, les Français, les Britanniques et les Soviétiques. Pas les Chinois, puisqu'ils veulent un candidat africain même s'ils avaient fait savoir qu'ils n'useraient pas de leur droit de veto contre un candidat canadien. Mais je crois que si mon nom a circulé, c'est surtout dû au grand intérêt que le Canada a toujours porté aux Nations unies, au fait qu'il a toujours participé aux missions de maintien de la paix depuis la fondation de l'ONU. Le Canada est un des grands bailleurs de fonds des Nations unies, il craint aux Nations unies. »

Un rappel, quand même : si j'avais été candidat, croyez-vous que j'aurais été assez stupide pour prononcer l'ostracisme, lors du dernier sommet du Commonwealth, contre une cinquantaine de pays en déclarant que nous allons imposer des règles très strictes à notre aide au développement en fonction du respect des droits de l'homme ? Assez stupide pour envoyer récemment le ministre canadien de l'Agriculture à Pékin critiquer les pratiques chinoises en matière de droits de l'homme ?

Quel jugement portez-vous sur les divergences franco-américaines qui ont marqué le sommet de l'OTAN à Rome ?

« Ce qui est important - en particulier pour les Américains - c'est de réaliser que les Français ont toujours vu l'OTAN, depuis le général de Gaulle, d'une manière particulière. Nous vivons dans un monde qui est devenu anglo-saxon. Le rôle du président de la République française est donc différent de celui des autres chefs d'Etat et de gouvernement. C'est ce que fait le président Mitterrand et j'en suis très fier. Je l'explique même aux Américains, qui s'en étonnent parfois, qui ne comprennent pas qu'il y a une réalité culturelle, linguistique, derrière ce comportement. Cela n'empêche d'ailleurs pas le président Mitterrand de défendre l'avancement d'un fédéralisme européen, bien au contraire. Pour le plaisir d'abandonner une portion de la souveraineté française ? Mais non ! Pour protéger les acquis sociaux, politiques, économiques et culturels de la France qui ne pourrait jamais rivaliser seule avec les blocs économiques de demain. C'est pour cela que j'ai bâte de connaître les résultats du conseil européen de Maastricht. »

Propos recueillis par JACQUES AMALRIC et MARTINE JACOT

(1) L'accord du lac Meech devait reconnaître un statut de « société distincte » au Québec, l'échange de la signature de la Constitution du Canada. Conclu le 30 avril 1987 entre M. Mulroney et les chefs de gouvernement des dix provinces, il ne fut pas ratifié de l'accord, avant l'échec prévu - juin 1990 - de deux provinces anglophones.

CANADA

Le premier ministre de l'Ontario est satisfait de sa visite en France

M. Bob Rae, premier ministre de la province de l'Ontario, s'est déclaré satisfait de sa visite en France au cours d'une conférence de presse vendredi 15 novembre à Paris. M. Rae, qui a séjourné en France du 13 au 15 novembre, s'efforce, en raison de la récession américaine, de favoriser les investissements européens dans sa province (le Monde du 13 novembre). Il a été reçu par le premier ministre, M^{me} Edith Cresson, ainsi que par MM. Paul Quilès, ministre de l'Équipement, du logement, des transports et de l'espace et Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'Industrie et du commerce extérieur.

Avec M. Quilès, M. Rae a parlé du projet de liaison ferroviaire à grande vitesse entre Québec, Montréal et Toronto. Les trois gouvernements concernés (le gouvernement fédéral et ceux de l'Ontario et du Québec) ont décidé d'affecter une somme de 6 millions de dollars canadiens à une étude de rentabilité. La firme française GEC-Alsthom, qui construit le TGV, est sur les rangs. « Nous devons d'abord étudier le marché et les coûts, et rien n'a encore été décidé », a affirmé M. Rae.

ASIE

CAMBODGE : pour tenir à distance les Khmers rouges

Une alliance se noue entre le prince Sihanouk et le régime de Phnom-Penh

Trois semaines après la signature de l'accord sur le Cambodge, de nouvelles alliances se dessinent déjà. Après s'être combattus pendant une dizaine d'années, les sihanoukistes et le régime de Phnom-Penh ont décidé de faire un bout de chemin ensemble pour tenir à distance ceux qui sont devenus leurs adversaires communs, les Khmers rouges.

PHNOM-PENH

de notre envoyé spécial

Le pacte qui s'est déjà noué entre le prince et le gouvernement naguère mis en place par le régime communiste vietnamien n'a pas cessé de transpirer pendant les quarante-huit heures qui se sont écoulées depuis le retour de Norodom Sihanouk, jeudi 14 novembre, à Phnom-Penh.

Le meeting populaire organisé samedi matin 16 novembre devant le palais royal pour saluer le prince et son épouse en a encore offert un bon exemple. Devant des milliers de gens rassemblés sur l'esplanade face à la tribune royale, M. Ches Sim, président du Parti du peuple cambodgien (PPC), a exprimé, dans une allocution de bienvenue, sa « profonde gratitude » à l'égard du « grand patriotisme et de l'amour intense pour leur pays » manifestés par le prince, son épouse et la « famille royale ». Il a ajouté que le « leadership historique » de Sihanouk est « un facteur nécessaire à la concordie nationale indispensable pour restaurer notre prestige dans l'arène internationale ».

Dans une réponse visiblement très réfléchie Norodom Sihanouk a fait un éloge répété du PPC et du gouvernement de Phnom-Penh. En racontant la façon dont l'un de ses enfants avait été battu à mort à l'époque des Khmers rouges, il a également exprimé à son peuple à quel point il partageait sa « tristesse » devant les souffrances subies « du temps de Pol Pot », demeuré le dirigeant présumé des Khmers rouges.

Sihanouk a remis les pendules à l'heure, en mentionnant l'injustice de 1970 (sa destitution par le groupe de Lon Nol) et sa déchéance de 1975 à 1979 (par les Khmers rouges). Certes, avec son habileté coutumière, celui qui veut qu'on ne l'appelle plus que Samdech Ev (« Monseigneur Papa »), ne s'est pas engagé pour l'avenir, rappelant le rôle que devait jouer l'ONU jusqu'à la tenue d'élections, ainsi que celui du Conseil national suprême.

EN BREF

■ BIRMANIE : demande de libération de M^{me} Suu Kyi. - Cinq pays occidentaux, les États-Unis, la Norvège, la Suède, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, ont demandé aux autorités de Rangoun de libérer M^{me} Aung San Suu Kyi, de sorte que cette opposante de la junte militaire au pouvoir en Birmanie puisse « se rendre à Cohn » le 10 décembre pour recevoir son prix Nobel de la paix 1991. M^{me} Suu Kyi est détenue à son domicile depuis juillet 1989. - (AP)

■ INDE : attentat contre le vice-président du parti BJP. - Le vice-président du Parti du peuple indien (BJP, hindouiste), M. Baldev Prakash, a été grièvement blessé, et son chauffeur et trois gardes du corps ont été tués, par l'explosion d'une bombe, vendredi 15 novembre, à Amritsar, au Pendjab. L'attentat est attribué aux séparatistes sikhs, dont M. B. Prakash est un ferme adversaire. Par ailleurs, vingt et une personnes ont été victimes, le même jour, de violences liées au combat des tenants du « Khalistan », l'Etat qui veut créer les indépendants. Près de 4 500 personnes ont péri du fait de ce combat depuis le début de l'année. - (AFP)

■ SRI-LANKA : demande d'aide en Suisse d'un Tigre tamoul. - L'un des principaux dirigeants du mouvement indépendantiste des Tigres tamouls, M. S. Krishnakumar, plus connu sous son nom de guerre de « Kitnu », a demandé l'asile politique à la Suisse au début de cette semaine.

(CNS) du Cambodge, qu'il préside et dont deux des douze membres sont des Khmers rouges.

Mais, entre les autorités de Phnom-Penh et Sihanouk non seulement des règles de jeu ont été fixées, mais le courant passe. Sihanouk a même présenté M. Hun Sen, le premier ministre de Phnom-Penh, et son épouse comme son « fils » et sa « fille ». « Même M. Ches Sim est manifié », a-t-il ajouté sur sa lancée.

De façon politiquement plus significative, le prince a déclaré que M. Hun Sen était « très bien fait » pour le poste de premier ministre. Son gouvernement, a-t-il dit, contrôle 90 % du pays. L'ONU doit donc collaborer avec lui. Et il a ajouté : « Je reconnais ce gouvernement ». Pour ce qui est du retour des Khmers rouges, également signataires de l'accord de Paris, le prince Sihanouk en a fait endosser la responsabilité aux cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU : « Ce n'est pas ma faute », a-t-il dit. Si les Cinq rennaissent à soutenir les Khmers rouges, a-t-il ajouté en substance, je suis prêt à retourner à Paris signer un nouvel accord de paix.

Le couple de l'année

M. Hun Sen, également vice-président du PPC, et le prince Ranariddh, fils de Norodom Sihanouk et leader du parti sihanoukiste (le FUNCINPEC), ont, de leur côté, laissé entendre, vendredi, un pacte électoral entre leurs deux formations : « Une coalition entre les deux partis serait le couple de l'année », a ajouté Norodom Ranariddh, en précisant que si lui ni son père ne s'opposeraient à ce qu'un tribunal soit formé pour juger les principaux dirigeants des Khmers rouges - ce qui est également la position des autorités de Phnom-Penh, Sihanouk a effectivement continué qu'il était favorable à un tel procès, ajoutant : « Nous ne pouvons pardonner à Pol Pot, Ieng Sary et Ta Mok » (trois parmi les principaux dirigeants des Khmers rouges).

Sihanouk est reçu comme un roi et traité, systématiquement, du titre d'« Altesse royale ». Les foules invitées à l'accueillir le font, jusqu'à dans un ordre bon enfant et chaleureux. Les autorités ont, certes, pris de sérieuses mesures de sécurité pour éviter tout incident et tout débordement. Pour le reste, elles font ce qu'elles savent faire de longue date : une manifestation, quelle qu'elle soit, s'organise, par quartiers et comités !

Il reste qu'en mettant un terme à ses relations privilégiées avec le Vietnam, le régime de Phnom-Penh a rempli sa part du contrat. Norodom Sihanouk peut s'appuyer sur l'administration en place, et c'est ce qui se passe dans les faits. Vendredi, lors de la présentation des lettres de créance du nouvel ambassadeur de France, M. Philippe Caste, au palais royal, le ministre des affaires étrangères, qui est également membre du CNS, se trouvait aux côtés du prince Sihanouk. Ce dernier s'est félicité que Paris n'ait pas attendu son retour pour relancer sa coopération avec le Cambodge, d'une avec le régime de Phnom-Penh.

Dans les jours qui viennent, Samdech Ev va consacrer une partie de son temps à visiter les réalisations du régime - hôpitaux, camps de réfugiés - avant de présider, du 20 au 22 novembre, la fête des Eaux. Entre-temps, les Khmers rouges vont faire leur première apparition à Phnom-Penh : arrivée, dimanche, d'une dizaine de gardes du corps suivie, le lendemain, de celle de M. Son Sen, l'un des deux membres du CNS. Ce dernier jugera par lui-même de la possibilité de faire venir M. Khieu Samphan, l'autre Khmer rouge du Conseil national suprême.

Mais pour envisager une première réunion du CNS dans la capitale, il faudra attendre que la quatrième faction cambodgienne, le FNLPK de M. Son Sann, se manifeste, ce qu'elle n'a pas encore fait. Pour l'instant, on en reste à la phase des retrouvailles, après plus de vingt années de séparation de fait entre un pays et son prince, lequel a souvent été un proverbe khmer : « Il ne faut pas répondre à la colère par la colère. »

JEAN-CLAUDE POMONTI

しかし E.C.
La presse japonaise vous annonce
向きの不均
que votre prochain téléviseur sera
衡が拡大し
Haute Définition. Et japonais.
ていること
En français, cette semaine, dans
Courrier International.

Si vous ne le lisez pas dans COURRIER INTERNATIONAL
vous ne le lirez jamais.

POLITIQUE

La fin de la première lecture du projet de budget à l'Assemblée nationale

Le RPR, l'UDF et l'UDC veulent sanctionner une politique inapte à « soutenir l'investissement »

Le premier ministre a engagé, samedi matin 16 novembre, la responsabilité de son gouvernement au titre de l'article 49-3 de la Constitution, sur le projet de loi de finances pour 1992. L'opposition a répliqué en déposant immédiatement une motion de censure co-signée par MM. Charles Millon, Bernard Pons et Jacques Barrot, président de l'UDF, du RPR et de l'UDC, et dans laquelle elle estime que ce projet de loi « aggrave le déficit budgétaire » et « étend le déficit de l'État », sans compter, pour autant, des dispositions prévues à « stimuler l'épargne » et à « soutenir l'investissement ». Les députés doivent débattre, dans l'après-midi du lundi 18 novembre, de cette motion, sur laquelle le PCF n'a pas fait connaître officiellement sa position.

M. Edith Cresson n'a pas eu trop à bâter son réveil. Comme par galanterie, en effet, les députés ont fait durer jusqu'aux petites heures de samedi matin l'examen des derniers articles du projet de loi de finances, qu'ils avaient commencé dans l'après-midi de vendredi. Le premier ministre a fait son entrée dans l'hémicycle à 6 h 30, pour engager aussitôt la responsabilité de son gouvernement.

M. Cresson a assuré que son projet de budget répond « aux nécessités du moment ». « La maîtrise du déficit budgétaire, l'évolution modérée des dépenses démontrent la solidité de notre politique économique », a-t-il souligné avant de mettre en avant l'effort fait, selon elle, au profit des secteurs d'avenir que sont l'éducation nationale ou la recherche. « J'aurais aimé que cet effort du gouvernement soit davantage reconnu. L'opposition s'en est venue à une attitude d'hostilité systématique depuis le début du débat, c'est dommage. L'opposition, c'est, à chaque fois, le rendez-vous de l'inconscience », a conclu le premier ministre.

Les propos des porte-parole de la droite et du groupe communiste n'ont pas été plus amènes. « L'ensemble est inquiétant », a déclaré M. Fabien Thénault (RPR, Nord), qui a vu entre le gouvernement et le pays réel « le mur des préjugés », a ajouté le porte-parole de l'UDF, M. Philippe Auberger (RPR, Yonne), a lui aussi, douté de la capacité du gouvernement à maîtriser les dépenses publiques. « J'aurais jugé ce budget caduc, il est mort-né », a-t-il assuré.

Quelques heures auparavant, le ministre délégué au budget, M. Michel Charasse, avait précisé que « le même processus de régulation [qu'en 1991] débutera dès le 1^{er} janvier 1992, le but étant, évidemment, de ne pas laisser se creuser le déficit ». Le ministre a précisé que ce processus de régulation budgétaire, c'est-à-dire de gel des crédits, ne concernera pas que la fonction publique et qu'il espère pouvoir « décaler en gestion, 10, 12 ou 15 milliards de francs », M. Charasse a

également indiqué que le déficit pour l'année en cours atteindra « près de 100 milliards de francs, en raison de moindres rentrées fiscales et d'une série de revendications qui visent à faire sauter le bouchon de la capéture ».

La charge de la dette

La plus grande partie de la journée de vendredi, la dernière de la discussion, en première lecture, du projet de loi de finances, a été consacrée à l'examen des différents budgets directement rattachés au ministère de l'économie et des finances.

● Charges communes. — D'un montant de 513 milliards de francs, elles représentent près du tiers du budget de l'État. Il s'agit d'un vaste fourre-tout qui inclut notamment des dépenses aussi diverses que les dégrèvements et remboursements d'impôts consentis par l'État (224,7 milliards de francs), la charge de la dette (152 milliards), la dotation prévue pour le financement du Revenu minimum d'insertion (13,8 milliards), les garanties pour les exportations (3,8 milliards), les primes à la construction (14 milliards), l'indemnisation des rapatriés d'Afrique du Nord (5,3 milliards) ou les provisions nécessaires pour aborder, en cours d'année, les rémunérations de la fonction publique.

● Services financiers. — Ce sont là les crédits propres au fonctionnement du ministère de l'économie et des finances (41,1 milliards de francs) et consacrés, pour les trois quarts, aux dépenses des personnels du trésor, de l'INSEE, des douanes, de la direction de la concurrence et de la consommation, etc.

● Secteur public. — Lors de la discussion de la première partie du projet de loi de finances, le ministre du budget avait indiqué que la dotation initiale consacrée au secteur public (3,2 milliards de francs) sera transférée, au financement du plan pour l'emploi, présenté par le ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, M. Martine Aubry, et que ces crédits seront remplacés, du moins pour partie, par le produit de la cession de titres du Crédit local de France (2,3 milliards). Entre-temps, le gouvernement a annoncé la mise sur le marché de près de six millions d'actions du groupe ELF-Aquitaine, pour une valeur évaluée à 2,3 milliards de francs, également destinés aux dotations versées par l'État aux entreprises publiques.

Comme l'a noté le rapporteur, M. Jean Le Garrec (PS, Nord), « il nous faut courir après l'actualité ». Toutefois, l'ancien secrétaire d'État chargé de l'extension du secteur public dans le premier gouvernement de M. Pierre Mauroy a tenu à rappeler qu'il n'est pas hostile à « une évolution coordonnée du périmètre des groupes publics », sous réserve que celle-ci soit prudente, maîtrisée et organisée au cas par cas. M. Le Garrec a également préconisé la réalisation d'un audit sur la « démocratisation économique » au sein des entreprises du secteur public.

Enfin, grâce à l'abstention du groupe communiste, les députés ont adopté le budget de l'imprimerie nationale (2,1 milliards de francs), puis celui de l'administration des Monnaies et médailles (972 millions de francs), ce qui a permis au rapporteur, M. Patrick Devedjian (RPR, Hauts-de-Seine), de confirmer que la future pièce de vingt francs, bicolore et représentant le mont

Saint-Michel, sera mise en service dans le second semestre de 1992. Lors de la discussion des articles non rattachés et de près de deux cents amendements, les députés ont eu ensuite à se prononcer sur une série de dispositions nouvelles, dont on trouvera ci-dessous les principales :

● Recouvrement de la redevance pour les récepteurs de télévision. — M. Charasse a fait adopter, contre l'avis de la commission des finances, un article élargissant les pouvoirs de contrôle des agents du trésor chargés du service de la redevance pour les postes de télévision, notamment auprès des constructeurs, importateurs ou commerçants. Le ministre du budget estime que la fraude à la redevance s'élève à près de 1 milliard de francs.

● Nouveau régime pour le rachat

de leur entreprise par les salariés (RES). — Le régime dérogatoire actuel, qui ouvre le bénéfice de l'intégration fiscale aux sociétés contrôlées à plus de 50 %, alors que le droit français impose normalement un contrôle à 95 %, est supprimé. Pour les salariés participants au rachat de leur entreprise, la déduction du revenu imposable des intérêts d'emprunts ne pourra excéder 100 000 F par an, au lieu de 150 000 F actuellement.

● Fiscalité locale. — A propos de l'entrée en vigueur de la loi de 1990 ordonnant la fusion départementale, sur le revenu, le plafonnement prévu pour cette taxe est remplacé, en 1992, par le plafonnement du produit des quatre taxes directes locales (foncier bâti et non bâti, taxes d'habitation et professionnelle). Pour les régions qui n'ont pas voté d'abatement en

matière de taxe d'habitation, les abattements à retenir sont ceux appliqués dans le département. Les députés ont également voté une disposition qui évite aux personnes résidant en France et percevant des revenus imposables en totalité à l'étranger d'être dégrévées de toute imposition au profit du département.

● Taxe foncière sur les propriétés bâties. — L'exonération de la part communale est supprimée à compter du 1^{er} janvier 1992 pour les constructions ou conversions d'immeubles achevées à compter du 31 décembre 1990, ainsi que pour les terrains affectés, à la même date, à un usage commercial ou industriel. Cette exonération demeure pour les constructions bénéficiant d'un prêt aidé par l'État.

● Taxe professionnelle. — En cas de fusion, de cession ou de scission d'entreprise, la valeur locative des immobilisations ne peut être inférieure aux trois quarts de la valeur locative retenue l'année précédente l'opération. Ce rapport est porté aux quatre cinquièmes dans le cas où les bases des établissements concernés représentaient, la même année, 20 % des bases de la taxe professionnelle au profit de la commune d'implantation. Cet amendement complexe du gouvernement, mis au point lors d'une longue négociation avec M. Jean-Pierre Chevènement (PS, Territoire-de-Belfort), vise à ne pas déstabiliser brutalement les recettes d'une commune qui serait victime de la réduction d'activité d'une grande entreprise.

● Prorogation des avantages fiscaux en cas d'investissement dans les départements d'outre-mer. — Les mécanismes de décaissement destinés à favoriser l'investissement des particuliers ou des entreprises dans les départements d'outre-mer ont été prorogés de cinq ans, de 1996 à 2001.

● Formation individuelle des chefs d'entreprise. — Cette mesure, annoncée dans le cadre du plan global PME-PMI présenté par le premier ministre, institue une réduction de cotisation d'impôt sur le revenu, plafonnée à 1 750 francs. Elle représenterait un coût de 140 millions de francs en 1993.

A l'issue de la discussion du projet de loi de finances, le déficit budgétaire s'élève à 89,98 milliards de francs. Le montant total du budget est de 1 333,5 milliards de francs, soit une augmentation de 3,1 milliards de francs par rapport au projet initial.

GILLES PARIS
et JEAN-LOUIS SAUX

Le texte de la motion de censure


Voici le texte de la motion de censure déposée par M. Charles Millon, président de l'Intergroupe UDF-RPR-UDC, après que M. Cresson ait engagé la responsabilité de son gouvernement sur le projet de loi de finances pour 1992 :

« L'Assemblée nationale, considérant que le projet de loi de finances pour 1992 aggrave le déficit budgétaire et l'endettement de l'État ; considérant que le texte proposé par le gouvernement ne contient aucune disposition de nature à stimuler l'épargne et à soutenir l'investissement et qu'il compromet ainsi les chances de redressement de notre économie ; considérant surtout qu'en proposant au Parlement, alors que le chômage augmente, une diminution des crédits du travail et de

l'emploi, le gouvernement n'engage pas de façon déterminée la lutte indispensable contre le fléau national qu'est le chômage ; considérant par ailleurs qu'en sacrifiant l'agriculture, le monde rural et les crédits routiers, le budget compromet l'avenir de l'aménagement du territoire ; considérant enfin que le gouvernement s'est discrédité par l'usage répété et systématique tout au long du débat budgétaire de procédures contraires, comme la réserve des votes ; considérant qu'une telle attitude prive les parlementaires de leur droit d'amendement, porte atteinte aux droits du Parlement et constitue en définitive une menace pour la démocratie, par ces motifs, censure le projet de loi de finances, en application de l'article 49-3 de la Constitution. »

Financière Robur

Fusion-absorption FINANCIERE ROBUR / UGC DROITS AUDIOVISUELS :
Création de la première société européenne de droits audiovisuels



Le groupe Robur et le groupe UGC ont décidé de mettre en commun leurs intérêts dans les droits audiovisuels afin de constituer une entité détenant les droits d'exploitation d'environ 1.500 films de long métrage et 500 heures de programmes télévisuels dont : La Grande Illusion, La Vache et Le Prisonnier, Papillon, Superman II, James plus James, Coup de Torchon, Le Procès, Thérèse, Les Bronzés, La Grande Vadrouille... Ce catalogue des titres les plus significatifs de la production des années 50 à nos jours.

Ce regroupement permettra à la nouvelle entité de contribuer à la diffusion à l'étranger, et en particulier en Europe, de notre cinématographie et de notre industrie audiovisuelle, dans le cadre des potentialités offertes par la directive européenne.

Le groupe Robur contribue à 65,8 % Financière Robur, société inscrite à la Cote Officielle (Marché à Règlement Mensuel). Cette société, dont la capitalisation boursière actuelle est d'environ 680 MF, dispose de trois actifs principaux :

- 80,6 % de Robur Droits Audiovisuels, société qui détient un important portefeuille de films qui réalisera en 1991 un volume d'affaires de près de 100 MF ;
- 48,9 % de la Société de Fabrication de Sucre (SFS), société cotée au Second Marché et qui a réalisé au 30 juin 1991 un chiffre d'affaires de 280 MF ;
- 86,9 % de Colindé, société spécialisée dans le financement de la production cinématographique et audiovisuelle et qui dispose d'environ 500 MF d'encours de crédits.

Le groupe UGC est la première société cinématographique européenne. Son chiffre d'affaires consolidé est de 1,1 Md F. Ses domaines principaux d'activité sont :

- l'exploitation de plus de 250 salles de cinéma en France et en Belgique ;
- la production et la distribution de 20 à 25 films par an, et récemment de Cyrano de Bergerac, Green Card, Décalés ;
- la détention et la commercialisation de droits audiovisuels, par l'intermédiaire d'UGC Droits Audiovisuels, premier intervenant français dans ce secteur, avec un chiffre d'affaires de plus de 200 MF en 1991. UGC D.A. est contrôlée par Audiotop, filiale à 74 % d'UGC et à 26 % d'Europe Images.

Le rapprochement prendra la forme d'une fusion-absorption d'UGC D.A. par Financière Robur. Préablement, Financière Robur aura procédé à une offre publique de rachat d'une partie de ses propres actions payable en liquidités et en actions de la Société de Fabrication de Sucre (SFS).

A l'issue de l'offre publique de rachat, le groupe Robur, qui y aura présenté la totalité de ses titres, détiendra le contrôle direct de la SFS, compte tenu des 19,6 % du capital de cette société qu'il possède par ailleurs. Le groupe Robur fait connaître que d'ores et déjà il a retenu le principe d'une cession ultérieure du contrôle de la SFS. En toute hypothèse, cette cession interviendrait postérieurement à la réalisation de l'offre publique de rachat.

A l'issue de la fusion, le groupe UGC, par l'intermédiaire d'Audiotop, détiendra 50,3 % de la nouvelle entité.

Le groupe Robur et les autres actionnaires actuels de Financière Robur détiendront 28,35 % de la nouvelle entité, la proportion entre ces actionnaires étant fonction du taux de réponse du public à l'offre publique de rachat. Le groupe Robur demeure un partenaire significatif de la nouvelle entité et en deviendra le deuxième actionnaire.

Les autres actions de la nouvelle entité, qui restera inscrite à la Cote Officielle (Marché à Règlement Mensuel), seront détenues par les autres actionnaires actuels de UGC D.A., et en particulier le groupe Paribas, la Compagnie Générale des Eaux...

Les modalités des opérations envisagées sont les suivantes :

Offre Publique de Rachat de Financière Robur

Pour des raisons juridiques qui tiennent à l'existence de bons de souscription Financière Robur, l'offre publique de rachat interviendra après l'échéance de ces bons, soit après le 31 mars 1992. Dans le cadre de cette offre, Financière Robur proposera à ses actionnaires de leur acheter, en vue de réduire le capital, 985.000 actions Financière Robur, soit 45,64 % du capital totalement dilué de Financière Robur (en supposant exercée l'intégralité des bons de souscription).

Les conditions de cette offre ne sont pas encore définitivement arrêtées. Sur la base d'un cours de l'action SFS de 140 F, il serait offert pour 20 actions Financière Robur, un montant de 5.173 F en espèces et 13 actions SFS. Toutefois ces conditions sont susceptibles d'être modifiées pour tenir compte de l'incidence fiscale, pour Financière Robur, qui résulterait d'une évolution du cours de l'action SFS d'ici le lancement de l'offre. Ainsi, l'augmentation de la valeur des actions SFS distribuées par rapport au prix de 140 F viendrait accroître l'impôt sur les plus-values constaté sur les actions SFS, diminuant ainsi les liquidités disponibles pour l'offre.

Absorption d'UGC D.A. par Financière Robur

En se fondant principalement sur l'estimation des portefeuilles audiovisuels détenus par UGC D.A. et Financière Robur, la partie envisagée est de 134 actions Financière Robur pour 1 action UGC D.A. L'absorption d'UGC D.A. par Financière Robur sera soumise à l'approbation des assemblées d'actionnaires des deux sociétés qui devraient se tenir en juin 1992. En raison de l'existence de Colindé, l'absorption d'UGC D.A. par Financière Robur devra être autorisée par le Comité des Etablissements de Crédit.

Au préalable, il est prévu de procéder à une restructuration interne de Financière Robur et d'UGC D.A. qui permettra de maintenir, après la fusion, les portefeuilles audiovisuels des deux entités dans deux structures juridiques distinctes.

Par ailleurs, il sera procédé à la cession d'actifs de Financière Robur non liés aux droits audiovisuels (Robur Gaumont TV, Robinvest, ...), pour un montant total de 43,6 MF, auprès du groupe Robur. Il est envisagé enfin de céder également Colindé.

Cette restructuration du capital et du patrimoine de Financière Robur permettra aux actionnaires de Financière Robur de rester actionnaires d'une société qui sera, après la fusion, totalement reorientée sur la gestion d'un portefeuille de droits audiovisuels fortement accru par rapport d'UGC D.A. et de profiter, s'ils le souhaitent, de la distribution d'actifs qui sera réalisée dans le cadre de l'offre publique de rachat.

Le chiffre d'affaires cumulé prévisionnel des deux entités dans les droits audiovisuels sera de l'ordre de 300 MF en 1991. Il permettra de dégager un cash flow net de plus de 100 MF.

L'ingénierie financière de ce rapprochement a été conçue par la Banque Paribas et la Banque OBC-Oder Bungeur Courvoisier qui agissent comme chef de file et co-chef de file des opérations.

EN BREF

□ M. Giscard d'Estaing ne se représentera pas à la présidence du Groupe libéral du Parlement européen. — M. Valéry Giscard d'Estaing, président du Groupe libéral du Parlement européen depuis le 18 juillet 1989, indique, dans un entretien aux Dernières nouvelles d'Alsace, vendredi 15 novembre, qu'il ne sollicitera pas le renouvellement de son mandat lorsque celui-ci viendra à expiration en décembre. « J'ai acquis la conviction que le regroupement des forces politiques de centre-droit était nécessaire pour mieux équilibrer le Parlement », explique l'ancien président de la République. « Je souhaite disposer de ma liberté pour contribuer à un tel regroupement. »

□ M. Léotard souhaite l'adoption rapide du quinquennat. — M. François Léotard, président d'honneur du Parti républicain, a souhaité, vendredi 15 novembre sur France Inter, que la réduction à cinq ans de la durée du mandat présidentiel

soit adoptée « avant la fin de cette année ». Il a estimé que si « juridiquement » M. Mitterrand n'était pas obligé de se l'appliquer à lui-même, il y avait tenu « moralement ».

□ M. Estrosi débouté par le tribunal administratif de Nice. — M. Christian Estrosi, député RPR des Alpes-Maritimes, qui contestait un redressement fiscal de 3,8 millions de francs, au titre de la société Speed 06, chargée de gérer sa carrière sportive lorsqu'il était champion motocycliste, a été débouté, le 7 novembre, par le tribunal administratif de Nice. En juillet dernier, une poterie qu'il avait opposé le député à M. Michel Charasse à propos du rachat par l'État de la villa de M. Jacques Médecin. Le ministre délégué au budget avait parlé à son sujet d'« un gus qui me doit quatre cents millions de centimes, qui n'a pas payé ses impôts lui non plus, qui est devant le tribunal, lui aussi, et qui, je l'espère, va perdre » (Le Monde des 17 et 18 juillet).

هذا من الحاصل

POLITIQUE

A Lyon, devant deux mille personnes

M. Chirac affirme que le RPR ne doit pas
« craindre le débat sur les institutions »

LYON

de notre envoyé spécial

MM. Raymond Barre et Michel Noir ont été copieusement sifflés et hués, vendredi soir 15 novembre, au palais des congrès de Lyon. L'ancien premier ministre et le maire de la ville s'étaient fait excuser à une réunion publique organisée par le RPR au cours de laquelle M. Jacques Chirac a prononcé un discours devant environ deux mille personnes. M. Charles Millon, président du conseil régional

de Rhône-Alpes et député (UDF-PR) du Rhône, en revanche, a été applaudi pour sa présence. L'opposition n'a pas fini de panser ses plaies dans ce département.

Après que MM. Nicolas Sarkozy, député (RPR) des Hauts-de-Seine, et Hervé Mocheri, secrétaire national du parti, chargé de la jeunesse, eurent animé les courts monologues d'un professeur d'histoire de l'enseignement privé, d'une jeune femme capitaline de pompier et d'un syndicaliste agricole notamment, le maire de Paris est revenu sur le projet de référendum évoqué récemment par le président de la République.

o PYRÉNÉES-ORIENTALES : coiffé au RPR. — M. Paul Blanc, maire RPR de Prades et vice-président du conseil régional de Languedoc-Roussillon, qui avait rendu public, mardi 12 novembre, la liste qu'il se propose de conduire aux élections régionales, vient d'être désavoué par M. Robert Pandraud, secrétaire général adjoint du RPR. Celui-ci a indiqué, mercredi, que cette liste « n'a pas reçu l'investiture du RPR » et que « la situation des Pyrénées-Orientales n'a pas encore été examinée par la commission exécutive de l'UPF ». M. Blanc, désigné en août comme chef de file du RPR dans le département, cherche à s'affirmer comme un recours au moment où le Parti républicain est déstabilisé par l'inculpation de M. Jacques Farran, député (UDF-PR) et président de la chambre de commerce et d'industrie. — (Corresp.)

« Ce débat sur les institutions n'est pas pour nous piquer, nous n'avons pas à le craindre, encore moins à le refuser. De deux choses l'une, a dit le président du RPR. Ou bien M. Mitterrand fait voter son référendum sur le quinquennat, mais comme il n'a pas l'intention, à l'évidence, de se l'appliquer à lui-même, il expliquera aux Français que sept ans, c'est beaucoup trop pour les autres, mais que quarante ans, c'est à peine assez pour lui. Ou bien il n'aura pas la majorité à son référendum et quel crédit aura-t-il pour le reste de son mandat présidentiel ? » Illustrant la dérive manichéenne qui, est, selon lui, le trait dominant de ce septennat, M. Chirac a ajouté, paradiant Marie-Antoinette : « Il fut un

temps où on disait aux Français : qu'on leur donne de la brioche, maintenant, on leur dit : qu'on donne de la Constitution ».

Il a également raillé M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, qui, par la privatisation partielle d'Elf, procède à « la vente de quelques bijoux de famille pour faire bouillir la marmite », et il n'a pas été plus tendre avec les socialistes qui, d'après lui, « ont, avec l'argent, le même rapport que le sable avec l'eau : ils l'absorbent et on ne sait pas où il passe ».

L'ancien premier ministre s'est prononcé pour une maîtrise de l'immigration, car « ce pays ne peut plus accueillir de nouveaux étrangers sur son sol ». Et il a prôné « la baisse des impôts et des charges d'une part, la refonte de notre système éducatif d'autre part » pour lutter contre le chômage. S'attachant à montrer son intérêt pour la défense de l'environnement, M. Chirac a reconnu des « divergences de vue sur le plan national » entre la droite et les écologistes, mais il s'est déclaré favorable à l'ouverture, avec eux, de « discussions précises sur les sujets qui préoccupent nos concitoyens ». En revanche, il a réaffirmé son opposition à toute entente avec « les dirigeants du Front national » en précisant : « Notre devoir est de tendre la main à ceux qui ont été trompés par les dirigeants du Front national ».

OLIVIER BIFFAUD

LIVRES POLITIQUES

TRISTE chronique qui ve conduire son lecteur vers une double déconvenue : la politique n'est pas ce qu'il croit. « Il y a eu toujours — et ce qu'elle est vraiment est encore plus inquiétant que l'apparence. Ce n'est pas une raison pour la fuir et ériger à une lecture si peu engageante. Au contraire, il faut aller jusqu'au bout d'un raisonnement que l'on qualifie, pour maintenir l'attention, de cruel et de destructeur ».

C'est un universitaire, Murray Edelman, qui ve déposer sous nos yeux les *Pièces et règles du jeu politique*. Les Etats-Unis constituent son champ d'analyse privilégié, mais les tendances inquiétantes qu'il explore se manifestent dans tous les régimes démocratiques comparables. La France est concernée, surtout deux fois qu'une, dans la mesure où elle se prête à ce type d'étude et qu'elle y participe par l'intermédiaire d'observateurs aigus, auxquels Murray Edelman se réfère volontiers. C'est ainsi que Michel Faucault, Roland Barthes, Jean Baudrillard, Jacques Derride, Jacques Ellul ont, aux côtés d'autres grands explorateurs du langage, des signes et des symboles, contribué à nourrir cet essai sur le spectacle politique et ses artifices.

Que les gestionnaires des sociétés humaines empruntent aux procédés du spectacle, cela n'est pas nouveau. Ce qui l'est, c'est qu'elle paraisse s'y réduire presque totalement sous l'effet de deux facteurs : l'accroissement d'un public suffisamment instruit pour avoir accès à la politique et le formidable développement des moyens de communication qui permettent de l'atteindre. Paradoxalement, la conjonction de ces phénomènes en eux-mêmes positifs ne produit pas les résultats espérés. Au fur et à mesure que la politique renforce son taux de pénétration, comme en le dit des lecteurs d'un journal par rapport à la population visée, elle paraît plus éloignée des préoccupations réelles de ceux auxquels elle s'adresse.

A qui le faute ? Aux hommes politiques, dont on ne sait par quelle dérive structurelle ils se couperaient de la réalité ? Au système institutionnel, dont on a pourtant expérimenté toutes les variantes connues ? Aux citoyens eux-mêmes, qui ne se déterminent plus qu'à travers les exigences contradictoires des individus ? Avant de donner une réponse simpliste à une question aussi complexe, il convient de prendre quelque distance. L'intérêt de la démonstration de

Destruction
des constructions

Murray Edelman, même si elle semble parfois bien systématique, est de proposer une autre lecture de la politique et de la voir avec d'autres yeux.

On sait déjà, grâce aux travaux des linguistes, que le langage n'est pas, non plus, ce que l'on croit et qu'il est « moins un outil servant à décrire une réalité objective que le principal créateur des mondes sociaux correspondants aux expériences personnelles ». Le langage politique, qui constitue « la réalité politique », n'est pas, de ce point de vue, la moins créatrice. Sa puissance ne vient pas, explique Murray Edelman, à ses descriptions du monde réel « mais à ses reconstructions du passé et à son évocation des données inobservables du présent ou des potentialités de l'avenir ».

Le langage peut, selon l'auteur, s'analyser comme un jeu de constructions « qui définissent les contours du monde social non pas de manière objective et idéologique pour tous mais en fonction des réactions des individus selon leur situation ». Il n'y a pas d'un côté des événements factuels porteurs d'une signification déterminable, de l'autre des personnes régies rationnellement à ces faits, mais plutôt des données politiques qui sont « autant de créations des publics intéressés ». Et c'est ainsi que se perpétue un spectacle construit et reconstruit continuellement par les observateurs et ce qu'ils observent, par les acteurs et les spectateurs. Ces constructions se fondent sur des situations particulières qu'elles posent comme problématiques, plus en fonction du moment et du lieu d'où elles sont envisagées que de leur nature propre. Murray Edelman n'a aucune peine à démontrer que les situations les plus cruelles et insupportables ne sont pas forcément, et en tout cas pas aussitôt, érigées au rang de problème.

On tient là, selon l'auteur, l'un des symboles autour desquels se polarise le spectacle politique. On a vu que ce qui fonde politiquement un problème n'est ni sa gravité ni son urgence. La politique naît de l'ambiguïté, ou de l'ambivalence, des diverses définitions susceptibles d'être, suivant les points de vue, épluchées à une situation donnée ; elle se poursuit

avec le non-résolution de ce conflit au profit de la controverse maintenue à son sujet. « Une politique est donc, assure Murray Edelman, un ensemble de réponses diverses, variables et contradictoires apportées à un large éventail d'indéterminés ».

Après avoir mis à jour ce qui lui paraît être le véritable rôle du « problème social » dans le jeu politique, l'auteur se penche, avec la même ardeur iconoclaste, sur l'usage des « dirigeants » (le leadership) et des « ennemis ». Là encore, la fonction principale est de catalyser « des jeux langagiers complexes » et de se prêter à l'identification, à travers des personnes ou des groupes, de tout changement affectant le bien-être. Dans cette perspective, les dirigeants ne sont guère que les « éléments mineurs d'une transaction » et les ennemis (qu'ils soient des pays étrangers, des partis d'idéologies refusées, des groupes distincts du reste de la collectivité, ou de pures fictions renvoyant à une action maléfique et clandestine et d'autant plus effrayante qu'elle est insaisissable) ont pour premier mérite de s'identifier à des stéréotypes humains auxquels il est possible d'imputer une volonté maligne ou une responsabilité globale, sauf, souligne l'auteur, que l'important n'est pas le mal ou la tort causée, mais l'attribution.

Dans cet univers de faux-semblants, l'information n'est pas mieux lotie que les politiciens et les autres pièces du jeu politique. A suivre l'auteur, qui se contente d'une appréciation un peu trop globale, elle s'en tient, tant par la sélection et la hiérarchie des nouvelles que par ses commentaires, à participer à la construction du spectacle. A cette fin, elle en privilégie les ingrédients (le suspense, la surprise, les compétitions apparentes, les situations conflictuelles, les acteurs et le tactique) aux dépens de l'explication et d'un véritable travail sur les significations.

Comme antidotes à cette entreprise de « mystification », l'auteur recommande l'art et l'humour, la science et la culture, la sensibilité à la diversité et aux transformations de la réalité, la conscience que les succès ne sont que temporaires et une distanciation qui, même dans l'engagement, permet d'apprécier la nature et les conséquences du spectacle politique. Peut-on ajouter qu'il arrive de trouver dans la presse des échantillons de cette médication ?

« Pièces et règles du jeu politique », de Murray Edelman, traduit de l'anglais (États-Unis) par Christian Cler. Seuil. 253 pages, 130 F.

ANDRÉ LAURENS

Rocard Michel, inspecteur général des finances...

« Rocard Michel : inspecteur général des finances ». A compter du samedi 16 novembre, voici la seule identité professionnelle de Michel Rocard, ancien premier ministre, futur candidat à la prochaine élection présidentielle, toujours maire de Conflans-Sainte-Honorine, encore conseiller régional d'Ile-de-France.

Comme tous les anciens ministres, et en vertu d'une ordonnance de 1958, M. Rocard est resté payé par l'Etat pendant les six mois suivant son départ du gouvernement. Ayant démissionné le 15 mai 1991, il se retrouve sans emploi, sans salaire, sans couverture sociale, le 15 novembre 1991 à minuit. Une situation guère enviable dans le monde d'aujourd'hui. Tenter de reconquérir sa circonscription des Yvelines, en demandant à son suppléant, M. Jean Guigou, de démissionner, l'aurait bien tenté, mais il connaissait les risques de l'aventure. Les difficultés de M. Claude Evain, le seul des huit anciens parlementaires membres du gouvernement Rocard qui ne sont pas restés dans celui de M. Edith Cresson, à retrouver son siège n'ont pu que lui confirmer que prudence est mère de sagesse.

Profiter, comme tant d'autres hommes politiques, des avantages du statut général de la fonction publique était donc la seule solution pour M. Rocard. Membre de l'inspection des finances depuis sa sortie de l'Ecole nationale d'administration, le 1^{er} août 1958, il pouvait s'attendre à retrouver son corps d'origine, même si financièrement l'affaire n'est pas très rentable : comme premier ministre, il touchait près de 59 000 F ; inspecteur des finances, il sera payé comme un

haut fonctionnaire au sommet de la grille de la fonction publique, soit un peu plus de 30 000 F. Tant fonctionnaire devenant membre du Parlement est, en effet, placé en position de détachement ; l'administration edotera le papierasse, le chef du corps avait même dû signer, le 10 mai 1988, un arrêté plaçant Rocard Michel, inspecteur général des finances, en service détaché pour exercer les fonctions de premier ministre...

Ces aller-retour ont une vieille habitude de M. Rocard. En dehors de ses détachements pour cause d'élection, il s'était aussi fait mettre en disponibilité le 28 juin 1967, puis le 1^{er} mai 1973, pour exercer ses responsabilités à la tête du PSU, avant de réintégrer l'inspection le 1^{er} décembre 1973. Il avait retrouvé le 1^{er} novembre 1985, après sa démission du gouvernement de M. Laurent Fabius. Cela lui avait permis d'être nommé, par décret du président de la République, inspecteur général des finances.

M. Giscard d'Estaing
avant lui

Ces facilités de carrière, M. Rocard n'est pas le seul à en avoir profité. M. Giscard d'Estaing en a aussi bénéficié après sa défaite à l'élection présidentielle de mai 1981. Lui aussi avait alors retrouvé son corps d'origine, mais, comme il était également membre de droit du Conseil constitutionnel, il avait été admis qu'il ne pouvait pas concourir à l'inspection des services financiers de l'Etat ; il n'avait donc été réintégré que « pour ordre », le temps d'être admis à la retraite en tant qu'inspecteur des finances de première classe, en 1984, au moment où il retrouvait son siège de député du Puy-de-Dôme, avant d'être élevé à l'honorariat de l'inspection. M. Jac-

ques Chaban-Delmas avait, lui aussi, retrouvé l'inspection entre son départ de l'hôtel Matignon, en 1972, et les élections législatives de 1973.

Le modèle, pour M. Rocard, serait plutôt M. Jean-François Deniau. A son départ du gouvernement en 1974, il avait lui aussi réintégré l'inspection, pour laquelle il avait rempli de nombreuses missions jusqu'à sa nomination comme secrétaire d'Etat, le 31 janvier 1975. Il avait précédé de même entre septembre 1981 et mai 1983.

Si la reprise d'une activité professionnelle ordinaire est délicate pour un ancien ministre, même dans la fonction publique, le statut particulier de l'inspection des finances facilite la chose. Héritière d'un corps créé par Louis XIV, les grandes lignes de son organisation n'ont guère changé depuis le baron Louis, ministre des finances de Louis-Philippe. Ses membres ne relèvent que de l'autorité du ministre. Leur plume est libre ; le ministre n'a pas d'ordre à leur donner ; ils ne sont pas dans une structure hiérarchique ; ils n'ont pas de responsabilité de gestion.

M. Rocard entend remplir pleinement le tâche qui lui est confiée. Reste à trouver la « mission » qu'il pourra remplir, et dans laquelle il sera aidé par deux ou trois jeunes inspecteurs, qui, déjà, se bousculent pour avoir la chance de travailler avec un ancien premier ministre... et peut-être un futur président de la République. Comme les vingt-cinq autres inspecteurs généraux qui travaillent actuellement pour leur « corps », Rocard Michel va disposer d'un bureau où l'impossible ne lui sera pas demandé. Il ne travaillera pas pour l'inspection à temps plein. Il a, il aura, d'autres activités plus pressantes.

THIERRY BRÉHIER

COMMUNICATION

Maxwell : les rumeurs
de Tenerife

Suite de la première page

« Ce peut être un meurtre, un accident ou un décès naturel. Personne ne le sait », fait remarquer M. Julio Hernandez Claverie pour tenter de couper court à toutes les élocubrations. Penche-t-il plutôt vers la dernière hypothèse ? M. Hernandez Claverie tient à préciser que les conclusions du juge Luis Gutierrez San Juan — selon lesquelles les causes de la mort sont naturelles et qu'il pourrait s'agir d'un infarctus — sont provisoires parce que basées sur un rapport préliminaire. La seule chose dont il est sûr, c'est que ce n'est pas un suicide. L'épouse de la victime a du reste d'emblée rejeté ce cas de figure. Dans un entretien accordé, vendredi 15 novembre, à *The European*, M. Betty Maxwell affirme encore qu'il n'y avait pas un homme à faire cela. « Cela m'est venu à l'esprit, reconnaît-elle, mais je l'ai écarté immédiatement ».

« Rêver
et légèrement préoccupé »

Tout repose donc sur l'Institut national de toxicologie de Madrid puisque l'équipage n'est rien, rien entendu et qu'aucun indice n'a été relevé contre un seul de ses membres. Leur avocat, M. Alonso Lecuona Ravina, estime que « tout est totalement clair » en ce qui concerne ses clients. Pourquoi alors émettre ce qu'il qualifie de « science-fiction » à propos des articles de presse qui échauffent des théories sur les circonstances du drame ? Pour M. Lecuona Ravina, on en est à la première phase de l'enquête, et en fonction de ses résultats on verra s'il est nécessaire d'en ouvrir une deuxième.

Les témoignages n'ont pas apporté d'élément tangible. Que ce soit celui du personnel de l'hôtel Menzies de Santa-Cruz, où Robert Maxwell a pris son dernier repas, ou celui du chauffeur de taxi qui

l'a accompagné en bateau, ni enfin les différentes personnes qui croient avoir vu le *Lady-Ghislain* tel ou tel jour, la nuit du 4 au 5 novembre ou le matin du 5, le jour de la disparition.

Sergio Rodriguez Quintana, le maître d'hôtel qui lui a servi son dernier repas, l'a trouvé « réveillé et légèrement préoccupé » alors qu'il avait son pañuel avec deux bières et de la menthe. Il a même oublié sa veste en partant. Ayant pu le rattraper, Sergio Quintana indique que Robert Maxwell la boutonnière difficilement sur son gros ventre devant le bar où un client qui le reconnaît lui lança : « La vie est dure ». Il sourit et partit avec le même taxi avec lequel il était venu, montant et descendant de n'avoir pu se faire servir une langouste sur son bateau, ce qui avait motivé ce dîner seul au restaurant dans une salle vide.

De retour sur le *Lady-Ghislain*, il ordonna à l'équipage vers les 10 heures du soir de lever l'ancre et de naviguer sans but. Il s'installa à son bureau, travaillant et téléphonant. Au cours de la nuit, pendant cette promenade sur une mer calme, il fut aperçu sur le pont vers 4 h 30 du matin. Le dernier contact au téléphone eut lieu vers 4 h 45 pour demander à l'équipage de couper l'air conditionné. Puis plus rien, jusqu'à la fin de la matinée où la disparition est constatée. L'alerte est donnée vers 12 h 30. Le corps est retrouvé six heures plus tard flottant au large de la Grande Canarie, « totalement nu, sans bijoux, sans signe extérieur de violence, la tête et la partie supérieure du corps présentant une légère rigidité cadavérique », selon une attestation de la police reproduite par un journal local.

Selon le capitaine, le drame a dû se produire aux alentours de 5 heures du matin mais rien n'a permis de l'établir. De ce fait, il est impossible de dire avec précision combien d'heures le cadavre

a passé dans l'océan Atlantique. Il reste néanmoins que, selon les descriptions faites, celui-ci ne présentait pas de rides caractéristiques à un long séjour dans l'eau ni de brûlures du soleil. Le *Diario de Las Palmas* est allé jusqu'à émettre l'hypothèse que le corps avait pu être congelé avant d'être jeté à la mer. Les élocubrations les plus folles naissent de petits indices à partir de sources non identifiées.

Le petit trou
derrière l'oreille

Il a par exemple été avancé que Robert Maxwell avait lutté pendant quatre heures dans les vagues avant de succomber à une crise cardiaque en raison de ses efforts, sans que rien ne vienne accréditer cette thèse. On émet désormais l'hypothèse que le corps retrouvé pourrait ne pas être celui du colosse britannique, 1,90 mètre et 140 kilos, ce qui ne court pas les mers. Et puis, il y aurait ce petit trou derrière l'oreille, dont parle le *Guardian* dans son édition du 15 novembre (*Le Monde* du 16 novembre). Lors de l'autopsie, il ne s'agissait pourtant que d'une égratignure. Quand au chemin suivi par le *Lady-Ghislain* lors de la dernière nuit du baron de la presse, il suscite autant d'interrogations troubles. Il est enfin affirmé qu'il n'est pas impossible qu'il y ait eu un autre bateau blanc, ce qui laisserait sous-entendre un sombre coup fourré.

Avant même que les conclusions ne soient connues, la presse britannique met en doute la compétence des experts espagnols de médecine légale. De toute façon, comme le rapporte dans *The Independent* le docteur Bernard Knight, professeur de pathologie légale, il est peu probable que les analyses révèlent des informations importantes, les prélèvements étant utilisés pour confirmer des résultats antérieurs. Dans ces conditions, l'enquête de la mort de Robert Maxwell va continuer d'ailleurs pendant encore longtemps les journaux qui lui étaient si chers.

MICHEL BOLE-RICHARD

Les prov
Mme Edit

Le Monde

HEURES LOCALES

Les provinciales de M^{me} Edith Cresson

Quatre mille deux cents emplois administratifs transférés vers la province, c'est un début. L'aménagement du territoire demande encore plus

TREMBLEZ, anciens, actuels et futurs élèves de l'Ecole polytechnique, la délocalisation vous menace ! An soir du 7 novembre, quelques heures après la réunion du comité interministériel d'aménagement du territoire (CIAT) à l'occasion duquel le gouvernement avait décidé le transfert en province ou en banlieue d'une vingtaine d'organismes administratifs et la décentralisation de l'ENA à Strasbourg, M. Lucien Weygand, président (PS) du conseil général des Bouches-du-Rhône, écrivait à M^{me} Edith Cresson : « Votre démarche volontariste mérite d'être poursuivie dans le domaine de l'éducation par l'implantation d'une grande école sur le site de l'Arbois, entre Aix et Marseille, destinée à accueillir un établissement à vocation méditerranéenne. Suite à la déconcentration de l'ENA, le transfert dans notre département de l'Ecole polytechnique serait de nature à constituer un schéma d'équilibre hautement significatif ».

On ignore pour l'instant la réponse du premier ministre comme on ignore où s'arrêtera son entreprise de « séduction » de la province. Car c'est bien de cela qu'il s'agit si l'on regarde de près les deux « fourmies » de décentralisation administrative décidées le 3 octobre et le 7 novembre, qui concernent au total quelque quatre mille deux cents emplois. D'autres annonces sont attendues — avec quelle impatience par les maires candidats et quelle anxiété par les personnels concernés ! — pour le mois de décembre.

Contre les vieux réflexes

Depuis trente ans que les gouvernements mènent, avec des fortunes diverses, des politiques d'aménagement du territoire et de rééquilibrage géographique des activités, les décentralisations des administrations hors de la région parisienne ont toujours revêtu beaucoup de signification pour les élus provinciaux. Alléger l'île-de-France, éviter que ne viennent par un mouvement spontané s'agglutiner des activités qui ne sont pas indispensables à son rayonnement international, permettre au contraire aux métropoles et villes moyennes de province d'élargir l'éventail de leurs emplois ; voilà qui relève du bon sens. Mais l'inertie administrative, les combats des « grands corps » et syndicates de fonctionnaires, les contraintes familiales ou financières, les vieux réflexes jacobins du pouvoir, en un mot le conservatisme, ont empêché que cette politique de redéploiement des organismes publics prenne une véritable ampleur.

En 1973, déjà, le gouvernement de l'époque avait conscience qu'il serait dérisoire de chanter les bienfaits du rééquilibrage du territoire si l'Etat, pour ce qui dépend de lui,

ne prenait pas d'initiatives. « Je n'admettrai pas que seul l'Etat donne le mauvais exemple », déclarait à l'époque le député à l'aménagement du territoire, M. Jérôme Monod. Le 20 décembre de cette année-là, le premier ministre, M. Pierre Messmer, présidait un comité interministériel qui avait exactement le même ordre du jour que celui du 7 novembre dernier. Le gouvernement voulait transférer en province à l'horizon 1983 quelque vingt mille emplois publics. Objectif que l'on fut bien loin d'atteindre dans les années suivantes.

C'est pourquoi, même si l'audace symbolique de certaines décisions peut être critiquée, le programme annoncé par M^{me} Cresson va dans la bonne voie. Si l'on avait encore besoin de s'en convaincre, il suffirait de noter les réactions des élus — bonhommes ou déceptions — qui ont suivi les annonces. « La Lorraine oublie... Rien pour les terres sinistrées du textile ou de la sidérurgie », titrait le journal *L'Est républicain*. M. André Diligent, maire centriste de Ronbaix, adjurait le premier ministre de ne pas oublier le versant nord-est de la métropole, où le chômage a augmenté de 3,7 % en un an. M. Yves Bourges, président (RPR) du conseil régional de Bretagne, remarquait que « l'Ouest atlantique était pour l'instant très dépourvu » et demandait « aux trois ministères bretons d'évaluer pour que les projets prévus pour la Bretagne soient décidés au prochain CIAT ».

M. Robert Savy, président socialiste du Limousin, rendait hommage au premier ministre et attendait « avec confiance » la réunion gouvernementale de décembre, qui « devrait affirmer la vocation de Limoges à accueillir un grand établissement public ».

Et M. Michel Girard, ancien président du conseil régional d'île-de-France et très véhément porteparole de l'opposition pour les questions d'équipement, reconnaît : « Tout ce qui va dans le sens de la déconcentration des emplois publics en province ne peut que favoriser l'aménagement du territoire... Mais la délocalisation de 2 500 agents de l'Etat demandera plusieurs années et le nombre des fonctionnaires transférés est très faible par rapport à celui des suppressions d'emplois en province. » Bref, pour lui, il faudrait que le gouvernement aille plus vite et plus loin.

Trois questions

Après l'électrochoc, il faut maintenant que M^{me} Cresson et son chef d'état-major sur ce dossier, M. Michel Dalebarre, fassent preuve de détermination pour tenir le cap, ouvrir un dialogue constructif avec les personnels concernés et passer au peigne fin les organismes susceptibles de déménager. Le vivier est abondant : les ministères et les établissements publics repré-

sentent en effet dans Paris intra muros 36 % des emplois et possèdent près du quart des bâtiments.

En attendant de voir, au cours des prochains mois, si les annonces récentes sont réellement suivies d'effets, il est nécessaire d'essayer de répondre au moins à trois questions :

— L'efficacité du fonctionnement de l'Etat est-elle menacée par le départ hors de Paris stricto sensu d'administrations ou de grandes écoles ? A la veille du grand marché et du renforcement des pouvoirs supranationaux européens, dix ans après le lancement de la décentralisation, le pouvoir d'Etat a-t-il changé de nature. Qui appelle encore de ses vœux un Etat centralisateur ? Qui prétendra qu'en 1991, à l'époque des TGV, autoroutes et téléfax, la France doit être gouvernée comme en 1963 quand fut créée la DATAR, ou comme en 1946 quand le commissariat du Plan vit le jour ? Le ministère de l'équipement et des transports est maintenant installé à la Défense (Hauts-de-Seine) et ne fonctionne pas si mal. Regrouper demain le Plan et la DATAR (ce qui n'est pas illogique) au nord de Paris, de l'autre côté du périphérique, n'est pas a priori un sacrilège. Et l'IEC, Polytechnique ou l'Ecole de la magistrature à Jouy-en-Josas, Palaiseau ou Bordeaux seraient-elles des « sous-grandes écoles » ?

Cadeaux personnels

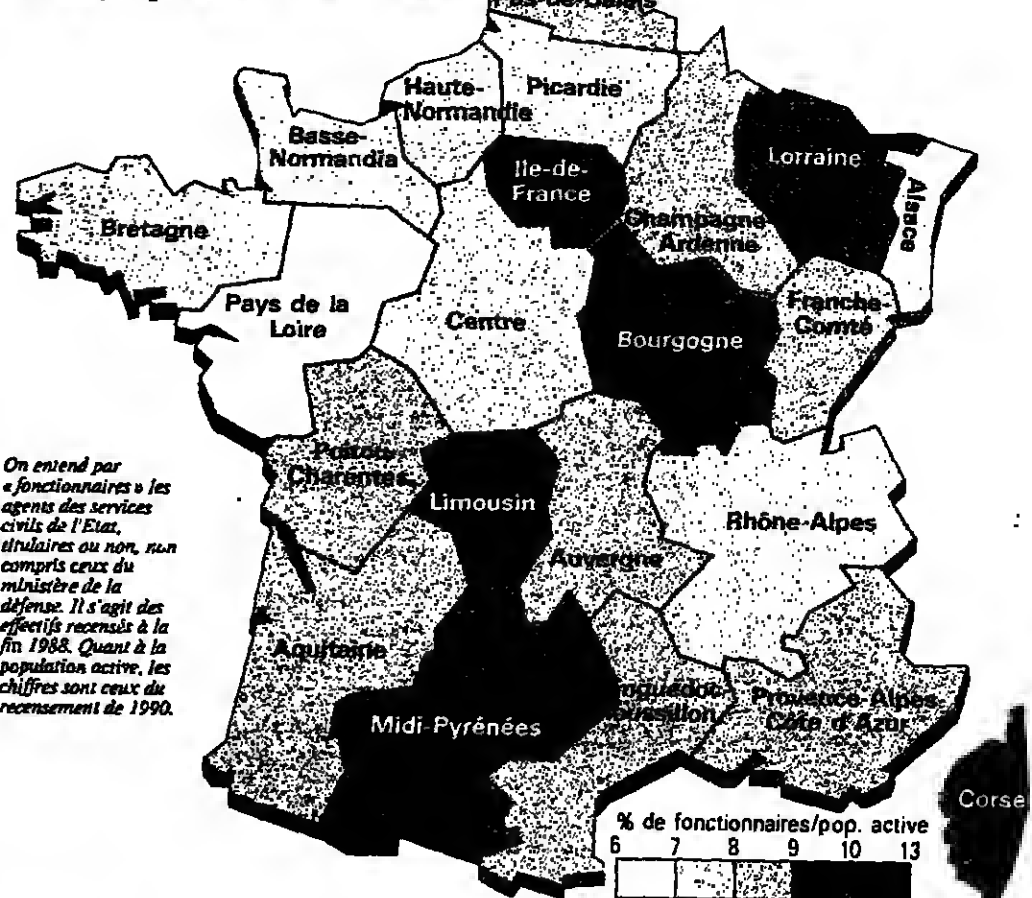
— La délocalisation d'administrations peut-elle tenir lieu à elle seule de politique d'aménagement ? Evidemment non. Le schéma des autoroutes, des TGV, des universités (encore que ce dernier soit très franchisé), la politique portuaire, la carte des primes jouent autant pour le développement à moyen terme que le saupoudrage ici ou là de quelques centaines d'emplois de bureau, même si ces derniers induisent des dépenses de consommation et des recettes fiscales. Autant dire que le transfert d'emplois publics ne pourra soigner les déséquilibres que provoqueront dans les prochaines années les restructurations de la sidérurgie, de l'informatic, du textile ou des industries militaires. Une politique faite d'une suite de « coups » lancés dans le désordre serait vite entachée de légèreté, et les successeurs des ministres actuels auraient beau jeu de s'en affranchir à la moindre occasion.

— Les derniers CIAT étaient-ils des opérations politiciennes ? A regarder les quelque vingt-cinq sites ou villes bénéficiaires, les quatre cinquièmes sont dirigés par des maires socialistes ou communistes... allés encore utiles. M^{me} Cresson a distribué des cadeaux personnels à certains membres du gouvernement : M. Jacques Mellick (Béthune) reçoit les voies navigables, M. Jean-Pierre Sœur (Orléans) l'Institut français de l'environnement. Elle soigne M. Pierre Mauroy à Lille, console MM. Roger Quilliot à Clermont-Ferrand et Jean-Pierre Chevènement à Belfort, conforte les maires dynamiques comme MM. Jean Monnier à Aogers et Jean-Marc Ayrault à Nantes, tous socialistes.

Elle n'oublie évidemment pas « sa » région Poitou-Charentes avec Poitiers et Angoulême, les heureux élus. Il fallait bien que le pouvoir se fasse pardonner auprès du maire centriste d'Angoulême, M. Georges Chavanes, qui a trouvé en 1989 une municipalité mise en faillite par son prédécesseur socialiste. Homme réaliste et ouvert avant d'être d'opposition, M. Chavanes s'est vivement réjoui d'hériter de la SEITA, « qui viendra renforcer la vocation économique incontestable de la Charente ». Qui prétendra encore que l'aménagement du territoire, surtout à trois mois des élections régionales et cantonales, n'est pas un grand enjeu politique ?

FRANÇOIS GROSCHICHARD

Pourcentage de fonctionnaires par rapport à la population active



Le transfert de la manufacture de tapis et tapisseries des Gobelins

Le transfert à Aubusson et à Beauvais d'une partie des services de la Manufacture des Gobelins et du Mobilier national fait des heureux à Aubusson, mais est jugé très sévèrement par M. Jacques Toubon, maire du 13^e arrondissement de Paris, où se trouve actuellement l'institution.

A Aubusson : un prudent espoir

LIMOGES

L'ANNONCE a évidemment soulevé à Aubusson un intérêt certain, la capitale creusoise de la tapisserie n'est toujours pas remise du sinistre économique qui l'a frappée voici trois ans quand Philips a fermé sa filiale locale de production d'ampoules électriques : trois cents emplois supprimés d'un seul coup, pour une ville de quelque six mille habitants, ce fut une vraie catastrophe, et de plus l'accélération brutale d'une lente mais constante érosion de l'activité économique. Le moindre indice de renversement de tendance est évidemment accueilli avec espoir.

Mais l'ambition reste quand même à la prudence et même au

doute. Dans la ville, on parle volontiers d'un « effet d'annonce » qui laisse un peu sceptique. M. René Juillet, directeur de l'Ecole nationale décorative d'Aubusson, n'a pas été consulté et n'a entendu parler de rien : « J'ai appris l'information par la presse régionale. » M^{me} Martine Mathias, directrice du Musée de la tapisserie, n'en sait pas davantage.

La municipalité et le comité d'expansion de la Creuse non plus. Tous attendent maintenant une manifestation écrite et officielle de la décision ministérielle. M^{me} Claude Cointet-Hautier, sous-préfet, n'a pas encore en main les confirmations concrètes du pouvoir qu'elle représente dans l'arrondissement.

La ville n'en est pas moins prête à l'accueil. L'Ecole nationale d'arts

décoratifs a de beaux bâtiments : 10 000 mètres carrés (décorés d'une fresque de Singier). Des bâtiments largement sous-utilisés du fait d'une baisse constante de ses effectifs. Il fut même question, voici deux ans, de fermer l'établissement. M. René Juillet fut nommé à ce moment pour travailler à lui redonner un nouveau souffle et de nouvelles perspectives professionnelles.

« Nous avons, dit-il, justement commencé à élaborer des échanges et une collaboration entre les Gobelins et Aubusson. » Pour assurer une formation à la fois professionnelle et technique (aux Gobelins) et plus abstraite et artistique (Aubusson). La « délocalisation », dans cette optique, paraît logique en Creuse. Mais on touche du bois : « Il n'y a encore rien de fait. »

GEORGES CHATAIN

M. Toubon (maire du XIII^e) : « Absurde »

« Quel est l'apport de la Manufacture des Gobelins et du Mobilier national au 13^e arrondissement et à la ville de Paris ? »

— Apport non quantifiable, à l'exception des nombreuses visites guidées deux jours par semaine, qui attirent beaucoup d'élèves de nos écoles. Apport majeur car l'enclos des Gobelins est l'origine, le nom et le site principal de l'arrondissement. Pour Paris, c'est une partie essentielle de son patrimoine culturel et de son activité artistique. Les Gobelins et le Mobilier national sont des institutions « capitales ».

— Que pensez-vous du transfert d'une partie de leurs services en province ?

— Un seul mot pour le qualifier : absurde. Les Gobelins, c'est une tradition et un esprit qui s'enracinent dans un lieu. La création, le savoir-faire, le passage des générations ne sont pas indifférents à l'esprit, à la mémoire des lieux où ils s'exercent, chacun le sait.

L'actuel ministre de la culture lui-même l'a prouvé en protégeant ce lieu de mémoire et d'émotions du passé. Par exemple, le restaurant Fouquet's aux Champs-Élysées. De même que la Ville de Paris sauve des ateliers ou des ensembles d'ateliers qui remontent à l'artisanat du XVIII^e siècle. Limoger la Sevonne, l'atelier de restauration du Mobilier national, l'atelier-école et, peut-être, la production de la Manufacture des Gobelins ne comportent aucune justification et seulement des inconvénients dramatiques pour l'art en France. Réunifier Beauvais et Beauvais-Ville, si on y construit les locaux nécessaires, est en revanche admissible.

— En tant que maire de l'arrondissement où se trouvent les bâtiments qui seront libérés, quelles nouvelles effectations leur souhaiteriez-vous ?

— Entendons-nous bien : pour moi, le transfert est tellement absurde qu'il ne se fera pas, mais je veux bien raisonner par hypothèse. Dans ce cas, je suis très inquiet de la volonté, maintenant évidente, des services administratifs du ministère de la culture de « valoriser » l'enclos des Gobelins, soit en y installant des bureaux de l'administration, soit en y réalisant une promotion immo-

bière. Pour moi et pour la Ville de Paris, il faut faire le contraire : protéger l'enclos des Gobelins et l'intégrer dans le projet de réhabilitation et d'aménagement de l'île de la Reine-Blanche que nous sommes en train de mettre en œuvre (l'enquête de plan-masse est en ce moment à la mairie du 13^e).

« Quel paradoxe ! La Ville veut faire revivre la culture et l'art dans un quartier peu gâté dans ces domaines jusqu'à... et l'Etat, lui, décide de bureaucratiser et de bétonner ! »

Propos recueillis par CHARLES VIAL

« A l'écoute de ses jeunes, Monsieur le Maire entendait déjà le groupe de Jazz dans la future salle de spectacle... »



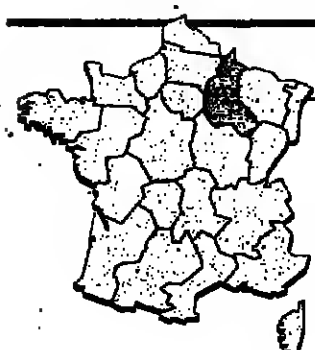
FINANCEMENT DES COLLECTIVITÉS LOCALES

...Tout naturellement, il a rencontré le Crédit Foncier»

CRÉDIT FONCIER
En premier, le Crédit Foncier.

FINANCEMENT DES COLLECTIVITÉS LOCALES

سید علی



UN TOUR DE FRANCE DES REGIONS

CHAMPAGNE-ARDENNE :

résister

Préfecture :
Châlons-sur-Marne

Départements :

Ardennes
(préfecture :
Charleville-Mézières)

Aube
(préfecture : Troyes)

Marne
(préfecture :
Châlons-sur-Marne)

Haute-Marne
(préfecture : Chaumont)

Superficie :
25 599 kilomètres carrés

Population :
1 347 848 habitants

Principales agglomérations :

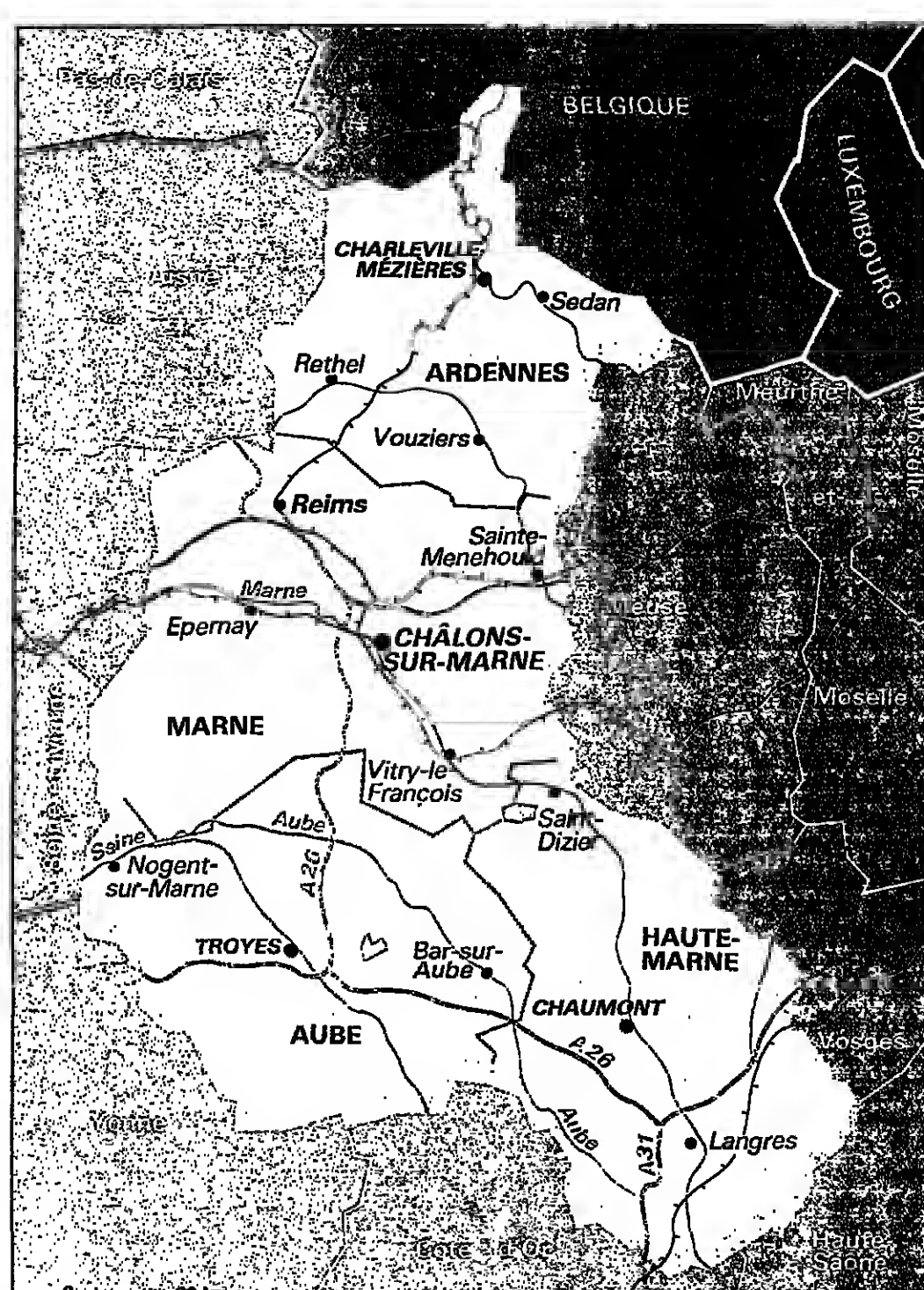
Reims
(206 446 habitants)

Troyes
(122 821 habitants)

Charleville-Mézières
(67 225 habitants)

Châlons-sur-Marne
(61 458 habitants)

Saint-Dizier
(40 096 habitants)



Les gens de l'Est ont de l'endurance, mais il est des douleurs qui finissent par faire mal. Plus que d'autres sans doute, la région de Champagne-Ardenne, malgré tous ses efforts, son énergie et ses bonnes volontés, souffre. L'ivole de haricot coincé entre les gros légumes de Lorraine et du Nord, cette région souffre d'être aussi mal fagotée, comme si on s'était évertué jadis à ramener ensemble les dernières pièces restantes du grand puzzle France. Car on a beau solliciter l'histoire, celle de la généralité de Châlons ou des intendants de Champagne, cette région demeure un artifice.

Quand elle fut créée, certains politiques, désireux sans doute de faire bien, s'empressèrent d'inventer l'homme « champardennais », espèce hybride, affreux mot qui n'a depuis jamais réussi à dépasser – faut-il le regretter ? – le stade du langage administratif. Champagne-Ardenne, la simple juxtaposition de ces deux noms apparaît comme une accolade fortuite entre le riche et le pauvre, entre une Champagne connue de toute la planète pour son vin unique et des Ardennes qui ne firent parler d'elles que dans les épreuves des guerres ou de ses malheureuses batailles industrielles.

Cette région collectionne les handicaps. Celui de l'histoire, quand on ne peut oublier que ses deux grandes villes, Reims au nord, Troyes au sud, se sont de tout temps jalonnées et que le temps n'a rien fait à l'affaire. L'histoire a aussi voulu que, parce qu'ils ne prétendaient pas consacrer la « ville des sacres », les révolutionnaires de 1789 refusèrent de faire de Reims le chef-lieu de leur nouvelle organisation territoriale. Châlons-sur-Marne fut préférée. Capitale administrative, elle hérita naturellement aussi du siège de la région. Châlons capitale administrative, Reims capitale économique, Troyes capitale historique et puis Epervay capitale du champagne, cette région aurait eu avantage à pouvoir se dispenser d'une telle originalité.

Un département riche pour trois pauvres

Il y a aussi le handicap de la géographie. Près de 440 kilomètres du nord au sud, de Reims au plateau de Langres, cela, tout naturellement, n'a pas réprimé dans les départements l'envie de regarder ailleurs. La Marne se sent plus attirée par la Picardie. Les Ardennes ne veulent pas perdre le Nord. Dans l'Aube et la Haute-Marne, c'est avec la Bourgogne que l'on est tenté de travailler. Le handicap économique aussi. Ces quatre départements de la région sont, sur ce plan, trop différents pour être véritablement disposés à faire cause commune. Quoi de commun en effet entre le vigneron de Champagne et le métallurgiste de Charleville, entre l'universitaire de Reims et le bonnetier de l'Aube, entre le gros exploitant des grandes plaines de la Marne et le petit éleveur de la Haute-Marne ?

Autour de la Marne, agricole, champenoise et qui a même du pétrole, qui vit bien, qui est l'un des départements les plus riches de France, trois départements qui vivent et s'interrogent. Et les chiffres de la démographie ne font qu'accroître un tel contraste. Avec 52 habitants au kilomètre carré, cette région est depuis longue date frappée de sous-

peuplement. Selon le dernier recensement, la Marne encore une fois est la seule à tirer son épingle de ce curieux jeu régional : 15 000 habitants supplémentaires entre 1982 et 1990, tandis que l'Aube, pour la première fois depuis 1946, chute, que les Ardennes sont redescendues en dessous des 300 000 habitants et que la Haute-Marne frôle la barre fatidique des 200 000 habitants.

Ce constat que tous les responsables politiques et économiques de la région ont en tête ne peut leur faire non plus oublier une sérieuse interrogation pour demain. Comment réagir face à l'expansionnisme galopant de Paris et de l'Île-de-France ? Leur région est-elle vouée à devenir la TGB – la très grande banlieue – de la capitale ou, selon l'expression du maire de Troyes, Robert Galley, qui se dit « terrorisé » par cette perspective, « une réserve d'Indiens » pour Parisiens.

Un futur carrefour d'importance

En semaine, près de 150 Tmays s'en vont déjà chaque matin travailler à Paris, ce qui n'est encore rien par rapport au nombre des Rémois ou des gens de Châlons qui en font autant. Et chaque week-end les banlieusards s'en viennent par milliers se détendre au bord des lacs artificiels créés dans les années 60 pour subvenir aux besoins en eau de la région parisienne. De quel côté penchera la balance ?

Après avoir jadis souffert d'être trop loin de Paris, la région Champagne-Ardenne va-t-elle, du fait de l'évolution de ses moyens de communication, plus d'un être trop proche ? La récente ouverture de l'université de Marne-la-Vallée a déjà provoqué un certain traumatisme dans la région. Malgré son inscription en septembre dernier dans le schéma « Universités 2000 », l'université de Reims, bonne et vivante trentenaire, commence à trembler. L'ouverture prochaine de l'immense parc d'attractions d'Euro-Disney soulève aussi bien des appréhensions. Déjà l'aéroport de Reims doit songer à s'agrandir pour accueillir les vols charters de visiteurs. Toutes les prévisions explosent, explique-t-on à la chambre de commerce de Reims, qui mise sur un trafic de 5 millions de passagers par an. Alors, la région ne sera-t-elle qu'un des vestibules de la grande maison de Mickey ?

Lestée par ses propres insuffisances, contrainte de répondre à l'attraction et à l'expansionnisme parisiens, la région Champagne-Ardenne est véritablement aujourd'hui à un tournant. Les prévisions en matière de communications permettent de s'enrayer parfaitement l'enjeu. Dans les prochaines années, le réseau autoroutier va se trouver considérablement renforcé. Le prolongement de l'axe A 26 Calais-Reims vers Dijon et au-delà la vallée du Rhin, son raccordement avec la future autoroute A 5 Paris-Troyes, feront de la Champagne-Ardenne, qui voit déjà passer l'autoroute A 4 Paris-Strasbourg, un carrefour d'importance.

Dans les dix prochaines années, elle bénéficiera également du passage du TGV-Est, qu'on ne sait pas encore comment payer, mais qui devrait mettre Reims à moins d'une heure de Paris. Enfin, outre le triplement des capacités de l'aéroport de Reims, un autre projet fait rêver la région : celui

COUP DE CŒUR

Troyes et ses Compagnons

OUR Marcel Julian, qui l'a visitée récemment, c'est un « grand livre ouvert » ; François Mitterrand en juin dernier y a retrouvé les gestes de son enfance en Charente, ceux des tonneliers qui martelaient la cour familiale de leurs jablons. Elle est là, sobre et majestueuse à la fois, à l'image des vastes machines auxquelles alla sert d'écran depuis qu'un jésuite, consumé de passion pour le travail de la main et de la pensée qui le conduisit, e consacré sa vie à ce saint sacerdoce : faire rayonner en exemplarité la « chaleureuse pensée ouvrière ».

Unique en Europe, la Maison de l'outil et de la pensée ouvrière de Troyes, née de la rencontre du Père Paul Feller et de l'Association ouvrière des Compagnons du Devoir, se veut tout le contraire d'un musée traditionnel. En effet, si l'on peut y admirer, disposés en un savant balancement des formes et des volumes, des milliers d'outils provenant de nombreux corps de métier, c'est avant tout la dynamique de la création, à laquelle il était destiné, que l'ensemble a pour objet de restituer.

Pour abriter cette collection exceptionnelle, la ville de Troyes a remis aux Compagnons l'un des fleurons de son patrimoine architectural, l'hôtel Jean-de-Mauroy, un bâtiment construit vers le milieu du seizième siècle par de riches marchands pour y entreposer le sel, le vin ou les étoffes, avant de devenir vers la fin du dix-huitième siècle la « Manufacture de la Trinité ».

Pour ceux qui l'ont conçue, et qui en pérennisent aujourd'hui l'objectif, dont Adrien Morandau, son directeur, la Maison de l'outil et de

la pensée ouvrière est loin d'être une œuvre fine. Aujourd'hui, complétée d'une bibliothèque rassemblant 22 000 ouvrages allant du « Vitruve » de l'architecture à la récente Encyclopédie des métaliers, elle se veut surtout un monument concret qui légitime et définit l'engagement du compagnonnage, dont Troyes a toujours été un des hauts lieux.

La tradition du savoir-faire de ces hommes de métier se perpétue au travers d'une cité merveilleusement restaurée, dont les rues étroites sont ourlées de maisons à colombages et toits penus. Elle s'expose également dans l'Hexagone et à l'étranger – ce sont ainsi des Compagnons troyens ou champardennais qui ont restauré l'Arc de triomphe et le stèle de la Liberté de New-York – et se projette dans l'avenir avec l'ouverture récente d'un institut universitaire des métiers, proposant aux scolaires comme aux professionnels chevronnés formation et adaptation aux technologies les plus avancées, tant en matière de gestion que de savoir-faire.

La dernière ambition troyenne ? Mettre sur pied un centre du verre, renouant avec la tradition des maîtres verriers qui ont fait se richesses du douzième au seizième siècle, et que perdit aujourd'hui la famille Vium, aussi habile dans les œuvres de restauration que dans la création.

LISE PATELLI

► Maison de l'outil et de la pensée ouvrière 7, rue de la Trinité, 10 000 Troyes. Tél. 25-73-28-26. Ouverte toute l'année de 9 à 12 heures et de 14 à 18 heures.

VILLE DE CHÂTILLON (Hauts-de-Seine)

AVIS D'OUVERTURE D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Relative au plan d'aménagement de zone modificatif de la Zone d'Aménagement Concerté des Sablons Porte-Sud.

En application d'un arrêté municipal en date du 14 novembre 1991, il sera procédé, du 2 décembre 1991 au 8 janvier 1992, à une enquête publique en vue de l'approbation du plan d'aménagement de zone modificatif de la ZAC des Sablons Porte-Sud.

Le public pourra prendre connaissance des documents soumis à enquête et consigner toutes observations éventuelles sur le registre tenu à sa disposition à la Mairie de Châtillon, Service de l'Urbanisme, 2 bis, place de l'Église (92320) : du lundi au vendredi de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures.

M. Claude GRAS, domicilié 26/28, rue Antoine Fratacci, à Vanves (92170), a été désigné en qualité de Commissaire Enquêteur.

La correspondance pourra lui être adressée à la mairie, 1, place de la Libération, 92320 Châtillon.

Pendant les jours suivants :

- le lundi 2 décembre 1991 de 9 h à 12 h,
- le mercredi 18 décembre 1991 de 14 h à 18 h,
- le mercredi 8 janvier 1992 de 14 h à 18 h,

Le commissaire Enquêteur recevra en personne à la Mairie, salle des Commissions, les observations du public.

Le public pourra prendre connaissance du rapport et des conclusions du Commissaire enquêteur à la Mairie de Châtillon, 1, place de la Libération, 92320 Châtillon.

Le maire,
vice-président du conseil général
des Hauts-de-Seine,
Jean-Pierre SCHOSTECK

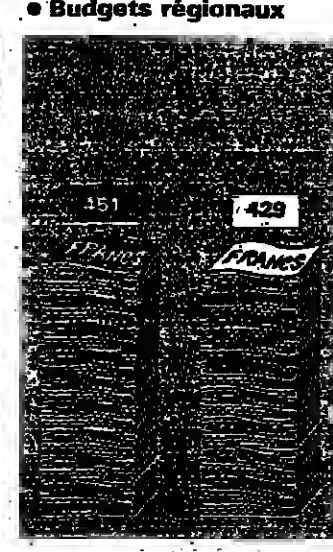
TENDANCES

• PIB



(Source : INSEE.)

• Budgets régionaux



(Source : ministère de l'Intérieur.)

UN TOUR DE FRANCE DES REGIONS

résister à l'expansion de Paris

de l'implantation d'un des plus grands aéroports européens de fret à Vailly, petit village de la Marne.

Dès lors, l'enjeu devient clair : la région est-elle condamnée à regarder passer les trains, les avions et les voitures, ou saura-t-elle, comme le suggèrent les conclusions d'un récent livre blanc commandé par le conseil régional, se donner les moyens de capter tous ces flux et ces échanges afin de s'imposer comme un maillon économique indispensable entre la région parisienne et la région rhénane.

Bien malin pour l'heure qui saurait répondre. Les responsables de la région savent seulement qu'ils devront compter sur eux-mêmes. Les expériences interrégionales pour endiguer l'expansionnisme parisien n'ont pas jusqu'ici donné les résultats escomptés. Le grand projet de constitution du Grand Est engagé en 1984 avec les régions Alsace, Bourgogne, Franche-Comté et Lorraine n'est resté pratiquement lui aussi qu'un vœu pieux. On pourrait imaginer que le développement transversal du réseau autoroutier va enfin donner à cette région son indispensable épine dorsale. Aujourd'hui encore, aller de Reims à Troyes est une performance. Mais en même temps on peut redouter que, lorsque le raccordement autoroutier de Troyes à Paris sera accompli, il va définitivement couper la capitale de l'Aube de la région.

Prise dans le mouvement de dégringolade du textile européen, Troyes, qui a tiré sa réputation industrielle du mailage et qui a un manque crucial de tertiaire, a plus que jamais besoin d'air. La ville a depuis quelque temps sérieusement tourné son regard vers le sud, et déjà l'on voit se profiler un axe économique avec des villes comme Sens, Auxerre et, plus à l'est, Chaumont.

250 millions de bouteilles

Les Ardennes, marquées profondément par la crise de la métallurgie et la ruine de la fonderie, pourraient éprouver la même tentation d'aller voir ailleurs, vers la Wallonie et ses villes, Charleroi, Namur et Liège. « Nous sommes obligés d'aller vers le haut », explique par exemple Roger Mas, maire socialiste de Charleville-Mézières, pour tenter de nous accrocher à l'arc industriel du nord de l'Europe. Pour surmonter les obstacles de tant de disparités, pour éviter la propagation de tels phénomènes contraires, la région paraît pouvoir jouer un seul atout sérieux : celui de son agriculture. Produire, on en conviendra, d'une agriculture spécialisée, le champagne a donné à cette région une image sous toutes les latitudes inestimable au plan de la notoriété, mais extrêmement trompeuse sur sa réalité économique.

Selon le CIVC (Comité interprofessionnel des vins de Champagne), le vignoble champenois, qui a largement débordé de la Marne sur l'Aube, fait vivre aujourd'hui directement 30 000 personnes, et 100 000 autres par emplois indirects. Avec un accroissement des surfaces du vignoble de 9 000 hectares en dix-huit ans - et il est prévu de continuer, sachant que le prix de 1 hectare de vignes est estimé à l'heure actuelle à 1 million de francs - avec une amélioration continue des rendements, avec une production tournant autour de 250 millions de bouteilles par an contre 150 millions encore en 1976, avec un chiffre d'affaires d'environ 17 mil-

liards de francs, dont 7 bords de France, le petit monde du champagne vit bien, fort bien même, et constitue aujourd'hui dans cette région une minorité enviable et donc forcément attractive. C'est bien sûr tout à son honneur d'avoir su s'assurer une telle prospérité qui ne doit rien à personne.

Bien sûr malin, les professionnels du champagne investissent le tiers de leurs ressources dans la recherche fondamentale et appliquée. « Nous rapportons, sans jamais cotter 1 franc à l'Etat », disent les professionnels. Mais beaucoup de responsables politiques comme économiques de la région se plaignent amèrement et depuis longtemps que ce monde du champagne ne se soit pas davantage greffé sur les réalités économiques de la région. « C'est vrai », explique André Esders, directeur général du CIVC,

que la petite république champenoise a toujours éprouvé un certain plaisir à vouloir vivre tranquillement. Et, en fait, ceux qui n'en sont pas étonnés ont toujours un certain complexe. L'évolution de cette république-là ne contribue pas non plus à resserrer les liens.

Où va l'argent du champagne ?

Les grandes maisons de champagne ont été, à quelques exceptions près, remplacées par de grandes holdings qui ont leur siège à Paris et leurs copropriétés sur tous les continents. Albert Vecten, président centriste du conseil général de la Marne, n'est pas le seul à vouloir remédier à cette

situation. « Le champagne ne peut pas vivre dans un désert », plaide-t-il, il a aussi besoin que notre région soit attractive. On ne peut pas concevoir plus longtemps que tous ces capitaux du champagne s'écoulent ailleurs. Il faut trouver une complémentarité avec les engagements de cette région. »

Sans doute l'avenir de la région passe-t-il, à ce niveau, par une plus forte conjonction des volontés. Depuis vingt ans, l'agriculture de la région, dans la foulée du département de la Marne, a connu une véritable révolution. Il est loin le temps où Jules Michelet parlait de la région comme d'une triste mer de chaume. Grâce au courage des hommes et à l'amélioration des techniques de culture, plus personne ne parle non plus de la Champagne

pouilleuse. Les grandes cultures céréalières dominent. Juste après l'Île-de-France, la région regroupe les plus grosses exploitations du pays, avec des exploitants généralement jeunes et bien formés, et des rendements spectaculaires. Depuis longtemps attelée à une industrie de première transformation, cette agriculture voudrait aujourd'hui s'organiser pour occuper le créneau porteur de la seconde transformation. Autrement dit pour passer de l'agro-alimentaire déjà porteur à une agro-industrie digne de ce nom. « Il faut sortir notre agriculture du seul créneau de l'alimentation », explique Albert Vecten. Il nous faut pouvoir traiter aujourd'hui les produits agricoles de la même façon que les pétroliers traitent les leurs. »

La Champagne-Ardenne, ainsi placée aux portes de la capitale et au croisement des nouveaux axes Paris-Francfort et Angleterre-Méditerranée, sait qu'elle a de ce point de vue une carte maîtresse à jouer. Elle peut s'appuyer sur l'université de Reims, associer plus étroitement le monde du champagne et apporter la valeur ajoutée aux parcs de la région moins bien pourvus que le département de la Marne. Dans quelque temps devrait être mené à bien le projet de création à Reims d'un agrupement regroupant toutes les activités de recherche indispensables, premier signe tangible de ce que d'aucuns n'hésitent plus à qualifier de nouvelle donne.

DANIEL CARTON

La révolte des « quadras »

A droite comme à gauche s'affirme le souci de renouveler les équipes

« D'U neuf ! » Un beau matin, voici bientôt deux semaines, les habitants de l'Aube ont vu apparaître sur leurs murs ce slogan qui a le mérite de la clarté et de la brièveté. Ce qui devait arriver est arrivé : la droite a trouvé dans ce département ses renouveaux, ses empêcheurs de tourner en rond, qui n'en peuvent plus de voir les mêmes hommes occuper les mêmes places, prêts à bousculer les appareils et leurs combinaisons.

Dans cette équipe, toutes étiquettes confondues ou plutôt entrecroisées, des « quadras » issus de tous les partis de l'opposition, parfois même de l'équipe municipale de Troyes. Ils avaient prévenu : « On a décidé de se faire éperdument du RPR et de l'UDF. On a décidé de se présenter, de miser sur notre dynamisme. On ne se pose plus de questions. Tant pis si on se fait casser. » Ils ne supportent plus de voir leur département délaissé. Ils ne supportent plus l'idée de voir Robert Galley, comte du RPR, éminence grise de la République, collectionneur de postes ministériels, entamer bientôt sa vingtième année à la mairie de Troyes sans se soucier le moins du monde de sa succession. Ils n'ont pas supporté non plus que, à la tête de la liste officielle de l'UDF pour ces élections régionales, soit remplacé ou autre ancien ministre du giscardisme, Paul Granet, accroché à son radicalisme.

Du neuf ! Ce slogan s'est aussi propagé dans la Haute-Marne. Il pourrait aussi être celui de Cyril de Rouvre, que l'on présente déjà - ce qui n'est peut-être pas forcément un compliment - comme un « Tapie » au pays du champagne. En 1989, ce quadragénaire, héritier d'une des plus grandes fortunes de France, homme d'affaires connu sur la place de Paris et aussi producteur de cinéma, a crevé l'écran politique local en se faisant élire à la surprise générale maire de Chabmont. « Chabmont, explique-t-il, était gérée depuis des années en bon père de famille. Comme pour une entre-

prise, l'immobilisme pour une ville et à fortiori pour une région est dramatique. » Alors le voici prêt à recadrer, décidé à tenter le pari de présenter des listes dans chacun des quatre départements de Champagne-Ardenne.

Devenu, comme il s'en amuse, « le vilain petit canard dans la basse-cour politique », Cyril de Rouvre se propose à son tour de bousculer « les indéracinables de la politique ». « Je suis décidé », explique-t-il, « à faire ce nouveau pas en avant pour qu'enfin dans notre région les choses bougent. Je ne refuse aucune idée venant de droite ou de gauche, à condition qu'elle soit bonne. » Le vilain petit canard s'agit donc de décaler la basse-cour. Lui reproche-t-on d'être plus à Paris que dans la Haute-Marne ? « On oublie », répond-il sans gêne, que Chabmont est à moins d'une heure d'hélicoptère de Paris. On lui reproche sa fortune, son discours de dénigrement de la classe politique, prenant trop pour certains, des accents lépniniens ; l'intéressé ne semble en avoir cure. Il maintient : « Ils ne mettront tous les bâtons dans les roues, simplement parce que je ne suis pas du sérail. »

Un déficit de notoriété

En réalité, le travail politique de Champagne-Ardenne n'est pas, même si bien entendu il ne va pas sans crise sur les toits du conseil régional. Crise de représentativité, crise de vieillissement, crise de confiance du côté du monde économique, la droite, qui débute dans cette région tous les principaux leviers de commande, la présidence de région, les quatre présidences de conseil général, a effectivement de quoi se faire du souci.

Face à un PC dont la décadence a suivi la faillite des bassins industriels des Ardennes et de l'Aube et dont la dernière place forte, après la chute de Reims en 1983, demeure Châlons, face à un PS aux positions instables, le RPR et l'UDF ont souvent fait la pluie et le beau temps sur les terres de Champagne-Ardenne. Un RPR héritier d'une tradition gaulliste forte consolidée par deux images étroitement liées, celle de De Gaulle et de Colombey-les-Deux-Églises. Une UDF mêlant avec plus ou moins de bonheur les courants indépendant dans la Haute-Marne, radical dans l'Aube et démocrate-chrétien, entretenu par la filiale JAC (Jeunesse agricole chrétienne) dans la Marne.

Qui connaît Jean Kaltenbach ? Malgré sa bonne volonté, son travail, son sens du devoir et une équité reconnue par tout le monde, cet ancien vice-président du conseil régional, devenu président en 1988, gaulliste plus que chiraquien, reste, par-delà les frontières de la région, un inconnu. Maire d'un petit bourg haut-marnais, dépourvu de tout autre mandat, cet Alsacien de soixante-quatre ans ne peut combler un réel déficit d'image et de notoriété, qui fatalement à Paris ou ailleurs fait par suite aux intérêts de la région. Jean Kaltenbach confesse lui-même qu'il est arrivé qu'à

l'étranger on le prenne pour un représentant en champagne...

Jean Kaltenbach doit sa présidence à un accord intervenu non sans difficultés entre le RPR et le CDS, quand Bernard Stasi dut laisser, pour cause de cumul des mandats, ce fauteuil qu'il occupait depuis 1981. Bien que l'on regrette ses nombreuses absences, son goût plus prononcé pour les médias que pour les dossiers, le poids national du maire centriste d'Épernay avait fini par bénéficier à la Champagne-Ardenne. Le « stasisme » existait et, en revendiquant encore aujourd'hui les principes - « une certaine écoute des autres et une certaine modestie devant les situations », son successeur s'efforce de le perpétuer.

Cette page-là semble aujourd'hui définitivement tournée. Berard Stasi pèse moins dans la région. Le conseil régional apparaît avant tout comme une association politique entre les quatre départements qui le composent. L'énumération des têtes de liste de l'opposition, réparties équitablement entre le RPR et l'UDF, qui depuis des années maintenant, comme jadis leurs aînés du gaullisme et du MRP, se répartissent ainsi minutieusement fauteuils et fonctions, apporte une preuve supplémentaire de cette sècheresse qui est en train de s'installer. On a vu quelles conséquences la candidature de Paul Granet avait provoquées dans l'Aube.

Dans le département voisin de la Haute-Marne, Jean Kaltenbach emmène naturellement la liste, mais on ne peut oublier qu'il fut battu aux dernières élections cantonales de 1988. Dans les Ardennes, le conseil régional apparaît avant tout comme une association politique entre le sénateur centriste Maurice Blin, pas décidé non plus à laisser sa place à un autre. Dans la Marne, enfin, après d'âpres discussions, c'est le député RPR Bruno Bourg-Broc, trois fois battu aux élections municipales de Châlons-sur-Marne, et méconnu à Reims, la plus grande ville du département, qui a finalement accaparé la première place.

Moyennant quoi, l'inquiétude commence déjà à poindre pour les prochaines municipales, notamment dans les deux plus grandes villes de la région. A Troyes, où Robert Galley est déjà très contesté, et à Reims, où est posé également le problème de la succession de Jean Falala (RPR).

Le monde économique regarde ce spectacle avec dépit. La république du champagne ne s'en soucie guère, n'ayant jamais cherché à s'impliquer de près ou de loin dans les affaires politiques de la région. Le cas de Jean Taittinger, maire de Reims de 1959 à 1977 et ancien garde des sceaux de Georges Pompidou, fut l'exception qui confirme la règle. Son fils, Pierre-Emmanuel, qui prétendait prolonger l'expérience, s'étant rapidement cassé les dents. Mais ailleurs on se plaint avec amertume. « Cette région », constate Yves Reard, président de la chambre de commerce de Reims, « accuse un grave manque : elle n'a pas de grands desseins avec des grands bonshommes. »

« Avoir un ministre ça sert »

Jean Toggenburger, son homologue de Troyes, use d'un langage encore moins diplomatique : « Nos professionnels de la politique sont devenus ici des gens de petite envergure. Il nous faudrait un grand. Qu'importe l'étiquette, mais avoir un ministre, ça sert. »

De ministre, la région n'en a plus eu depuis dix ans. Depuis le départ de Roger Galley du ministère de la coopération, en 1981. Les voisins de la Lorraine font rêver. « La Champagne-Ardenne », constate un haut responsable administratif de la région qui préfère demeurer discret, « est devenue une terre de parachutage. On peut s'étonner qu'on n'y prête pas davantage attention. Tous les éléments sont pourtant réunis pour se tailler quelques beaux fiets. Certains ont cependant des idées. Les

socialistes, n'étant pas localement particulièrement en bonne santé, réclament avec insistance un parachutage sur Reims. Après Jean-Louis Bianco, Jean-Paul Huchon, Martine Aubry, Catherine Tasca, ministre déléguée à la francophonie, a été à son tour approchée. A Troyes, la candidature annoncée pour les cantonales du général Etienne Copel, proche aujourd'hui du CDS, laisse entrevoir quelques nouvelles perspectives pour le futur combat municipal.

La démission récente du préfet de la région Yves Bonnet, patron de la DST entre 1982 et 1985, en poste à Châlons depuis 1987, pourrait aussi cacher une future candidature sous les couleurs centristes aux municipales dans la capitale régionale.

Mais beaucoup veulent croire que cette région saura mettre en avant ses propres hommes. « Nous avons les hommes pour réussir », soutient Albert Vecten, président centriste du conseil général de la Marne. Mais il faut que ceux qui sont en place n'empêchent pas les jeunes de surgir. « Cette région », complète Paul Granet, « est une région d'individua-

listes. Elle réclame des leaders, mais quand ils sortent de la tranchée, ils se font flinguer. » A gauche comme à droite, des hommes commencent cependant à percer, à l'exemple de Jean-Pierre Bouquet, maire socialiste de Vitry-le-François et député de la Marne depuis 1988, et de Philippe Adnot, devenu en un an de temps sénateur de l'Aube et président du conseil général de ce département. Sans étiquette, revendiquant simplement celle d'« adhérent direct de l'UDF », cet agriculteur de quarante-six ans soutient que les partis politiques dans la région comme ailleurs « n'ont rien compris à ce qui se passe ». « Les gens », explique-t-il, « ont envie de voir des hommes qui leur racontent des discours adultes. Et quand ils sortent de la tranchée, ils se font flinguer. »

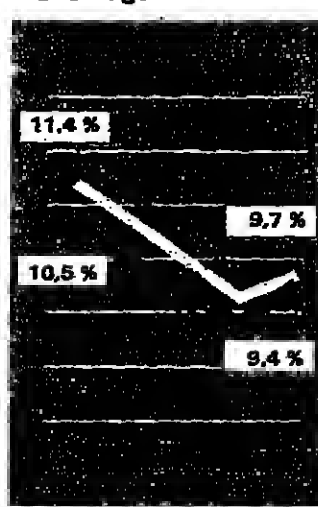
Malgré toutes ces vicissitudes, les acteurs politiques habitués de la scène régionale ont déjà commencé leurs comptes et mécomptes. La multiplication des listes à droite, l'apparition, comme dans les Ardennes, de listes de chasseurs et la présence de surcroît du Front national rendent l'avenir de la majorité régionale sortante incertain. Ayant bénéficié depuis plusieurs années de la mansuétude du PS, s'abstenant régulièrement au moment du vote du budget, des accords de gestion nouveaux entre l'opposition et les socialistes pourraient intervenir, voire servir de référence utiles au niveau national. « Je ferai tout pour conserver mon fauteuil, mais je ne ferai pas d'importer quoi », répond par avance Jean Kaltenbach, rejetant ainsi toute alliance avec le Front national.

D. C.

La semaine prochaine LA CORSE

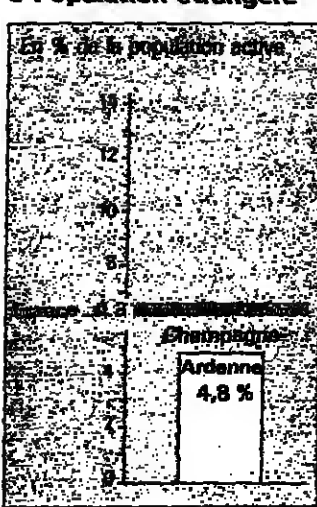
Déjà publié : L'Alsace (le Monde du 6-7 octobre), L'Alsace (le Monde du 13-14 octobre), L'Alsace (le Monde du 20-21 octobre), Le Bourgogne (le Monde du 27-28 octobre), La Bretagne (le Monde du 3-4 novembre), Le Centre (le Monde du 10-11 novembre).

• Chômage



(Source : INSEE)

• Population étrangère



(Source : INSEE)

Le conseil régional

Président : Jean Kaltenbach (RPR)

4 PC ; 15 PS ; 8 UDF-CDS ; 2 UDF-Rad ; 3 UDF ; 12 RPR ; 5 FN.

Résultats des élections de 1986 par département

ARDENNES (11 sièges)		MARNE (18 sièges)	
Ins.	193 377 ; abst. 22,35 % ; suff. ex. 143 016.	Ins.	349 120 ; abst. 24,43 % ; suff. ex. 252 128.
PC :	15,43 % ; 1 élu ; PS : 32,57 % ; 4 élus ; Un. opp. : 42,40 % ; 5 élus ; FN : 9,58 % ; 1 élu.	PC :	10,56 % ; 2 élus ; PS : 26,55 % ; 5 élus ; UDF : 16,89 % ; 3 élus ; RPR : 22,71 % ; 5 élus ; UDF-diss : 3,13 % ; div. opp. : 8,55 % ; 1 élu ; FN : 9 % ; 2 élus ; Alternative : 2,56 %.
AUBE (10 sièges)		HAUTE-MARNE (8 sièges)	
Ins.	191 226 ; abst. 24,04 % ; suff. ex. 136 633.	Ins.	146 781 ; abst. 23,26 % ; suff. ex. 106 761.
PC :	9,75 % ; 1 élu ; PS : 28,51 % ; 3 élus ; Un. opp. : 41,86 % ; 4 élus ; div. opp. : 9,13 % ; 1 élu ; FN : 9,71 % ; 1 élu.	PC :	8,11 % ; PS : 33,37 % ; 3 élus ; Un. opp. : 47,65 % ; 4 élus ; FN : 10,86 % ; 1 élu.

سكنا في انا

HEURES LOCALES

REPÈRES

LANGUEDOC-ROUSSILLON

Pas de DSQ
à Montpellier

M. GEORGES FRÈCHE, le maire socialiste de Montpellier, expliquait récemment pourquoi il avait refusé de s'associer à la procédure mise en place par le ministère de la ville, celle du DSQ (développement social des quartiers), qui a pour objectif d'aider les municipalités à réhabiliter les quartiers défavorisés et, par ce biais, de faciliter l'intégration.

« Quand on dit qu'il faut effacer 400 points noirs, 400 quartiers difficiles, c'est une façon de mentir ceux-ci du doigt. Lorsqu'on a commencé, comme je l'ai fait, depuis plusieurs années, de sauver un quartier, y installer des maisons pour tous, des terrains de foot, et qu'on voit annoncer dans la presse que ce même quartier est marqué au fer rouge, on provoque aussitôt le départ de tous ceux qui ne l'ont pas encore quitté et les immigrés restent entre eux. Il y a là un phénomène pervers de ghettoïsation », et je ne veux pas que des quartiers de Montpellier soient ainsi mis au ban pour trois sous. »

« Cela dit, continue le maire de Montpellier, la loi Delebarre, qui veut aider les municipalités à sortir certains de leurs quartiers de la misère, est excellente mais, pour ma part, je proposerais qu'on crée à cet effet un fonds de péréquation nationale permettant d'accorder aux villes qui en ont vraiment besoin des subventions couvrant 100 % du coût des opérations qu'elles engagent. Car souvent – je pense par exemple à Roubaix – les municipalités qui connaissent les plus grandes difficultés d'intégration de leur population dans les quartiers difficiles sont des villes pauvres. Et dans la procédure DSQ, lorsqu'on vous accorde des subventions, on vous oblige de ce fait à les compléter; ce qui est parfois difficile, sinon impossible. »

JACQUES MONIN

GRENOBLE

de notre correspondant

NOVEMBRE 1990 : l'inspecteur général de l'administration Jean-François Lorit établit, à la demande du ministère de l'intérieur, un rapport sur la situation financière de quarante-neuf communes de montagne en difficulté. Ces communes sont les « victimes » du manque de neige qui sévit pendant les hivers 1988-1989 et 1989-1990 (le Monde date 2-3 décembre 1990). Le rapport prétend notamment que les problèmes financiers ont une origine moins conjoncturelle – le mauvais enneigement – que structurelle : erreurs de gestion, investissements inconsidérés.

Ainsi certaines communes-stations s'étaient-elles endettées à l'excès, s'équipant de remontées mécaniques disproportionnées à leur domaine skiable et à leur clientèle potentielle. Leurs difficultés préexistaient donc aux saisons sans neige. Le rapport préconisait, outre la mise sous tutelle administrative de plusieurs communes, qu'aucune autorisation de construction de remontées mécaniques ou de mètres carrés supplémentaires ne puisse être désormais donnée sans que l'équilibre économique de l'opération soit assuré. Jusqu'alors, les préfets des zones de montagne ne prenaient en compte que les enjeux de protection de l'environnement et de sécurité pour accorder ou non ces autorisations.

Aussitôt, les élus des cinq massifs montagneux français se sont dressés dans leur dignité. Ils ont récusé le rapport, réalisé « à la hâte », l'accusant d'avoir « jeté le discrédit sur les stations de sports d'hiver » et conduit les banques à refuser, sans discernement, les emprunts que les communes sollicitent. Les membres de l'Association nationale des élus de montagne (ANEM) ont décidé

alors de lancer une « contre-étude » chargée de répondre à la question suivante : les stations de sports d'hiver incriminées ont-elles été victimes de difficultés conjoncturelles ou structurelles ?

Pour la très grande majorité des vingt-deux communes qui ont accepté d'ouvrir leurs comptes – mais en exigeant que leurs noms ne figurent pas dans le rapport –, seules des causes conjoncturelles de grande ampleur sont à l'origine de leur déstabilisation. Les communes porteuses de stations sont, en effet, des entités atypiques. Leur dépendance à l'égard de l'activité touristique est très forte puisque 55 % de leurs ressources budgétaires proviennent des recettes d'exploitation, de leur manteau neigeux. Lorsque la poudre blanche n'est pas au rendez-vous, celles-ci fondent aussitôt.

« Canards
boiteux »

En deux ans, les stations ont ainsi perdu l'équivalent d'une année de leur chiffre d'affaires, alors que beaucoup d'entre elles étaient engagées dans des programmes importants de modernisation et de rénovation. Le retour d'hivers rigoureux et enneigés devrait leur permettre de retrouver, dans un délai de quatre à cinq ans, une situation financière beaucoup plus saine, à condition qu'elles limitent leurs dépenses courantes et qu'elles réduisent très fortement leurs dépenses d'investissements tout en renforçant le poids de la fiscalité directe.

Cinq stations, parmi les vingt-deux étudiées, subissent le contre-coup « d'investissements hasardeux », souligne le rapport de l'ANEM. Il précise que « certains choix faits – mais, faut-il le souligner, avec l'encouragement de tous les partenaires, y compris l'Etat – n'ont pas été suffisamment pensés ». Ces stations risquent fort de sombrer, et la crise que traverse le marché des sports d'hiver rend leur

sauvetage encore plus problématique.

« Les stations victimes d'un choc conjoncturel, qui s'est greffé sur une tendance lourde à la stagnation, voire à la baisse du marché, doivent le considérer comme un sérieux avertissement. Il doit les amener [...] à des méthodes d'analyse financière et de gestion plus proches de celles de l'entreprise », estime le maire d'Autrans (Isère), M. Jean Faure (CDS), président de l'ANEM.

Le secrétaire d'Etat aux collectivités locales, M. Jean-Pierre Sueur, qui participait le 8 novembre dernier à Albertville (Savoie) à l'assemblée générale de l'association, a annoncé la mise en place d'un observatoire des finances communales qui devra prévenir d'éven-

tuels déséquilibres financiers. Il a d'autre part estimé nécessaire que les banques, devenues très prudentes depuis la publication des conclusions du rapport Lorit, renouent le dialogue avec les communes de montagne. « Il faut éviter toute généralisation hâtive de situations ponctuelles en assimilant difficultés à mauvaise gestion », a indiqué M. Sueur.

« Comme dans toutes les activités économiques, il existe des canards boiteux », constatent les élus des hautes terres. Il rejette l'idée, avancée par certains membres de l'administration, de geler tous les investissements en stations d'altitude dans l'attente de jours meilleurs.

Leurs retombées attendues des Jeux olympiques d'Albertville sur la neige française exigent que tous les massifs équipés pour les sports d'hiver poursuivent leurs efforts de modernisation et de rénovation des logements touristiques.

Après avoir peodant trente ans investi dans le développement de leur réseau de remontées mécaniques et leur parc immobilier, les stations doivent aujourd'hui faire face à des investissements d'ordre qualitatif. Qui exigeront la mobilisation de sommes d'argent souvent considérables et, naturellement, le retour à des jours meilleurs pour « l'or blanc ».

CLAUDE FRANCHILLON

BLOC-NOTES

budgets, l'état des départements français, les actions du conseil général, les élections...
► CPJ, 31, rue du Louvre, 75002 Paris. Tél. : 45-08-86-71.

► Dépolluer les friches industrielles. – Dépolluer un site industriel contaminé est un préalable indispensable à toute utilisation ultérieure et demande la réunion de compétences diverses. L'Entente nationale des élus de l'environnement (ENEE) se propose, lors des journées d'étude qu'elle organise les vendredi 22 et samedi 23 novembre à Nantes, d'examiner les risques et de réfléchir aux solutions qui peuvent être apportées à ces problèmes dans le cadre juridique actuel.

► ENEE, 20, boulevard des Filles-du-Calvaire, 75011 Paris. Tél. : 48-09-20-21.

► Villes et ports. – Cinq cents délégués des places portuaires du

monde entier sont attendus à Gènes en Italie du mardi 19 au jeudi 21 novembre pour le troisième congrès international de l'association Villes et ports, présidé par M. Antoine Rufenacht, député de la Seine-Maritime. De nombreux projets et réalisations urbaines portuaires seront présentés tout au long de cette manifestation, en groupes de travail et dans le cadre d'une exposition.

► Villes et ports, 45, rue Lord-Kitchener, 76600 Le Havre. Tél. : 35-42-78-84.

NOMINATION

► Un nouveau président pour Communication et citoyen. – L'association Communication et citoyen, qui regroupe des responsables de communication des collectivités locales, a élu pour président M. Vincent Guineaut, du conseil régional de Bourgogne.

Le grand reportage commence
au coin de la rue2^e FESTIVAL DES MÉDIAS LOCAUX DE MARNE-LA-VALLÉEQue serait la démocratie
locale sans communication
de proximité ?

Originalité, capacité à exprimer la diversité des goûts, des cultures, des opinions, l'esprit des lieux. C'est ainsi que Georges KIEBMAN, Ministre Délégué à la Communication, qualifie les médias locaux, dans le message qu'il vient d'adresser aux organisateurs du 2^e Festival de Marne-la-Vallée.

Il ajoute : « Du dynamisme de ces divers médias dépend, dans une large mesure, la qualité de la démocratie locale. »

Si Marne-la-Vallée accueille depuis sa création le Festival des Médias Locaux, c'est bien parce que, 1^{re} ville nouvelle d'Ile-de-France, déjà citée européenne du xix^e siècle, elle entend dépasser chez ses 220 000 habitants, ses étudiants, dans ses 1600 entreprises, un véritable sentiment d'appartenance à une complexe et novatrice réalité urbaine.

Trouver des racines nouvelles dans le tumulte contemporain, mieux définir les règles de la communication de proximité, confronter et couronner des expériences inventives et pertinentes, imaginer de nouveaux médias encore plus interactifs, valoriser l'Europe des médias locaux – représentée cette année par l'Espagne – invite d'honneur – tels sont les grands thèmes de la journée du 29 novembre.

Deux moments forts marqueront le Festival 1991. A l'heure du déjeuner, Jérôme BOUVIER, Président du Festival, accueillera tous les visiteurs pour la remise des Coqs d'Or aux lauréats des 20 compétitions. En fin de journée, le Forum de Clôture aura pour thème « Racines, Territoires, Tumbule du monde : l'information locale, intégration au monde ou repli sur soi » et réunira des intellectuels, des personnalités politiques et des médias.

Vendredi 29 novembre 1991
de 9 h 30 à 21 h 00

à l'ESIEE, Ecole Supérieure d'Ingénieurs en Electrotechnique et Electronique, à la Cité Descartes

Au programme de cette 2^e édition :
Ateliers, forum, remise des Coqs d'Or.

9h30-10h00 Ouverture. 10h00-10h30 ATELIERS. Locataires et correspondants locaux. Le radio, acteur de la vie locale ? La télématique, média de proximité ? Le TV. de proximité doit-elle multiplier les éditions locales ? 11h45-13h00 ATELIERS : Les gratuits peuvent-ils offrir aussi de l'information locale ? Les médias jeunes à l'école. Les revues destinées aux collectivités locales. 11h45-13h00 Présentation des sélections officielles télévision, télématique. 13h00-15h30 REMISE DES « COQS » 91. 15h30-17h00 ATELIERS : La province, le rural : paradis des médias locaux ? Les médias locaux à la conquête des villes. La banlieue recherche des médias locaux. L'adaptation de la presse locale à son public. 17h00-18h00 Présentation des Réalisations Primées. 17h00-18h00 Forum de clôture. « Racines, territoires, tumbule du monde », animé par Anne Brucy de France-Inter et Jérôme Bouvier, Président du Festival. 19h45 COCKTAIL.

Le Festival décernera vingt Coqs d'Or
à des médias locaux, des journalistes et futurs journalistes.

Sous la présidence de Claude SERILLON, 5 jurys vont sélectionner les meilleurs médias locaux, les meilleurs reportages, les meilleures créations, pour la presse, la radio, la télévision, la télématique, l'office locale.

Organisation : CABLEST BP 129 - 77206 Marne-la-Vallée
Tél. : 64 62 00 36 Fax : 64 62 00 04 Minitel 3615 ASPASIEMARNE-LA-VALLÉE
LES GRANDS S'Y RETROUVENTFuturs journalistes :
Marne-la-Vallée crée les
Prix de l'Avenir

A l'origine de cette idée, la volonté d'offrir une chance aux journalistes de demain en leur permettant d'exprimer leur talent et d'exposer leurs travaux aux professionnels des médias. L'occasion d'un tremplin pouvant déboucher sur leurs toutes premières pages !

40 élèves des plus grandes écoles françaises de journalisme : Lille, Marseille, Tours, Strasbourg, Paris... participent à ces « Prix de l'Avenir ». Les lauréats de chaque catégorie recevront lors de la remise des prix, un chèque de 5000 francs offert par Marne-la-Vallée, accompagné du Trophée Emballage du Festival. Leurs noms seront publiés dans Le Monde, au lendemain de la manifestation.

Marne-la-Vallée
et 40 partenaires pour le Festival

Aux côtés de Marne-la-Vallée, 40 partenaires ont participé à l'organisation de cette 2^e Edition du Festival des Médias Locaux. Parmi eux :

Parrainage : Communauté Economique Européenne, Ministère Délégué chargé de la Communication, Ministère des Postes et Télécommunications.

Comité Editorial : AVICA - Association des Villes Châtelaines. FR3. M6. C.N.R.L. - Confédération Nationale des Radios Libres. RADIO FRANCE. S.N.G. - Syndicat National des Graphistes. S.N.P.H.R.I. - Syndicat National de la Presse Hebdomadaire Régionale d'Information. S.N.R.P. - Syndicat National des Radios Privées. S.P.Q.R. - Syndicat de la Presse Quotidienne Régionale. S.Q.D. - Syndicat des Quotidiens Départementaux.

Partenaires : Association des Maires de France, Conseil Général de Seine-et-Marne, S.A.N. du Val de la Marne - Marne-la-Vallée.

MÉDECINE

Malgré les risques de contamination et les textes officiels

Plusieurs centres de transfusion continuaient à recueillir du sang dans les prisons

En France, on a continué à collecter tardivement du sang en milieu pénitentiaire, à une époque où on savait qu'une telle pratique pouvait faire courir de graves risques aux receveurs. Des documents inédits, dont nous publions ici le contenu, témoignent que de telles pratiques ont été mises en œuvre jusqu'en 1985, c'est-à-dire à une période où le risque de pathologies virales post-transfusionnelles (sida, hépatites) était connu. Après les quatre inculpations prononcées dans l'affaire des hémophiles contaminés, la révélation de telles pratiques ne peut pas aujourd'hui ne pas engager la responsabilité des autorités de certains centres de transfusion sanguine.

Ce rebondissement inquiétant des différentes affaires liées au sida et à la transfusion sanguine survient au moment où le gouvernement cherche, dans l'urgence et sous la pression, à bâtir un système législatif d'indemnisation des personnes victimes du sida à partir de l'usage thérapeutique du sang, qui devra - engagements élyséens obligent - entrer en vigueur d'ici au 1^{er} janvier 1992. Il vient ainsi mettre crûment en lumière la dramatique faiblesse de l'autorité de tutelle sur le système transfusionnel français.

Les pièces éparses du puzzle étaient connues. Sans doute manquait-il encore le cadre. Les questions se sont immédiatement posées après la révélation, le 14 novembre par l'AFP, du contenu d'une note datée du 11 octobre 1985 et adressée par les directions régionales de l'administration pénitentiaire aux chefs d'établissement. Ce document prévoit notamment la « suspension temporaire » des collectes de sang dans les prisons françaises (le Monde du 16 novembre). Sa genèse est toutefois encore mystérieuse, la direction de l'administration pénitentiaire - qui n'en conteste pas l'existence - expliquant qu'elle n'a pas retrouvé la copie de cette note.

Comment est-il possible de ne pas retrouver trace d'une décision qui apparaît pourtant bel et bien essentielle quant à la prévention de la pathologie virale post-transfusionnelle vis-à-vis des receveurs, et, au-delà, à la santé publique? Les documents inédits dont nous

publions ici le contenu (lire l'encadré ci-dessous) sont révélateurs de l'incohérence de la situation qui, alors, prévalait.

Dès le mois de juin 1983, la Direction générale de la santé et le secrétariat d'Etat à la santé adoptaient le principe d'une « sélection » des donneurs de sang. Celle-ci visait, à l'échelon de chaque centre de transfusion sanguine, à prévenir les contaminations post-transfusionnelles. Les spécialistes pensaient alors avoir accumulé suffisamment de preuves pour établir que le sida pouvait être transmis par les transfusions de sang ou par les dérivés de produits sanguins.

Une circulaire de la Direction générale de la santé devait, les jours suivants, être diffusée à l'ensemble des établissements de transfusion sanguine. Cette circulaire avait pour objet de parvenir à l'exclusion du don du sang des catégories comme les homosexuels ou les hommes bisexuels ayant des partenaires multiples, les utilisateurs de drogues injectables par voie intraveineuse, les personnes originaires d'Afrique et d'Afrique équatoriale ainsi que les partenaires sexuels (femmes ou hommes) des personnes appartenant à ces diverses catégories. Un message devait, parallèlement, être diffusé auprès de l'ensemble des donneurs, soit plus de 2,5 millions de personnes, afin de faire le point sur ces questions et d'engager les personnes à risque à se faire connaître auprès des médecins des centres de transfusion sanguine.

Jusqu'à l'automne 1985

En dépit de cet ensemble de précautions, il apparaît donc aujourd'hui que de nombreuses collectes de sang en milieu carcéral ont été mises en œuvre jusqu'à l'automne 1985 et ce alors même que l'on savait qu'une proportion importante des personnes détenues pouvait correspondre au profil à risque vis-à-vis de l'infection du sida, défini dès l'année 1983. Une telle situation est d'autant plus condamnable que les responsables du Centre national de transfusion sanguine (CNTS) avaient, à l'initiative du professeur Jean-Pierre Soulier, décidé d'abandonner ce type de collecte en milieu carcéral dès 1983, inquiète qu'elle était alors du risque de contamination par le (ou les) virus de l'hépatite virale, dite non A-non B.

Comment comprendre? L'autonomie dont dispose chaque centre de transfusion sanguine est sans doute un élément d'explication,

dans la mesure où elle a permis à ces établissements de ne pas suivre l'attitude du CNTS et, en pratique, de ne pas tenir compte des recommandations de la circulaire de 1983 de la Direction générale de la santé. Il reste néanmoins à saisir les raisons qui ont conduit à une telle sous-estimation du risque infectieux, alors même que les enquêtes épidémiologiques concernant l'hépatite B, l'émergence de l'ensemble des hépatites non A-non B et, a fortiori, le développement de l'épidémie de sida faisaient du sang collecté en milieu carcéral un produit à haut risque infectieux.

Détenu toxicomane

Comment comprendre que la France ait été, après l'enquête effectuée par le docteur Habibi en juillet-août 1985, l'un des derniers pays à prendre la décision de cesser de telles collectes? Comment imaginer que seules les facilités de la collecte en milieu pénitentiaire (peu de frais, volume important des dons) aient été à l'origine d'une telle attitude?

Les chiffres rognés publiés en février 1986 devant la Société de médecine légale et de criminologie de France par une équipe de médecins bordelais témoignent des risques que l'on faisait courir ainsi aux receveurs. Ils établissent, en effet, que plus de la moitié des détenus toxicomanes étaient alors contaminés par le virus du sida. On estimait, par extrapolation, que de 5 % à 20 % de tous les prisonniers français étaient contaminés par le virus, ce qui représentait un pourcentage considérable si on le compare à ceux des donneurs de sang contaminés à l'échelon national (1,25 pour 1 000, le taux variant de 3,3 pour 1 000 en région parisienne à 0 dans les centres ruraux). Pour ne prendre qu'un seul exemple dramatique, on sait que dans l'affaire Courtellemont, du nom de la victime de la première affaire de sida post-transfusionnelle ayant été jugée en France (1), la contamination avait pour origine le sang donné en janvier 1985 par un détenu de la prison de Fleury-Mérogis, connu pour être homosexuel et toxicomane.

JEAN-YVES NAU et FRANCK NOUCHI

(1) La cour d'appel de Paris avait le 7 juillet 1989 confirmé le jugement du tribunal de grande instance de Fontainebleau du 16 décembre 1988 et décidé que M^{me} Courtellemont, victime d'un sida post-transfusionnel, devait toucher 2 300 000 francs.

Le Sénat constitue une mission d'information sur la gestion de la transfusion sanguine. Le Sénat a approuvé, vendredi 15 novembre, la constitution d'une mission d'information commune à quatre commissions - celles des affaires économiques, des affaires sociales, des finances et des lois - ayant pour objet l'étude des conditions de la gestion de la transfusion sanguine en France.

EN BREF

Un attentat dans la région d'Alger a été revendiqué par le FLNC. - Quatre bangladeshi et deux vietnamiens ont été tués à l'explosion par un commando d'une quinzaine de personnes se réclamant du FLNC (Front de libération nationale de la Corse) dans la nuit du vendredi 15 au samedi 16. C'est après avoir neutralisé et évacué un couple et ses deux enfants, dans un village à une quarantaine de kilomètres au sud d'Alger, que les membres du commando ont placé des explosifs dans les habitations situées non loin de là, à Sana et Cala-de-Gigili. - (AFP)

Interpellation près d'Orléans de la fille de Marion Brando. Les policiers du SRPJ d'Orléans ont « investi » à Mézières-lès-Cléry (Loiret), vendredi 15 novembre, la résidence secondaire où se reposait Cheyenne Brando, vingt et un ans, et procédé à l'interpellation de la fille de l'acteur, en vertu d'un mandat d'arrêt pour « complicité d'association ». Délivré par un juge d'instruction de Papete. Ce mandat fait suite à l'assassinat, le 16 mai 1990, dans la villa de Marlon Brando à Hollywood, du concubin de la jeune femme. Accompagnée de son père, Cheyenne a été conduite au palais de justice d'Orléans. Soignée pour un état dépressif, Cheyenne avait

Délinquances urbaines

III. - Montréal, l'île des citoyens-résistants

A la veille de l'ouverture à Paris de la Semaine internationale de prévention de la délinquance, du 18 au 23 novembre, nous avons présenté les politiques suivies à Barcelone (le Monde du 15 novembre) et à Birmingham (le Monde du 16 novembre). Nous terminons notre enquête à Montréal.

MONTREAL

de notre envoyé spécial

« La prostitution c'est fini, les vols surveillés », proclame la bande-roule suspendue au-dessus de la rue de la Visitation. La banderole est optimiste sous la pluie battante, mais une femme en bas résille fait le pied de grue à trois cents mètres de là. Comme pour narguer, à distance raisonnable, le Comité des citoyens contre la drogue et la prostitution qui s'est constitué pour veiller sur la moralité d'un quartier paisible du centre de Montréal.

En trois ans, la rue de la Visitation s'est métamorphosée en lieu de passage. A cause d'une idée lancée par la justice locale : pour chasser les prostituées de leurs secteurs traditionnels, les tribunaux les condamnent à ne plus mettre les pieds dans les zones à red-light et à peep-show. Mais l'idée se révèle perverse : les professionnelles de l'amour ont installé leur commerce devant les maisons des quartiers tranquillement résidentiels. Attirés par ces dames, qui sont presque toutes toxicomanes et se paient une dose en deux ou trois passes, les trafiquants ne tardent pas à affluer. Les « piqueurs » - taiseux où l'on achète des kits (seringue, héroïne, citron) à consommer sur place - frent leur apparition rue de la Visitation.

D'autres quartiers calmes de l'île de Montréal se sont mobilisés contre les indésirables. Des « pique-niques » ont été organisés dans des parcs où les riverains s'ingénient à trouver préservatifs et seringues dans les bacs à sable. Des autocollants ont affiché sur les murs le numéro d'une ligne téléphonique spéciale de la police : on peut y communiquer aussi bien l'adresse d'une « piqueur » que les chiffres minéralogiques de voitures suspectes; l'anonymat des informateurs est garanti. Quand plus de 60 % de habitants d'un quartier participent à sa surveillance, la municipalité installe des panneaux indiquant aux cambrioleurs que ce secteur est protégé.

« Prévention communautaire »

« On va frapper aux portes pour inviter les voisins à jeter dans la rue leur sécurité », dit M^{me} Lucie Fourrier, directrice de YMCA, une des associations soutenues par la ville pour mobiliser les habitants aux côtés de la police. On distribue des brochures de prévention, des lettres et les cambrioleurs, avec des informations pratiques pour mieux se protéger. Sous l'effet de mesures telles que le renforcement des portes ou le burinage du numéro de permis de conduire sur les objets de valeur, le nombre de cambriolages a chuté dans les secteurs qui se sont impliqués.

Tout un arsenal de « programmes de prévention communautaire » ont vu le jour dans les quartiers. Ici, on s'entraîne en déneigeant l'entrée d'un voisin afin d'éviter que son absence soit remarquée par les voleurs. Là, des autocollants ont été apposés sur des centaines de par-

brise pour signaler des véhicules de résidents n'ayant pas à circuler une fois la nuit tombée. On veut ainsi réduire les vols d'autos dont la progression est, comme dans les autres grandes cités nord-américaines, vertigineuse.

« Avertir les criminels qu'on est organisé, c'est déjà beaucoup », déclarent à l'unisson les militants des quartiers. Chacun sait toutefois que la mobilisation d'un secteur conduit généralement à transporter la délinquance « dans la cour du voisin ». Obtenir la coopération des habitants avec la police reste, d'ailleurs, beaucoup plus facile dans les zones habitées par des couples « Dinks » (Double income no kids : deux salaires et pas d'enfant) que dans les quartiers « BS » où dominent des familles percevant les allocations de « bien-être social ». Quant aux troupes de rue contrôlées par les « posers », version locale de gangs de trafiquants, il n'est plus possible d'y pénétrer, le soir, sans être escortés par leurs hommes de main.

D'autres actions cherchent à aller au-delà d'un quartier en impliquant des groupes entiers. A la rentrée de septembre, cent mille lettres ont été adressées aux parents d'élèves pour indiquer les chemins de l'école particulièrement surveillés par les policiers. L'opération « Nez-rouge » vise, elle, les automobilistes ivres qui peuvent recourir à des bénéfices chargés de les conduire à bon port. Dans le Village Gay du centre-sud, la communauté homosexuelle a vu débarquer des policiers spécialisés qui essaient d'inciter les victimes d'agressions à déposer plainte (au moins dix meurtres de gays ont été commis depuis 1989).

Un job de « gros bras »

Sous la pression des organisations féministes, les policiers ont aussi reçu une formation sur les violences conjugales. « Il y a cinquante ans au Québec, on tolérait que le mari batte sa femme », commente le lieutenant-détective chargé du dossier, à condition qu'il le fasse avec un bâton pas plus grand que son avant-bras et pas plus gros que son pouce... Aujourd'hui, que la victime veuille ou non déposer plainte, les policiers ont l'obligation de porter l'affaire devant la justice pour voie de fait, au lieu de la classer sans suite comme un simple trouble du voisinage.

D'ici à l'an 2000, les femmes devront former un tiers des quatre mille trois cents policiers de l'île (10 % aujourd'hui). Un programme d'embauche a en effet été planifié pour essayer de combler les fossés existant entre la police et certaines communautés : les « minorités visibles » devront passer à 6 % (au lieu d'1 % de Noirs, d'Asiatiques et de Latino-américains, à l'heure actuelle) et les « autochtones » grimperont jusqu'à 1 % (on ne compte encore que trois Amérindiens). Cela ne rapprochera pas forcément les policiers de la population, enfermés qu'ils sont dans leurs grosses Chevrolet et attachés qu'ils restent à une vision répressive d'un métier considéré comme « un job de gros bras ». Mais cela ouvrira une possibilité de promotion sociale à d'autres couches de la société québécoise : avec 30 000 francs par mois, les « patrouilleurs » gagnent des salaires deux fois plus élevés que leurs collègues français.

Les relations entre police et « minorités visibles » risquent en tout cas de se durcir, même si la situation est moins dégradée à Montréal que dans les ghettos noirs

américains. Le 3 juillet, un Noir de vingt-quatre ans, Marcellus François, a été tué d'une balle dans la tête par un tireur d'élite de la police qui l'avait confondu avec un dangereux criminel. Un autre jeune Noir avait été abattu, quatre ans plus tôt, dans la cour d'un poste de police. « Mes gars et mes filles ont ont ras-le-bol d'être traités de meurtriers et de racistes », a répliqué le président de la Fraternité des policiers et policiers. M. Yves Prud'homme.

Le maire de la ville, M. Jean Doré, souhaite développer sa politique de « prévention communautaire » pour éviter « le piège du racisme ». Montréal, en effet, a craint le pire quand, peu après la mort de Marcellus François, des centaines de jeunes Blancs ont violemment attaqué un groupe de Noirs qui s'étaient installés dans leur quartier de Maisonneuve. Un an après la révolte des Mohawks, le spectre des affrontements ethniques a plané sur le Québec.

ÉRICH INCIVAN
FIN

Tolérance zéro MONTREAL

de notre envoyé spécial

En talons aiguilles et minijupe assortie à son maquillage rose fluo, une caricature de droguée assiste au briefing qui se tient dans la grande salle du commissariat à Montréal. Sa présence ne surprend plus la centaine de policiers participant aux opérations anti-droque : leur consœur est un agent double chargée d'infiltrer les réseaux de trafiquants. Un rôle majeur dans un scénario qui rejoue, nuit après nuit, le police de Montréal.

L'attaque d'une « crack house » est au programme de ce soir. Des locataires anonymes ont appelé une ligne téléphonique spéciale pour dénoncer la présence d'un trafiquant dans leur immeuble de la Petite-Bourgogne. La police en minijupe a vérifié l'information : elle est déjà venue dans l'appartement, aeu, acheter quelques cailloux. Une meute de policiers est désormais sur ses talons. Ils donneront l'assaut quand leur collègue aura confirmé la présence du trafiquant.

D'un coup de bélier, la porte de l'appartement est défoncée. Casque sur le tête et mitraillette au poing, un commando d'é choc déboule au milieu d'une famille familiale - une grand-mère et trois gamins en train de regarder une série télévisée - qui se sous-loue une chambre au dealer. Avant d'avoir pu jeter dix « roches » de crack (100 francs pièce) dans la cuvette des toilettes, l'homme est plaqué au sol et menotté. Une heure plus tard, la porte d'un autre appartement, dans un autre quartier, vole en éclats. D'un épisode à l'autre, le scénario de la guerre contre la drogue varie peu. Ce coup-ci, les policiers s'emparent de deux petits grammes de cocaïne et d'un couple de trafiquants. Les portes du studio sont aussitôt condamnées par un menuisier qui suit, avec ses marteaux, l'expédition.

« On réalise une trentaine d'opérations-balayage chaque semaine », commente M. Claude Morin, chef de la brigade anti-stupéfiants. La situation a dégrisé après 1989 quand le crack est arrivé. Pour enrayer le fléau, Montréal a décidé d'employer la manière forte en lançant un programme Tolérance zéro. Toute personne trouvée en possession de drogue, même en petite quantité, est citée devant les tribunaux. Montréal ne veut pas rassembler à New-York, où des blocs entiers de maisons sont tombés sous la coupe des trafiquants. Mais jamais la cocaïne et l'héroïne n'ont été aussi pures et abondantes dans les rues d'une mégapole québécoise qui est devenue une plaque tournante du commerce des stupéfiants vers les États-Unis. Et la guerre de gangs, au fur et à mesure que le trafic, a déjà provoqué des dizaines de morts à Montréal.

É. IN.

« Eviter la collecte en milieu pénitentiaire »

Lors de la réunion de la commission consultative nationale de la transfusion sanguine du 7 novembre 1986, le docteur Bahman Heblbi (CNTS) avait remis aux participants un rapport sur « la collecte du sang en milieu carcéral ». Ce rapport indiquait que plusieurs études en France et à l'étranger montraient que « le milieu carcéral compte une proportion non négligeable de personnes risquant de transmettre le virus B de l'hépatite et le LAV associé au sida ».

D'autre part, écrivait le docteur Heblbi, une enquête faite dans vingt-cinq pays montrait qu'à part trois ou quatre exceptions, « les organismes chargés de la collecte de sang dans ces pays s'abstiennent de prélever en milieu pénitentiaire ». Compte tenu de ces données, pouvait-on lire dans le rapport, « la Société nationale de transfusion sanguine recommande aux établissements de transfusion sanguine en France d'éviter la collecte de sang en milieu pénitentiaire comme dans tout lieu où l'activité comportant potentiellement un nombre élevé de personnes à risque dont l'exclusion peut en pratique s'avé-

rer difficile au moment du don ».

Ce document fut ensuite adopté, au cours de la même séance, par la commission. Son président, le professeur Jean Ducoq (CTS de Purpan, Toulouse), déclara cependant craindre que « l'éviction des prisons des lieux de collecte habituelle renforce l'isolement psychologique des détenus ». La docteur Michel Garreta (directeur général du CNTS) estima pour sa part nécessaire d'être « ferme » sur la recommandation de ne pas prélever dans les collectivités à risque.

Le risque varie de 1 à 5

Le docteur Jean-Baptiste Brunet (Direction générale de la santé) indique qu'il « approuve » cette position, ajoutant que « les précautions ne sont pas efficaces à 100 % ». « Si l'on compare les résultats des CTS en fonction des lieux où ils prélevaient, explique-t-il, le risque varie de 1 à 5. En ce qui concerne les prisons, une position de la Chancellerie aurait été préférable, mais celle-ci ne l'a pas souhaitée ».

J.-Y. N. et F. N.

سنة ١٤١٢ هـ

SPECTACLES

SAMEDI 16 - DIMANCHE 17 NOVEMBRE

CINÉMAS

LA CINÉMATHEQUE

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)

SAMEDI

10 ans de Pordenone : Programme Max Linder, 15 h ; Cretinetti ha rubato un lappero (1989), de Giovanni Pastore, 17 h ; Voglio tradire mio marito (1925), de Mario Camerini ; Karl Valentin Hochzeit (1912) ; Der Neue Schreibisch (1914), de Karl Valentin ; Lulu (1917), d'Alexander von Antalfy, 18 h ; Die Teufelskirche (1918), de Hans Mierendorff ; Mayre aus Berlin (1919), d'Ernst Lubitsch, 21 h.

DIMANCHE
10 ans de Pordenone : Crano di Borge (1922), d'Augusto Genina, 15 h ; That Certain Thing (1927), de Frank Capra, 17 h ; Cœur fidèle (1923), de Jean Epstein, 18 h ; Dr. Gar et l'homme, d'Édouard Séguy, 21 h.

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)

SAMEDI

Festival de la francophonie : Visages de femmes (1989), de Gérard Philouze, 15 h ; Sarraounia (1986), de Med Hondo, 20 h ; 10 ans de Pordenone : Mendrin (1923), d'Henri Fescourt, 20 h 30 ; Mendrin (1923), d'Henri Fescourt, 20 h 30.

DIMANCHE

10 ans de Pordenone : Alexandrie encore et toujours (1990), de Youssef Chahine, 18 h ; La vie est belle (1997), de Benoît Lamy et Ngangura Mwaza, 20 h ; 10 ans de Pordenone : Après le plus beau temps (1918), de Cecil S. de Mille, 15 h 30 ; Petit Démon (1917), de Marshall Neilan, 18 h 30 ; Cauchemars et Suppressions (1919), de Victor Fleming, 20 h 30.

CENTRE GEORGES POMPIDOU

SALLE GARANCE (42-78-37-29)

SAMEDI

Hommage à la Warner Bros : Chercheuses d'or (1937, v.o. s.t.f.), de Lloyd Bacon, 14 h 30 ; Alice n'est plus ici (1975, v.o. s.t.f.), de Martin Scorsese, 17 h 30 ; La France dans le sang (1961, v.o. s.t.f.), d'Éric Karan, 20 h 30.

DIMANCHE

Hommage à la Warner Bros : Les Aventures du capitaine Wyatt (1951, v.o. s.t.f.), de Raoul Walsh, 14 h 30 ; Colère noire (1956, v.o. s.t.f.), de Frank Tuttle, 17 h 30 ; Le Prince de New-York (1981, v.o. s.t.f.), de Sidney Lumet, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, grande galerie, porte Saint-Eustache, 14 h 30

(40-29-34-30)

SAMEDI

L'Empire des médias : Quatrième Pouvoir ? : Émile Zola ou la Conscience humaine (1979) de Stelio Lorenzi, 14 h 30 ; Rétrospective de magazines d'actualités : V3 le Nouveau Vendred (1982) de Jean-Marie Cavada, les Mercredis de l'information (1981) de Michel Tholouze, 18 h 30 ; Rétrospective des prix Albert-Londres : J'ai douze ans et je fais la guerre (1990) de Gilles de Maistre, la Taupie (1991) d'Hervé Bruni, Dominique Torce et Jean-Marie Lequerrier, 19 h 30 ; Les Combattants de l'insolence (1985) de Christophe de Pontilly, Philippe Rochon (1986), 20 h 30.

DIMANCHE

L'Empire des médias : Quatrième Pouvoir ? : Émile Zola ou la Conscience humaine (1979) de Stelio Lorenzi, 14 h 30 ; Rétrospective de magazines d'actualités : 7 sur 7 (1982) de Jean-Louis Burget et Erik Gilbert, l'Assiette anglaise (1987) de Bernard Rapp, 15 h 30 ; Rétrospective des prix Albert-Londres : Berthe : sa deuxième vie (1988) de Daniel Lecomte, les Enfants de la honte (1991) de Denis Vincenti et Patrick Schmitt, 18 h 30 ; J'ai douze ans et je fais la guerre (1990) de Gilles de Maistre, la Taupie (1991) d'Hervé Bruni, Dominique Torce et Jean-Marie Lequerrier, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

A PROPOS D'HENRI (A. v.o.) : UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; UGC Belparc, 8 (45-52-20-40) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-44-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-78-79) ; Sienvie Montparnasse, 15 (45-44-25-02) ; UGC Maillot, 17 (40-58-00-18) ; v.l. : UGC Montparnasse, 8 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 8 (47-42-58-31) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27).

ALICE (A. v.o.) : Cinoche, 6 (46-33-10-82).

LES AMANTS DU PONT-NEUF (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-28-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Espace Saint-Michel, 5 (44-07-20-49) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-58-19-08) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Les Nations, 12 (43-43-04-87) ; Gaumont la Fayette bis, 13 (47-07-55-89) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-94-50) ; Sept Parnassiens, 15 (45-44-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-78-79) ; Sienvie Montparnasse, 15 (45-44-25-02) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathe Wexler, 19 (45-22-45-01).

L'AMOUR AVEC DES GANTS (A. v.o.) : 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83).

L'AMOUR EN OEUX (Fr.-Suis.-Bel.) : 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83).

AN ANGEL AT MY TABLE (Info-zélandais, v.o.) : Images d'ailleurs, 5 (45-87-18-09) ; Lucerna, 6 (45-44-57-34).

ATLANTIS (Fr.) : Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).

AY CARMELA (Esp., v.o.) : Latina, 4 (42-78-47-86) ; Lucerna, 6 (45-44-57-34).

BACKRAFT (A., v.f.) : Hollywood Boulevard, 9 (47-70-10-41).

LA BANDE A PISOU (A., v.f.) : Cinoche, 6 (45-33-10-82) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-93-50) ; République Cinéma, 11 (48-05-51-33) ; Seine-Lambert, 15 (45-32-91-88) ; Denfert, 14 (43-21-41-01).

BARTON FINK (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-29) ; Reflet Logos, 5 (43-54-42-34) ; UGC Belparc, 8 (45-52-20-40) ; La Bastille, 11 (43-07-48-80) ; Escorial, 13 (47-07-29-04) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20).

LA BELLE NOISEUSE (Fr.) : La Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beauregard, 6 (42-22-67-23).

LES BRANCHES DE L'ARREBRE (Fr.-Ind., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00).

LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A., v.o.) : Denfert, 14 (43-21-41-01) ; Grand Pavois, 15 (45-44-48-85).

LES CLÉS DU PARADIS (Fr.) : Rex, 2 (42-59-53-53) ; Ciné Beaubourg, 3 (42-51-52-36) ; UGC Denfert, 6 (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 8 (45-74-94-94) ; Pathe Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; UGC Belparc, 8 (45-52-20-40) ; Paramount Opéra, 8 (47-42-58-31) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelin, 13 (45-61-94-95) ; Miroir, 14 (45-39-52-43) ; Pathe Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-50) ; UGC Belparc, 15 (45-52-20-40) ; Pathe Wexler, 19 (45-22-45-01) ; Pathe Clichy, 19 (45-22-45-01).

HOT SHOTS 1 (A., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Denfert, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 8 (45-74-94-94) ; George V, 8 (45-62-41-48) ; UGC Normandie, 8 (45-63-16-16) ; v.l. : Pathe Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Rex, 2 (42-59-53-53) ; UGC Montparnasse, 8 (45-74-94-94) ; Pathe Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; UGC Belparc, 8 (45-52-20-40) ; Paramount Opéra, 8 (47-42-58-31) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelin, 13 (45-61-94-95) ; Miroir, 14 (45-39-52-43) ; Pathe Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-50) ; UGC Belparc, 15 (45-52-20-40) ; Pathe Wexler, 19 (45-22-45-01) ; Pathe Clichy, 19 (45-22-45-01).

L'INSOUTENABLE LÉGÈRE DE L'ETRE (A., v.o.) : Cinoche, 6 (45-33-10-82).

J'ENTENDS PLUS LA GUITARE (Fr.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47) ; Denfert, 14 (43-21-41-01) ; Studio 28, 19 (48-06-38-07).

JACQUOT DE NANTES (Fr.) : Lucerna, 6 (45-44-57-34).

JAMAIS SANS MA FILLE (A., v.f.) : Paramount Opéra, 8 (47-42-58-31).

JESUIT JOE (Fr., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathe Beaubourg, 3 (42-51-52-36) ; UGC Denfert, 6 (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 8 (45-74-94-94) ; Pathe Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; UGC Belparc, 8 (45-52-20-40) ; Paramount Opéra, 8 (47-42-58-31) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelin, 13 (45-61-94-95) ; Miroir, 14 (45-39-52-43) ; Pathe Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-50) ; UGC Belparc, 15 (45-52-20-40) ; Pathe Wexler, 19 (45-22-45-01) ; Pathe Clichy, 19 (45-22-45-01).

JUSQU'AU SOUL DU MONDE (Fr.-Autr., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Saint-André-des-Arts, 1 (45-08-57-57) ; UGC Denfert, 6 (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-82-82).

LES FILMS NOUVEAUX

EUROPA. Film danois-suédois de Lars von Trier, v.o. : Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Ciné Beaubourg, 3 (42-51-52-36) ; UGC Denfert, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 8 (45-74-94-94) ; La Pagode, 7 (47-05-12-15) ; UGC Champs-Élysées, 8 (45-52-20-40) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; UGC Maillot, 17 (40-58-00-18) ; v.l. : Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27).

LES FLEURS DU MAL. Film français de Jean-Pierre Rieu : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-29) ; Pathe Beaubourg, 3 (42-51-52-36) ; UGC Denfert, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 8 (45-74-94-94) ; La Pagode, 7 (47-05-12-15) ; UGC Champs-Élysées, 8 (45-52-20-40) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; UGC Maillot, 17 (40-58-00-18) ; v.l. : Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27).

HARLEY DAVIDSON ET L'HOMME AUX SAUTAGES. Film américain de Simon Wincer, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathe Beaubourg, 3 (42-51-52-36) ; UGC Denfert, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 8 (45-74-94-94) ; La Pagode, 7 (47-05-12-15) ; UGC Champs-Élysées, 8 (45-52-20-40) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; UGC Maillot, 17 (40-58-00-18) ; v.l. : Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27).

LA PLAINE DE L'IMPÉRIER. Film allemand de Peter Bause, v.o. : Les Trois Loups, 6 (45-33-10-82) ; 7-77.

QUOI DE NEUF, BOB ? Film américain de Frank Oz, v.o. : Ciné Beaubourg, 3 (42-51-52-36) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-82-82) ; UGC Belparc, 8 (45-52-20-40) ; Paramount Opéra, 8 (47-42-58-31) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelin, 13 (45-61-94-95) ; Miroir, 14 (45-39-52-43) ; Pathe Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-50) ; UGC Belparc, 15 (45-52-20-40) ; Pathe Wexler, 19 (45-22-45-01) ; Pathe Clichy, 19 (45-22-45-01).

VOYAGE VERS L'ESPOIR. Film suisse de Xavier Koller, v.o. : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-29) ; Pathe Beaubourg, 3 (42-51-52-36) ; UGC Denfert, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 8 (45-74-94-94) ; La Pagode, 7 (47-05-12-15) ; UGC Champs-Élysées, 8 (45-52-20-40) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; UGC Maillot, 17 (40-58-00-18) ; v.l. : Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27).

MALINA. Film allemand de Werner Schroeter, v.o. : Europa Pandion (ex-Reflet Panthéon), 5 (43-54-15-04).

OOSTENDE. Film français d'Eric Vautier, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathe Beaubourg, 3 (42-51-52-36) ; UGC Denfert, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 8 (45-74-94-94) ; La Pagode, 7 (47-05-12-15) ; UGC Champs-Élysées, 8 (45-52-20-40) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; UGC Maillot, 17 (40-58-00-18) ; v.l. : Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27).

LA PLAINE DE L'IMPÉRIER. Film allemand de Peter Bause, v.o. : Les Trois Loups, 6 (45-33-10-82) ; 7-77.

QUOI DE NEUF, BOB ? Film américain de Frank Oz, v.o. : Ciné Beaubourg, 3 (42-51-52-36) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-82-82) ; UGC Belparc, 8 (45-52-20-40) ; Paramount Opéra, 8 (47-42-58-31) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelin, 13 (45-61-94-95) ; Miroir, 14 (45-39-52-43) ; Pathe Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-50) ; UGC Belparc, 15 (45-52-20-40) ; Pathe Wexler, 19 (45-22-45-01) ; Pathe Clichy, 19 (45-22-45-01).

VOYAGE VERS L'ESPOIR. Film suisse de Xavier Koller, v.o. : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-29) ; Pathe Beaubourg, 3 (42-51-52-36) ; UGC Denfert, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 8 (45-74-94-94) ; La Pagode, 7 (47-05-12-15) ; UGC Champs-Élysées, 8 (45-52-20-40) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; UGC Maillot, 17 (40-58-00-18) ; v.l. : Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27).

MALINA. Film allemand de Werner Schroeter, v.o. : Europa Pandion (ex-Reflet Panthéon), 5 (43-54-15-04).

OOSTENDE. Film français d'Eric Vautier, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathe Beaubourg, 3 (42-51-52-36) ; UGC Denfert, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 8 (45-74-94-94) ; La Pagode, 7 (47-05-12-15) ; UGC Champs-Élysées, 8 (45-52-20-40) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; UGC Maillot, 17 (40-58-00-18) ; v.l. : Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27).

LA PLAINE DE L'IMPÉRIER. Film allemand de Peter Bause, v.o. : Les Trois Loups, 6 (45-33-10-82) ; 7-77.

QUOI DE NEUF, BOB ? Film américain de Frank Oz, v.o. : Ciné Beaubourg, 3 (42-51-52-36) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-82-82) ; UGC Belparc, 8 (45-52-20-40) ; Paramount Opéra, 8 (47-42-58-31) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelin, 13 (45-61-94-95) ; Miroir, 14 (45-39-52-43) ; Pathe Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-50) ; UGC Belparc, 15 (45-52-20-40) ; Pathe Wexler, 19 (45-22-45-01) ; Pathe Clichy, 19 (45-22-45-01).

VOYAGE VERS L'ESPOIR. Film suisse de Xavier Koller, v.o. : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-29) ; Pathe Beaubourg, 3 (42-51-52-36) ; UGC Denfert, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 8 (45-74-94-94) ; La Pagode, 7 (47-05-12-15) ; UGC Champs-Élysées, 8 (45-52-20-40) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; UGC Maillot, 17 (40-58-00-18) ; v.l. : Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27).

MALINA. Film allemand de Werner Schroeter, v.o. : Europa Pandion (ex-Reflet Panthéon), 5 (43-54-15-04).

OOSTENDE. Film français d'Eric Vautier, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathe Beaubourg, 3 (42-51-52-36) ; UGC Denfert, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 8 (45-74-94-94) ; La Pagode, 7 (47-05-12-15) ; UGC Champs-Élysées, 8 (45-52-20-40) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; UGC Maillot, 17 (40-58-00-18) ; v.l. : Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27).

LA PLAINE DE L'IMPÉRIER. Film allemand de Peter Bause, v.o. : Les Trois Loups, 6 (45-33-10-82) ; 7-77.

QUOI DE NEUF, BOB ? Film américain de Frank Oz, v.o. : Ciné Beaubourg, 3 (42-51-52-36) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-82-82) ; UGC Belparc, 8 (45-52-20-40) ; Paramount Opéra, 8 (47-42-58-31) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelin, 13 (45-61-94-95) ; Miroir, 14 (45-39-52-43) ; Pathe Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-50) ; UGC Belparc, 15 (45-52-20-40) ; Pathe Wexler, 19 (45-22-45-01) ; Pathe Clichy, 19 (45-22-45-01).

VOYAGE VERS L'ESPOIR. Film suisse de Xavier Koller, v.o. : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-29) ; Pathe Beaubourg, 3 (42-51-52-36) ; UGC Denfert, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 8 (45-74-94-94) ; La Pagode, 7 (47-05-12-15) ; UGC Champs-Élysées, 8 (45-52-20-40) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; UGC Maillot, 17 (40-58-00-18) ; v.l. : Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27).

MALINA. Film allemand de Werner Schroeter, v.o. : Europa Pandion (ex-Reflet Panthéon), 5 (43-54-15-04).

OOSTENDE. Film français d'Eric Vautier, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathe Beaubourg, 3 (42-51-52-36) ; UGC Denfert, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 8 (45-74-94-94) ; La Pagode, 7 (47-05-12-15) ; UGC Champs-Élysées, 8 (45-52-20-40) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; UGC Maillot, 17 (40-58-00-18) ; v.l. : Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27).

LA PLAINE DE L'IMPÉRIER. Film allemand de Peter Bause, v.o. : Les Trois Loups, 6 (45-33-10-82) ; 7-77.

QUOI DE NEUF, BOB ? Film américain de Frank Oz, v.o. : Ciné Beaubourg, 3 (42-51-52-36) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-82-82) ; UGC Belparc, 8 (45-52-20-40) ; Paramount Opéra, 8 (47-42-58-31) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelin, 13 (45-61-94-95) ; Miroir, 14 (45-39-52-43) ; Pathe Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-50) ; UGC Belparc, 15 (45-52-20-40) ; Pathe Wexler, 19 (45-22-45-01) ; Pathe Clichy, 19 (45-22-45-01).

VOYAGE VERS L'ESPOIR. Film suisse de Xavier Koller, v.o. : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-29) ; Pathe Beaubourg, 3 (42-51-52-36) ; UGC Denfert, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 8 (45-74-94-94) ; La Pagode, 7 (47-05-12-15) ; UGC Champs-Élysées, 8 (45-52-20-40) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; UGC Maillot, 17 (40-58-00-18) ; v.l. : Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27).

MALINA. Film allemand de Werner Schroeter, v.o. : Europa Pandion (ex-Reflet Panthéon), 5 (43-54-15-04).

OOSTENDE. Film français d'Eric Vautier, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathe Beaubourg, 3 (42-51-52-36) ; UGC Denfert, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 8 (45-74-94-94) ; La Pagode, 7 (47-05-12-15) ; UGC Champs-Élysées, 8 (45-52-20-40) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; UGC Maillot, 17 (40-58-00-18) ; v.l. : Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27).

LA PLAINE DE L'IMPÉRIER. Film allemand de Peter Bause, v.o. : Les Trois Loups, 6 (45-33-10-82) ; 7-77.

QUOI DE NEUF, BOB ? Film américain de Frank Oz, v.o. : Ciné Beaubourg, 3 (42-51-52-36) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-82-82) ; UGC Belparc, 8 (45-52-20-40) ; Paramount Opéra, 8 (47-42-58-31) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelin, 13 (45-61-94-95) ; Miroir, 14 (45-39-52-43) ; Pathe Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-50) ; UGC Belparc, 15 (45-52-20-40) ; Pathe Wexler, 19 (45-22-45-01) ; Pathe Clichy, 19 (45-22-45-01).

VOYAGE VERS L'ESPOIR. Film suisse de Xavier Koller, v.o. : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-29) ; Pathe Beaubourg, 3 (42-51-52-36) ; UGC Denfert, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 8 (45-74-94-94) ; La Pagode, 7 (47-05-12-15) ; UGC Champs-Élysées, 8 (45-52-20-40) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; UGC Maillot, 17 (40-58-00-18) ; v.l. : Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27).

MALINA. Film allemand de Werner Schroeter, v.o. : Europa Pandion (ex-Reflet Panthéon), 5 (43-54-15-04).

OOSTENDE. Film français d'Eric Vautier, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathe Beaubourg, 3 (42-51-52-36) ; UGC Denfert, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 8 (45-74-94-94) ; La Pagode, 7 (47-05-12-15) ; UGC Champs-Élysées, 8 (45-52-20-40) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; UGC Maillot, 17 (40-58-00-18) ; v.l. : Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27).

LA PLAINE DE L'IMPÉRIER. Film allemand de Peter Bause, v.o. : Les Trois Loups, 6 (45-33-10-82) ; 7-77.

QUOI DE NEUF, BOB ? Film américain de Frank Oz, v.o. : Ciné Beaubourg, 3 (42-51-52-36) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-82-82) ; UGC Belparc, 8 (45-52-20-40) ; Paramount Opéra, 8 (47-42-58-31) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelin, 13 (45-61-94-95) ; Miroir, 14 (45-39-52-43) ; Pathe Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-50) ; UGC Belparc, 15 (45-52-20-40) ; Pathe Wexler, 19 (45-22-45-01) ; Pathe Clichy, 19 (45-22-45-01).

CULTURE

ARTS

Fruits confits

Delvaux au Salon des indépendants :
peinture ou pâtisserie ?

Messieurs les organisateurs du Salon des indépendants sont en colère contre la *Monde*. Ils ont affiché au Grand Palais une longue protestation écrite qui dénonce la « déshérence » des « culottes » qui, selon eux, écrivent dans ce journal. Pourquoi ce courroux et ces petites insultes ? Pour une comparaison exorbitante qui assimile la rétrospective Delvaux à l'intérieur du Salon à une « cerise confite sur [un] gâteau trop épais » (la *Monde* Arts et spectacles du 7 novembre).

Eh bien ! messieurs les organisateurs du Salon des indépendants ont raison, autant le reconnaître honnêtement. La peinture d'André Delvaux n'évoque pas une « cerise confite », ni celle des indépendants un « gâteau », fût-il très épais. Pour la seconde, il aurait fallu écrire « bouillie ».

On ne saurait imaginer exagération plus accablante qu'une déambulation entre les tentes, les milliers de tableaux accrochés par les sociétaires dans les stands qui étaient le mois dernier ceux de la FIAC. On y croise de très rares visiteurs, hagards, défaits, qui hésitent entre la fuite et l'immolation. Partout des ports bretons vernis, des nus gélati-

neux, des bouquets de glaïeuls pleurés, des paysages provocateurs huileux, des abstractions glauques... N'en parlons pas.

Oh les visiteurs se pressent, attirés par la réclame et les magazines du week-end, c'est dans les salons bleus nuit où sont pendus les tableaux de la rétrospective Paul Delvaux. On y voit, rangée dans un ordre à peu près chronologique, une forte quantité d'œuvres sur toile qui figurent presque toutes des femmes nues et, selon la cas, un train de marchandises, une gare de campagne, une salle des pas perdus. Les nus sont neutres et propres, sans épaisseur ni densité, l'œil vide et les cheveux peignés, parfaitement pudiques donc, même quand l'autour les écartèle dans des poses qui aspirent à la lubricité. Les locomotives, les pendules et les charpentes métalliques sont représentées avec un luxe formidable de détails bien initiés.

Voilà de la peinture vraiment bien peu gênante, légèrement sucrée, fade, molle. Carissa ? Non. Guimera.

PHILIPPE DAGEN

Salon des indépendants, Grand Palais. Jusqu'au 24 novembre.

CINÉMA

Danse avec les fous

Quand une grande chorégraphe s'essaye au cinéma

LA PLAINTÉ
DE L'IMPRÉTRICÉ
de Pina Bausch

Le chemin de Pina Bausch, avait déjà croisé le cinéma : elle fut passagère aristocratique sur la *Mave* de Fellini, la cinéaste Chantal Ackerman fit le voyage de Wuppertal pour tourner *Un Jour Pina a demandé...* Mais qu'est-ce qui a poussé la grande chorégraphe à faire, à son tour, un film ? Pas seulement enregistrer sur pellicule la trace de son travail, à de légères fins de conservation, mais concevoir et réaliser un film ?

Les premières images de la *Plainte de l'imprétréc* semblent donner une première réponse : filmer, c'est pouvoir sortir de scène, du théâtre, c'est avoir accès à l'espace et à la nature. De fait, les saisons, les éléments, les météores, les rues de la ville jouent un grand rôle dans les « tableaux dansés » qui composent le film. Mais l'idée vient vite que jamais Pina Bausch n'eut besoin d'un véritable champ bourbeux pour engager ses personnages, qu'elle fut toujours, avec les artifices de son

art d'origine, recréer l'absurde urbain, ou les signes de la nature.

Le report sur l'image, autre piste, mène encore moins loin : le patchwork de musiques « ethniques », qui compose la bande son reste en arrière-plan, est moins présent que sur scène. Et la beauté photographique des prises de vue n'est manifestement pas le but visé. Quant au montage, il s'avoue vite vaincu face au tempo imposé, qui est celui des numéros dansés, blocs de durée sans grande pertinence cinématographique.

Reste, à la fin, celui, l'usage du gros plan, privilège de la caméra. Mais ce personnage qui arpente une salle de répétition, caressant avec nostalgie la barre d'exercice, suggère qu'il n'était pas nécessaire de se sauver ailleurs. Le meilleur de la *Plainte de l'imprétréc*, ses beaux délices, ses points grinçants d'humour et ses caricatures tracées d'une main lente et égarée, mélange de grâce et d'obscurité aux franges du quotidien, ne doivent rien au cinéma, et tout à Pina Bausch, la chorégraphe.

JEAN-MICHEL FRODON

FONT ET VAL

CONNARD LAND

TLP DEJAZET - LOC. 42 74 20 50
41, bd du Temple - Place de la République

MUSIQUES

Un Rossini en or massif

Les extravagances d'une production lyrique qui pratique la vérité des prix

9 500 F. Près d'un million de centimes pour accéder à l'une des meilleures places d'orchestre du Théâtre des Champs-Élysées lors de la soirée de gala qui verra, le 20 février, la « récréation » française du *Voyage à Reims*, comédie de Rossini en un acte, sur un livret inspiré du *Voyage en Italie* de Madame de Staël. L'œuvre n'avait jamais été reprise, à Paris, depuis sa création le 19 juin 1825, à l'occasion du couronnement de Charles X. Pour 9 500 F par tête, on aura le droit de savourer cet acte unique dans la distribution luxueuse exigée par Rossini (Giordano, Valotti, Ferreri, Cuperi, Fabricini, Studer, pour les seules dames). Puis on offrira en compagnie du maestro Claudio Abbado. Le droit de quitter le théâtre l'estomac creux ou coïté « que » 7 500 F (premières loges de face, corbeilles) et 5 000 F (premières loges 3/4 et 1^{er} balcon). Ces tarifs prohibitifs seront le privilège de trois cent cinquante généreux « souscripteurs », sans lesquels « la récréation à Paris du Voyage à Reims n'aurait pu avoir lieu ».

L'accès au reste de la salle coûtera entre 400 F et 150 F, prix maintenus pour les cinq représentations ultérieures (les 22, 24, 26, 28 février et le 1^{er} mars). Depuis que l'œuvre, reconstituée par les musicologues italiens, avait

revu le jour en 1984 au Festival rossinien de Pesaro, tous les directeurs d'Opéra ont rêvé de l'acquiescer, dans la mise en scène merveilleusement pince-sans-rire de Luca Ronconi et la scénographie de Gae Aulenti. Ainsi le *Voyage à Reims* a beaucoup circulé, de la Scala de Milan à Tokyo, en passant par l'Opéra de Vienne, où il fut filmé par les caméras de la télévision (et retransmis sur les antennes de FR3, le 20 janvier 1988).

Deux fois le SMIC

Fallait-il dans ces conditions que le Théâtre des Champs-Élysées, établissement non subventionné, se lance dans une production aussi onéreuse (plus de 15 millions de francs pour ces six représentations), reprise d'un spectacle filmé, enregistré sur disque (objet DG), certes somptueusement monté et chanté, mais qui n'est tout de même pas le *Soulier de satin* du répertoire lyrique ?

Alain Durel, l'actuel directeur général du théâtre de l'avenue Montaigne, y avait répondu. Il a préféré placer ses billes sur une opération Lully qui verra en décembre pour un budget autrement raisonnable (4 millions de francs), dans le cadre d'une co-

production avec l'Opéra de Montpellier et au sein d'un vaste cycle de concerts et de conférences, la remise sur scène d'*Alceste*, d'abord au Théâtre royal de Versailles (prix des places : de 300 F à 2 500 F), puis aux Champs-Élysées (de 200 F à 600 F). Les Parisiens allaient-ils finalement devoir se passer du *Voyage à Reims* en cette année du bicentenaire de la naissance de Rossini ?

Alain Furno a relevé le gant. Il a décidé de louer pour six soirées, de ses propres deniers, le Théâtre des Champs-Élysées et a eu l'idée de ce gala extravagant, varié à l'américaine du sponsor individuel. Un certain snobisme parisien pourrait se prêter de bonne grâce à l'opération.

Les péripéties de cette production disent bien, en tout cas, que la passion pour l'opéra rend fou : n'est-ce pas une indécente folie que de payer pour un acte de Rossini, lors d'un gala que se justifie aucune démarche caritative, près de deux fois le montant du SMIC ?

Les malheurs du *Voyage à Reims* auront de surcroît signalé quel gouffre financier constitue de nos jours la production d'opéras. Car si les scènes subventionnées par l'État pratiquent des tarifs soit prétendus « démocratiques » (autour de 500 F pour les meil-

leurs places à la Bastille, moitié moins en région), c'est grâce à l'impôt, système qui permet, de fait, de ponctionner deux fois les spectateurs et qui fait payer à l'ensemble des contribuables les exigences et la passion des quelque 30 000 lyricomanes recensés en France.

Il faut savoir en effet que le coût réel du fauteuil, pour une production aussi lourde que le *Voyage à Reims* est, toutes catégories de places confondues, de 4 500 F. Mais aucune institution ne pratique pour le lyrique la vérité des prix, s'agit-il même de théâtres privés : c'est grâce au soutien financier de la Caisse des dépôts et consignations que le Théâtre des Champs-Élysées peut offrir à 600 F maximum des places pour *Alceste* qui devraient coûter en réalité 2 000 F, soit 70 % de réduction. Au demeurant, 600 F est-il vraiment un prix de place démocratique ? Et 500 F, comme le 12 novembre dans ce même théâtre, pour un récital de Barbara Hendricks ? N'y a-t-il pas là, en période de difficultés économiques, une forme d'inconscience, de provocation ? Prétendre qu'il reste assez de riches pour se payer ces plaisirs est une réponse un peu courte.

ANNE REY

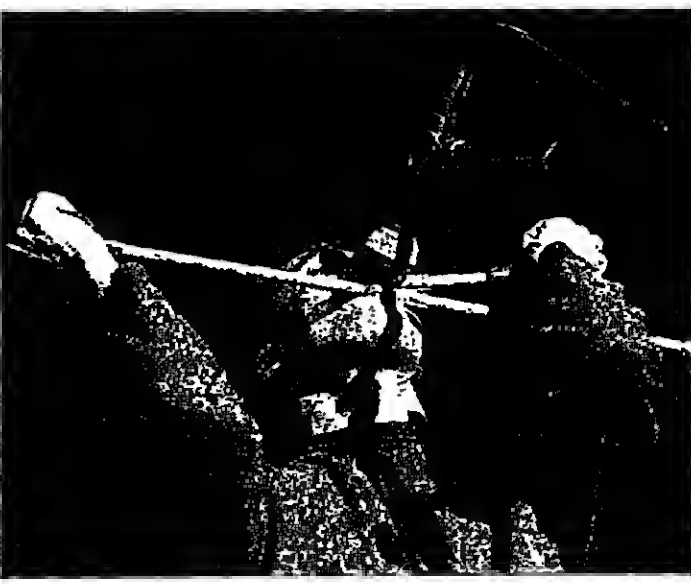
Les sorciers d'Uakti

Quatre Brésiliens et des instruments inventés
de toutes pièces pour une musique flamboyante

La musique brésilienne s'est nourrie de détournements et d'assimilations de pratiques étrangères. La capacité des musiciens du pays méritait d'approprier les sonorités, les lignes mélodiques, les harmonies au hasard de leurs passages sous les tropiques est tout à fait étonnant.

La musique instrumentale, florissante mais assez mal connue, tant ici que là-bas, en témoigne largement. Aux côtés des jazzmen ou assimilés qui tournent dans les circuits internationaux (Egberto Gismonti, Hermeto Pascoal, Nana Vasconcelos, Ario Moreira), toute une génération de multi-instrumentistes touche-à-tout inventifs s'est profilée. Le groupe Pau Brasil, le pianiste Flavio Venturini, ont digéré jazz, cantates populaires, musiques classiques occidentales et percussions africaines avec le même insaisissable appétit.

Le groupe Uakti, quatre mélancoliques sans peur et sans reproche, est de ceux-là. A l'image d'Hermeto Pascoal qui transforme les bouillottes en cuillères, les tubes d'aluminium en grandes orgues et les salaciétés en balafons, à l'exemple



d'Egberto Gismonti qui emprunte à Webern et aux religions noires, Uakti se consacre à confectionner d'étranges instruments pour produire d'envoûtantes sonorités. Du verre, du bois, du bambou, tout est bon. Ce goût du bricolage a donné naissance à d'étranges tambours d'eau, guitares à base de calebasses avec manches en bois, flûtes triples, xylophones construits avec des pots de mayonnaise ou de café soluble. De la nature vierge à la récupération industrielle sauvage.

Musique légère et galopante

Dans le rôle du grand sorcier, Marco Antonio Guimarães, le fondateur, disciple du compositeur et facteur d'instrument suisse Walter Smetak, installé à Salvador-de-Bahia à la fin des années 60. Les références sont multiples : les musiques religieuses et populaires des Minas Geraes, d'où sont originaires les quatre membres du groupe, la chanson - c'est Milton Nascimento qui lança Uakti en l'intégrant dans le très beau disque *Semelhante* en 1980 - la musique classique, tous ayant fait des passages par les conservatoires.

Uakti : le nom est indien. Le groupe est une tribu sympathique. Les instruments nés de l'imagination de Marco prennent des consonances de dialecte : plus-pi, yura-gunga, tribolita, chori smetano... o Chaillet à l'étoile. - Les 18, 19, 20 et 21 novembre, le Théâtre national de Chaillet met en place un point de vente de billets, ouvert de 11 heures à 19 heures. En effet, l'accès du Trocadéro risque d'être perturbé par le quatrième sommet des chefs d'État et de gouvernement des pays ayant en commun l'usage de la langue française, et qui se tient au Palais de Chaillet.

Véritables fétiches, ce sont eux seuls qui inspirent la musique, écrite par Marco Antonio Guimarães à leur intention exclusive. Les autres musiciens (Decio Souza Ramos aux percussions, Paulo Sergio Santos et Artur André aux instruments à vent) se fondent dans le moule inabordable de ses créatures du mélange.

La musique de Uakti est toute en profondeur légère et galopante, syncopée à souhait, et solidement caractérisée sur de longues lignes mélodiques fluctuantes tenues aux flûtes et aux balafons, aux xylophones (ou assimilés). Après Milton Nascimento, Paul Simon se laisse prendre aux filets des Uakti, à qui il confie la trame musicale de trois des titres de son album brésilien, *The Rhythm of the Saints*.

Découvert en France l'année passée au Festival des musiques urbaines du monde (MELA) à Bordeaux, Uakti revient aujourd'hui au Théâtre de la Ville exposer sa vision bigarrée d'un Brésil partagé entre les certitudes du passé et les incertitudes d'un avenir débridé.

VERONIQUE MORTAIGNE
Théâtre de la Ville, le 18 novembre à 20 h 30.

Voyage dans l'hyperréalité A la Géode avec les Rolling Stones

Les rêves qui se réalisent trop tard tournent parfois au cauchemar. Un Mick Jagger de vingt mètres de haut (une idole), d'accord, mais vingt ans en moins. Le film tourné en omnimax par Julien Temple, Roman Kroitor, David Douglas et Neil Archambault, lors de la dernière tournée mondiale des Rolling Stones impressionne durablement. Précédé, grâce à l'écran hémisphérique, entre la batterie de Charlie Watts et les pieds de micro des choristes, le fan se prend un instant pour Alice en fin de l'acon.

Mais la réalité (finement l'omnimax est une technique hyperréaliste) reprend ses droits. Cette tournée *Steel Wheels/Urban Jungle* ne fut pas infamante comme la précédente. Ce fut une célébration gigantesque, une clôture de bilan magnifique. De loin, du haut des gradins du stade, on se prenait à croire, parce que les Stones collaient aux versions originales de leurs plus grands succès, que le temps s'était arrêté.

A la Géode, on voit tout : l'indifférence qui sépare les musiciens, l'ennui incommensurable de Bill Wyman à la basse, Mick Jagger tétaillé par l'effort physique, Ron Wood qui seize ans après son embauche n'a toujours pas compris ce que l'on attendait de lui (qu'il joue de la guitare, sans doute). Keith Richards, génialement j'en-fout-ist.

Et surtout, on entend tout : les erreurs et les approximations, les béquilles technologiques (le recours aux synthétiseurs programmés) et humaines (les choristes, dont le magnétique - prestance et voix - Bernard Fowler). Pour perdre ses dernières illusions, pour savoir ce qu'il reste du rock'n'roll quand tout a disparu sauf le souvenir, il faut aller voir *Rolling Stones at the max*.

THOMAS SOTINEL

A la Géode. Cité des Sciences, porte de la Villette, Paris 75019, à 20 heures et 22 heures, les vendredis, samedis, dimanches et pendant les vacances scolaires, tous les soirs à 22 heures. 100 F. Réservation : 42-05-50-50

Les petits frères des pauvres

CONCERT ANNUEL

MERCREDI 20 NOVEMBRE 1991 - 20 h 30

ORCHESTRE PHILHARMONIQUE DES PAYS DE LA LOIRE

Direction : M. SOUSTROT
ENGERER - CHARLIER - WILLIENCOURT
BEETHOVEN - DUTILLEUX - CHAUSSON
SALLE PLEYEL : 252, Faubourg Saint-Honoré, 75008 Paris
Rens. : rés. : 45.61.06.30
Prix des places : 70, 100, 170, 200, 250 F.

لندن من أجل

BILLET

Le Japon et ses excédents

Terrible Japon, dont l'excellence n'est pas sanctionnée mais au contraire critiquée. Alors que de nombreux pays industrialisés affichent des déficits de leurs balances des paiements extérieurs - avant ainsi l'excès de leur demande intérieure par rapport à leur production nationale - le Japon, lui, arbore chaque mois des excédents considérables. Pour le seul mois de septembre, le commerce extérieur du Japon a dégagé un surplus de 10,9 milliards de dollars, soit l'équivalent de 60 milliards de francs. La balance des paiements courants (marchandises, services, intérêts versés - ou reçus - sur les emprunts extérieurs) dégage elle aussi des excédents impressionnants : une cinquantaine de milliards de dollars pour les neuf premiers mois de l'année. Ce qui démontre une nouvelle fois que le Japon vit très au-dessus de ses moyens, à l'opposé des grands pays industrialisés comme les États-Unis, la Grande-Bretagne, l'Italie.

Depuis des années, ceux-ci reprochent à Tokyo, en termes parfois très durs, d'exporter l'excès et d'importer insuffisamment. De trop exporter, grâce à une monnaie sous-évaluée; de trop peu importer, à cause d'une demande intérieure insuffisante. Lorsque le ton monte, que les Américains menacent, les Japonais modifient pendant un temps leur stratégie. C'est ainsi qu'entre 1985 et 1988 le yen s'est beaucoup apprécié. L'effet a été spectaculaire : les exportations japonaises n'ont augmenté (en volume) que de 7 % alors que les importations croissaient de 47 %. L'évolution avait été inverse pendant la période 1980-1985. Les excédents extérieurs du Japon se sont donc dégonflés de 1988 jusqu'à l'année dernière. Mais ils recommencent à augmenter à toute allure, le yen s'étant à nouveau déprécié à partir de 1989. Au cours de neuf premiers mois de l'année, le commerce extérieur a ainsi dégagé un excédent de 71 milliards de dollars, bien supérieur à ce qu'il avait été l'année dernière au cours de la même période (45 milliards de dollars). Et comme pour aggraver les choses, Tokyo mène une vigoureuse politique de rééquilibrage de ses comptes publics, en comprimant sa demande intérieure... et donc ses importations. La baisse du taux de l'escompte que vient de décider Tokyo dans le but de soutenir l'activité économique va avoir comme premier effet de faire baisser le yen. Et de rendre les produits japonais plus compétitifs encore. Les rapports entre le Japon et les États-Unis risquent de se détériorer un peu plus.

ALAIN VERNHOLES

La BRED affirme avoir toujours réglé PURSSAF à temps

Dans ses éditions du samedi 14 septembre, *Le Monde* a publié un article intitulé « La Cour des comptes met gravement en cause l'URSSAF de Paris », dans lequel il était fait mention - par les rapporteurs de la Cour - du retard avec lequel certaines banques gestionnaires des comptes de l'URSSAF profitaient de leur position pour verser à cet organisme des cotisations dues à cet organisme au titre des salariés qu'elles employaient.

M. Paul Pactet, PDG de la Banque régionale d'escompte et de dépôts (BRED) nous écrit que cette affirmation est fautive. Notre banque n'a toujours réglé les cotisations qu'elle doit à l'URSSAF, sur le compte ouvert sur ses livres, le dernier jour, voire l'avant-dernier jour de chaque mois, soit plusieurs jours avant la date limite de paiement fixée au 5 du mois suivant. Cela est parfaitement vérifiable dans notre comptabilité.

La fin de la grève à l'usine du Mans

Sombre automne pour Renault

Trois semaines de grève à l'usine de Cléon, onze jours pour celle du Mans, 70 000 véhicules provisoirement « perdus » et un manque à gagner de 1,4 milliard de francs. Bien que Renault se soit hissé en octobre à la première place sur le marché automobile européen, l'automne 1991 restera pour la constructeur l'un des périodes les plus sombres de son histoire récente.

En votant à une courte majorité, vendredi 15 novembre, la reprise du travail (*Le Monde* du 16 novembre), les grévistes du Mans ont, à moins d'un nouveau rebondissement, mis un terme à un conflit qui va directement peser sur les résultats 1991 de Renault. Celui-ci restera positif mais sera probablement inférieur à celui, déjà modeste, de l'an passé (un bénéfice de 1,2 milliard de francs contre 9,3 milliards de francs en 1989). Certes, le préjudice économique n'est pas irréversible, et le terrain perdu pourra être progressivement rattrapé dans les prochaines semaines, grâce au recours aux heures supplémentaires le samedi. Cependant, l'inventaire des dommages ne s'arrête pas aux seules considérations financières ou commerciales. Sur le plan social, les dégâts sont peut-être plus importants encore. Et la scorie, de toute évidence, plus longue à réparer.

Depuis les grèves de 1985, Renault paraissait avoir tiré un enseignement de son passé d'entreprise conflictuelle. La fermeture négociée de l'usine-symbole de Billancourt, qui sera effective l'année prochaine, et l'Accord à vivre conclu en janvier 1990 avec tous les syndicats, sauf la CGT, voulaient refléter une démarche allant vers la modernisation

industrielle et dialogue social. La grève de Cléon, relayée par celle du Mans, a prouvé tout le monde de court et a révélé les vieux démons. Alors que l'on imaginait les 68 000 salariés essentiellement préoccupés par les menaces pesant sur l'emploi, ce sont des revendications purement salariales qui ont mis le feu aux poudres. La Régie, dont on louait il n'y a pas si longtemps la politique sociale, s'est-elle devenue un contre-exemple?

L'Hôtel Matignon n'est pas loin de le penser. Le premier ministre, M. Edith Cresson, a jugé très sévèrement le comportement de la direction. Selon elle, « des conflits de ce type ne devraient pas exister ». Il faut « changer le management des entreprises nationales », a-t-elle estimé, allant jusqu'à envisager des « formules de participation des salariés » sur le modèle de la cogenation allemande.

Les trois erreurs de la direction

Ce jugement sans appel manque sans doute de recul. En optant pour une gestion négociée des mutations sociales avec la CGT et FO, en partant sur l'adaptation de ses quelque 20 000 ouvriers sans qualification plutôt que de programmer leur mise à l'écart et au chômage d'urgence (une modeste) réduction du temps de travail en échange d'un aménagement des horaires, Renault n'a pas fait un choix d'arrière-garde.

En revanche, ses dirigeants ont commis trois erreurs importantes. La première concerne l'application sur le terrain de l'Accord à vivre, notamment dans les usines de mécanique que sont Cléon et Le Mans. Contrairement à ce qui était prévu, l'acquisition d'une compétence au terme d'une formation ne s'est pas systématiquement traduite

par l'obtention d'une promotion salariale. Nombreux sont ceux qui, après avoir consenti des efforts, ont retrouvé leur ancien poste et leur ancien salaire. « Tout a contribué - notamment les retours en arrière - à rendre inévitables - à créer chez les opérateurs une perception négative » de certaines innovations technologiques, souligne une étude de l'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail (ANACT), réalisée à Cléon juste avant la grève. Plus généralement, la direction a surestimé la capacité de la maîtrise et de l'encadrement à simplifier dans de nouveaux rapports sociaux. « Nous sommes allés plus vite que la musique », admet-on au siège du groupe.

En second lieu, Renault a introduit les formules d'intéressement aux résultats avec un évident manque de prudence. La règle du jeu a été mal interprétée par le personnel, qui a considéré ces rémunérations annexes comme un acquis définitif faisant partie intégrante du salaire. Trois fois plus faible que celle de l'année précédente, la prime versée en 1991 ne pouvait que générer du mécontentement. Il est d'ores et déjà acquis que le prochain accord, négocié en 1992, opérera un redressement au profit de l'intéressement lié à la productivité et à la qualité.

Enfin, M. Raymond Lévy, PDG de Renault, a réagi de manière trop impulsive au début du conflit en accusant les grévistes d'être des « extrémistes » et en n'hésitant pas à appeler les non-grévistes à « engager personnellement dans les actions qui seront peut-être nécessaires ». Pour faire respecter le droit du travail. Pour sa part, la direction de Cléon, contrairement à celle du Mans, s'est livrée à de multiples provocations, notamment en faisant mine de vouloir entrer de force dans l'usine.

Quant aux syndicats, ils se sont renforcés de ce conflit. La CGT, qui se veut l'interlocuteur privilégié de la direction, n'a pu faire autrement que de « cooller » localement à la CGT. Cette dernière, hégémonique à Cléon et au Mans, n'a jamais été capable de créer un mouvement majoritaire. Dans le premier cas, il lui a fallu recourir au blocus de l'usine, et les conditions de sortie de la grève - qu'il lui a fallu imposer - n'ont rien de glorieux, tout comme ses opérations de commando menées avec des militants capotés. Au Mans, elle a en revanche mieux contrôlé la situation. Toutefois, en « chauffant à blanc » les grévistes avec un discours maximaliste, il lui est aujourd'hui impossible de valoriser les concessions pourtant non négligeables (une prime annuelle de 1 300 francs au Mans et de 1 000 francs à Cléon) obtenues de la direction. Pour la CGT, le résultat des élections des délégués du personnel organisées jeudi à l'usine de Sandouville (7 500 salariés) constitue d'ailleurs un avertissement. Elle a perdu sept points au profit de FO.

JEAN-MICHEL NORMAND

Appel au civisme

En revanche, comment convaincre le grand public de ne pas choisir des produits dont les prix restent très inférieurs à ceux pratiqués par les constructeurs? Pour preuve : environ un télécopieur sur six et un téléphone sans fil sur deux vendus aujourd'hui en France sont non agréés. Il s'agit donc de sensibiliser, tout en évitant que le public y voie « une contrainte étatique, une limitation de la liberté de choix du consommateur, voire l'expression d'un protectionnisme à peine déguisé », précise M. Jean-Marie Rausch, ministre délégué aux postes et télécommunications. L'appel au civisme peut-il suffire? Les PTT ont en fait mis sur une autre dynamique : la « fibre » européenne des utilisateurs.

La même étiquette que celle utilisée pour l'homologation des matériels sert de support au message télévisé. Placée sur fond vert, la mention « agréé » sera présentée au centre de la sphère étoilée symbolisant les douze pays de la Communauté. Il est vrai qu'il s'agit là du même logo que celui prévu par la directive européenne concernant la « reconnaissance mutuelle de conformité » des terminaux, adoptée le 29 avril 1991. Applicable en novembre 1992, elle prévoit une procédure d'agrément commune aux douze pays de la Communauté. Mais ces normes européennes seront prêtes « seulement d'ici deux ans », reconnaît M. Bruno Lasserre. D'ici là, les téléopérateurs auront le plaisir d'être « pédagogiquement préparés » à l'Europe, même si, en définitive, il leur est demandé de respecter des normes qui restent bien françaises.

OLIVIER PIOT

Durcissant les mesures contre le matériel non homologué

Le ministère des postes et télécommunications s'apprête à lancer une campagne sur l'agrément

Après s'être donné un nouvel arsenal législatif en matière de sanctions et de procédure d'agrément (*Le Monde* du 11 octobre), les pouvoirs publics s'apprêtent à lancer une vaste campagne destinée à sensibiliser le grand public contre l'achat de matériel de télécommunication non homologué.

Dès le 20 novembre, quatre-vingts messages présentés sous le slogan « Soyez efficace, soyez agréé » vont envahir aux heures de grande écoute les six chaînes du petit écran. Cette offensive médiatique (coût : 10 millions de francs) intervient à la suite d'une longue préparation législative visant à éliminer le « marché gris » des téléphones, répondeurs et autres téléphones non « agréés ». Le dernier décret d'application de la loi sur la réglementation des télécommunications, voté le 29 décembre 1990, devrait paraître dans les prochains jours. Il obligera tous les fabricants et distributeurs de terminaux à déclarer leurs matériels à la direction de la réglementation générale (DRG). Les produits destinés à être connectés au réseau public suivront alors la procédure d'agrément impliquant le contrôle en laboratoire de leur conformité aux normes de

sécurité et de non-perturbation du réseau téléphonique. Pour un coût variant entre 30 000 francs et 250 000 francs selon les produits, les terminaux agréés seront alors marqués d'une étiquette verte portant la mention « agréé, connectable au réseau public ». Les autres matériels arboreront une étiquette rouge : « non connectable au réseau public ».

Outre ces nouvelles mesures de contrôle, le ministère s'apprête à effectuer des saisies de matériels, dans le cadre d'opérations exemplaires en préparation », annonce M. Bruno Lasserre, directeur de la DRG. « Des délinquants qui pourrissent bien être d'autant plus exemplaires qu'il n'est guère possible aux cent quarante agents du ministère de contrôler à eux seuls l'ensemble du marché.

EN BREF

■ BCCI : inculpation de M. Ghailth Pharaon. - L'homme d'affaires saoudien M. Ghailth Pharaon a été inculpé vendredi 15 novembre pour son rôle dans la prise de contrôle illégale par la BCCI (Bank of Credit and Commerce International) d'une banque californienne et pour des transactions frauduleuses avec une banque de Floride. L'inculpation, prononcée par un grand jury de Washington, vise également le fondateur de la BCCI, M. Agha Hasan Abedi et l'actuel président du groupe, M. Swaleh Naqvi, tous deux déjà inculpés au début du mois de juillet par une chambre de mise en accusation new-yorkaise pour leur rôle dans le scandale financier au centre duquel se trouve la banque.

■ Création d'un joint-venture américano-polonais. - La compagnie pétrolière américaine Texaco, l'Union polonaise des automobiles PZMOT et la société belge SMG ont fondé vendredi 15 novembre à Varsovie un joint-venture au capital de 500 000 dollars (2,7 millions de francs). La part de Texaco dans la nouvelle société s'élève à 50 %, alors que la PZMOT et la SMG détiennent respectivement 33 % et 15 %.

Préoccupé par la stagnation de l'activité aux États-Unis

Wall Street subit sa plus forte baisse depuis 1989

Après des records, la Bourse new-yorkaise vient de chuter brutalement de 3,9 %. La reprise tant attendue et souvent annoncée n'est toujours pas là.

NEW-YORK

de notre correspondant

Indifférent depuis plus d'un an aux informations de plus en plus prudentes sur une sortie de crise de l'économie américaine, régulièrement assommée pour le lendemain mais reportée de jour en jour, la Bourse de New-York culminait ces derniers jours à ses records historiques, enregistrant une hausse exceptionnelle de 30 % depuis octobre 1990. En coulisses, toutefois, chacun savait qu'un retour aux dures réalités devait logiquement intervenir. Cet ajustement s'est produit - brutalement - le 15 novembre, lorsque l'indice Dow Jones des valeurs industrielles, qui depuis le mois d'avril caracolait au-dessus des 3 000 points, a brusquement perdu 120,31 points pour s'établir à 2 943,20 points en clôture. Essentiellement à l'approche du son de cloche final lorsque ce qui n'apparaissait jusque-là que comme une baisse modérée s'est transformé en un courant de ventes ininterrompu, alimenté par les ordres automatiques provenant des programmes informatiques. Dont certains étaient techniquement liés au dénouement de contrats d'options venant à échéance.

En quelques heures, la cote a perdu 120,31 points (3,9 %) ce qui constitue sa cinquième plus forte baisse dans l'histoire de Wall Street et ce tout cas le plus vif repli depuis le 13 octobre 1989, lorsque le Dow Jones avait plongé de 190,58 points (6,9 %). Un mini-sisme pour l'époque, qui survient pratiquement jour pour jour deux ans après le krach sans appel du 19 octobre 1987, qui avait vu cet indicateur des trente valeurs vedettes du New York Exchange s'effondrer de 508 points (22,4 %) en une séance.

Comme souvent dans ce cas, ce n'est pas véritablement un facteur précis mais plutôt une conjonction d'éléments qui, faisant bouillir le mélange, a entraîné la chute inattendue - en un aussi court laps de temps - de Wall Street. Du reste, la veille, lorsque le marché avait marqué une très légère baisse, les milieux financiers avaient plutôt bien réagi à l'annonce d'une hausse des prix à la consommation inférieure aux prévisions au mois d'octobre, signe que la résurgence de l'inflation n'est pas le véritable danger qui semble menacer la reprise de l'économie américaine. Encore que la hausse des prix à la production annoncée la veille et pour le même mois d'octobre, reste

un peu préoccupante. Mais, en fin de semaine, les investisseurs semblent avoir réagi beaucoup plus vigoureusement qu'on ne l'escomptait à l'annonce d'une nouvelle baisse des ventes de détail au mois d'octobre - un sujet de préoccupation pour une économie traditionnellement « tirée » par les dépenses de consommation - concrétisée par la descente aux enfers de l'industrie automobile, laquelle a subi une nouvelle chute de ses ventes de plus de 13 % pour les premiers jours de novembre. Dans le même temps, la production industrielle est restée stable au mois d'octobre (après une légère baisse les deux mois précédents), confirmant que la reprise tarde à venir.

Polémique

sur les cartes de crédit

Parallèlement, la grogne des détenteurs de cartes de crédit - le système de paiement le plus répandu aux États-Unis - suscitée par les intérêts qui continuent à leur être prélevés alors que les taux d'intérêt directs ont considérablement baissé ces derniers mois, a conduit la commission bancaire du Sénat à s'emparer de l'affaire. Prenant la défense de dizaines de millions d'utilisateurs, cette instance a autorisé à limiter à 14 % les taux pratiqués sur ces instruments de crédit alors qu'ils se situent actuellement aux alentours de 19 %.

Encore faudrait-il que le Sénat et la Chambre des représentants adoptent cette proposition pour que son application devienne effective. Cette décision du Sénat a naturellement satisfait les particuliers, mais déclenché aussitôt un vent de panique parmi les banques et les autres émetteurs de cartes pour lesquels cette activité procure d'importantes commissions. A Wall Street, où la fragilité du système bancaire américain suscite toujours les plus vives inquiétudes en dépit de la légère amélioration constatée depuis quelques mois, l'information a provoqué un volume de ventes important, expliquant en partie le fort repli de la cote.

Pour les spécialistes du secteur, il ne fait pas de doute que si cette mesure devait être confirmée par le Congrès, elle réduirait à néant les efforts entrepris pour rétablir la santé financière des établissements bancaires et pour accroître les bénéfices escomptés en 1992. Le président Bush a bien senti le danger qui, tout en appelant de ses vœux une baisse des taux pratiqués sur les cartes de crédit, a indiqué qu'il s'opposerait à toute législation sur le sujet. Une opposition aussitôt reprise à son compte par M. Alan Greenspan, le président de la Réserve fédérale, l'autorité de tutelle du système bancaire.

SERGE MARTI

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT

1. - Collectivité qui passe le marché : RÉGION DE LORRAINE - Bureau des Marchés Publics, place Gabriel-Hocquard - BP 1004 - 57036 METZ CEDEX 11 - Tél. : 87-33-61-68.
2. - Mode de passatioo : APPEL D'OFFRES DUVERT.
3. - Objet du marché : ÉTUDE AYANT POUR OBJET L'ÉVALUATION DU SYSTÈME RÉGIONAL DE FORMATION PROFESSIONNELLE CONTINUE, DANS SA GLOBALITÉ ET SA COHÉRENCE, POUR CHACUN DES PRDDUITS QUI LE CONSTITUE ET DANS SA COORDINATION AVEC L'ENSEMBLE DES PARTENAIRES SOCIO-ÉCONOMIQUES ET INSTITUTIONNELS LORRAINS. L'OBJETIF EST L'OPTIMISATION DU SYSTÈME RÉGIONAL DE FORMATION.
4. - Le délai d'exécution est fixé dans l'acte d'engagement.
5. - Le dossier de consultation des entreprises est à retirer à : REPRD GRAPHIC - 7, rue Clovis, 57000 METZ CEDEX 11 - Tél. : 87-66-41-26. A compter du LUNDI 28 OCTOBRE 1991, à 18 h.

Toute commande de dossier ne sera prise en considération que si elle a été faite par bon de commande déposé, par courrier, par télécopie ou par télégamme.

6. - Date limite de réception des offres : LUNDI 2 DÉCEMBRE 1991, à 18 h.

Il appartient au candidat de mettre en œuvre toutes les mesures nécessaires au respect impératif de ce délai de réception.

Adresse où doivent être transmises les offres :

Monsieur le Président de la Région de Lorraine - Direction des Affaires Juridiques - Bureau des Marchés Publics - place G. Hocquard - BP 1004 - 57036 METZ CEDEX 11, dans les conditions stipulées au règlement particulier de l'appel d'offres.

7. - Les candidats devront fournir la déclaration à souscrire et la fiche de renseignements. (Éventuellement certificat de qualification).
8. - Délai pendant lequel le candidat reste engagé par son offre : 90 jours.
9. - Autres renseignements : les renseignements complémentaires pourront être obtenus auprès de :

Mission Formation Professionnelle et Apprentissage : 87-33-62-22.

10. - Date d'envoi à la publication : LUNDI 28 OCTOBRE 1991.

شركة من الجزائر

CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHÉS

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Attrait persistant de l'eurofranc

France Télécom a réussi son entrée sur le marché international des capitaux. Cet établissement a émis, mardi 12 novembre, un euro-emprunt, libellé en francs français, qui fait partie de ces rares opérations dont tous les spécialistes, même les plus critiques, se plaisent à souligner les mérites. Les raisons de son succès sont nombreuses. Elles tiennent en premier lieu à l'attrait, toujours très vif, qu'exerce à l'étranger, d'une façon générale, les titres de qualité libellés en francs, dont le rendement est, pour l'instant encore, plus élevé que ceux qui sont offerts en marks. A cela s'ajoutent des éléments plus spécifiques, propres à l'emprunteur et à la façon dont la transaction a été menée.

Il est malaisé de faire la part des choses, d'évaluer par exemple dans quelle mesure l'opération a bénéficié, du fait qu'il s'agissait de la première apparition, en dehors du marché obligataire national, d'une signature nouvelle et prestigieuse. Ce qu'il convient toutefois de souligner dans cette transaction d'un point de vue technique, c'est sa simplicité, une qualité à laquelle les gestionnaires de fonds sont normalement très sensibles. Leur préférence va souvent aux opérations transparentes qui leur permettent d'apprécier leur politique d'emprunt suivie par les débiteurs. De fait, tout est parfaitement clair dans cette affaire, dont le lancement avait été annoncé suffisamment à l'avance pour que chacun s'y prépare et dont le produit sera utilisé tel quel car aucun contrat d'échange n'y est associé.

D'une durée de huit ans, l'emprunt de France Télécom porte sur 2,5 milliards de francs. Les obligations seront rémunérées au taux fixe de 9 % l'an. Y compris les frais et les commissions que chargent les banques, le tout revient à l'emprunteur à quelque 9,17 %. Les souscripteurs qui auront acquis les titres à l'émission peuvent compter sur un rapport de 9,11 %. Au lancement, cela représentait 37 points de base, ou centime de point de rendement, de plus que les obligations du Trésor français qui viendront à échéance en l'an 2000. Cette marge s'est

rapidement rétrécie pour se situer à 35 points à la veille du week-end. L'emprunt était dirigé par le Crédit commercial de France. Dans leur majorité, à raison de 70 % environ, les titres ont trouvé preneur à l'étranger.

Le placement hors de France des euro-obligations libellées en francs est un sujet dont on débat fréquemment. Les banques françaises déploient depuis des années d'importants efforts en ce sens et savent bien comment atteindre les investisseurs hors de l'Hexagone. La question connaît présentement un regain d'actualité car de nombreuses banques étrangères l'ont également vu qu'elles jouent un rôle déterminant en ce domaine. Certaines se mettent d'autant plus en évidence qu'elles cherchent à rentrer dans le club très fermé des établissements habilités à diriger des euro-emissions en francs. Le Trésor public, qui surveille le marché de très près, n'est apparemment pas pressé d'accorder les autorisations nécessaires. Cela ne fait que renforcer le rôle des postulants qui, dans leur pays d'origine, propagent avec toujours plus de conviction la cause de l'eurofranc français. Les emprunteurs sont les grands bénéficiaires de cette concurrence.

Normalisation pour l'eurofranc

Sur le marché allemand, ces derniers jours ont été marqués par une sorte de normalisation. Il n'est désormais plus question qu'un emprunteur étranger émette des euro-obligations nouvelles en proposant un rendement inférieur à celui des fonds d'Etat. De telles aberrations ont pu se produire récemment car de nombreux investisseurs croyaient que l'histoire fiscale allemande allait se répéter et que les euro-obligations échapperaient à la rétrocession, prévue pour 1993, d'un précompte mobilier sur les revenus des placements de capitaux. En fait, le projet du gouvernement de Bonn ne ressemble en rien à ce qui avait été brièvement mis en œuvre en 1989. Le même traitement fiscal sera appliqué à tous les titres,

qu'ils soient internationaux ou non. Le critère sera celui de la résidence des investisseurs et non celui de la nature des titres. Les changements prévus ne concernent que les bailleurs de fonds allemands. Aucune retenue à la source ne sera prélevée sur le revenu des obligations en deutschemarks détenues par des étrangers.

Les débiteurs français étant extrêmement rares en marks, l'annonce, jeudi 14 novembre, d'une émission de 50 millions de DM, pour le compte de l'Union industrielle de crédit, a fait sensation. Il s'agit d'un emprunt de huit ans de durée, dont les titres seront rémunérés au taux fixe de 8,50 % l'an. Cette affaire n'est en réalité pas aussi récente qu'il n'y paraît, puisqu'elle a vu le jour au mois de juin et que la libération des titres s'est effectuée le 1^{er} juillet. Le tout s'était déroulé dans la plus grande discrétion. On en parle ouvertement maintenant que les obligations viennent d'être admises à la Bourse de Hanovre. La transaction était organisée par la Norddeutsche Landesbank, le même établissement qui, au mois d'avril, avait présidé à l'émission d'un emprunt de 100 millions de marks pour le compte de la banque Worms.

En Suisse, sur un marché beaucoup plus fréquenté par les emprunteurs français, le Crédit local offre en souscription publique par l'intermédiaire de Paribas, pour 75 millions de francs suisses d'obligations subordonnées de dix ans de durée. Le tout est très peu coûteux pour l'emprunteur qui, ayant conclu un contrat d'échange, dispose finalement de fonds en francs français qu'il lui faudra rembourser à un taux correspondant à une soixantaine de points de base seulement de plus que les rendements correspondants des valeurs du Trésor. Ce n'est assurément pas cher pour des titres qui, objectivement, sont de moindre qualité que les obligations classiques. Les investisseurs, qui se procurent les titres au prix d'émission, peuvent compter sur un rendement tout juste inférieur à 7 %.

CHRISTOPHE VETTER

DEVISES ET OR

Le mark toujours fort

La faiblesse du dollar et la maîtrise de taux d'intérêt élevés en RFA ont poussé encore un peu plus haut le mark allemand, qui a fléchi 3,42 francs à Paris, d'après le plus haut niveau historique. De nouveaux « mauvais chiffres » ont encore déprimé la devise américaine, notamment la baisse des ventes au détail en octobre (-0,1 %), la stagnation de la production industrielle, et surtout la hausse surprise des prix de gros pendant ce même mois d'octobre (0,7 %), hausse qualifiée d'« aberrante » par les experts mais qui atteint tout de même 0,5 % hors alimentation et énergie.

Vendredi 15 novembre, le billet vert se trouvait un peu reconforté par l'annonce d'une augmentation des prix de détail de 0,1 % seulement en octobre. La Réserve fédérale n'a pas paru s'inquiéter des prix de gros, ne se déclarant pas trop inquiète sur l'inflation, ce qui relance la rumeur d'une nouvelle baisse des taux d'intérêt aux Etats-Unis d'ici Noël et continue, en fait, à affaiblir le dollar, au cas où la rémunération offerte aux placements

dans cette devise diminuerait encore. Résultat : la devise américaine, à 5,58 francs - 5,59 francs et 1,63 - 1,6350 DM, retrouve ses bons niveaux de mars dernier, sans retomber, toutefois, aux 5 francs et 1,48 DM de la fin novembre 1990 : selon les opérateurs, elle vient buter sur un seuil de résistance à 1,6250 DM.

La devise allemande a aussi bénéficié de la dévaluation surprise du mark finlandais, que la Banque de Finlande a dû laisser flotter librement après l'avoir lié à l'écu en juin dernier. Immédiatement, cette devise a chuté de 10 % en attendant 20 % l'ampleur de la récession économique nationale, l'appréhension des conflits sociaux et la vague de spéculation qui a asséché les réserves de change du pays ont contraint la Banque de Finlande à jeter le gant, malgré une hausse brutale des taux d'intérêt à court terme, qui ont atteint 40 %.

A Paris, le cours du mark, qui avait un peu fléchi la semaine dernière, s'est raffermi à nouveau, venant taper sur le cours de

3,42 francs, tout proche du cours plafond de 3,4305 francs. La Banque de France est peu intervenue, comme si le phénomène lui apparaissait comme tout à fait temporaire. Effectivement, cette semaine, c'est le mark qui était fort vis-à-vis de toutes les monnaies. La peseta espagnole a réagi en hausse au léger abaissement des taux directeurs de la Banque d'Espagne, au point que cette dernière a dû intervenir pour empêcher sa devise de progresser trop vivement : à 12,50 % de rémunération de base, les capitaux étrangers ont toujours intérêt à se placer en Espagne.

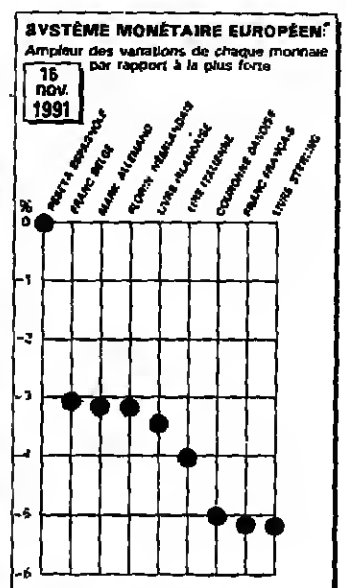
La livre sterling s'est affaiblie par rapport au mark, passant en queue du système monétaire européen, déclinant le franc français. Quant à la lire, elle a dû être soutenue par la Banque d'Italie vis-à-vis du mark, à son plafond historique à Milan.

F. R.

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 8 NOVEMBRE AU 16 NOVEMBRE (La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Libra	\$ E.U.	Franc suisse	Franc français	D.marc	Franc belge	Florin	Lira italienne
New-York	1,7630	—	17,8838	68,9655	81,1620	2,3673	54,2593	0,8611
Paris	1,7630	—	17,7483	68,7751	80,9880	2,3673	53,5502	0,8607
Bruxelles	5,8940	5,9910	—	315,8862	341,9571	16,5995	383,3648	4,5344
Zurich	9,3211	9,3289	—	387,0701	341,6884	16,5970	383,0694	4,5668
Amsterdam	2,6665	1,4688	25,8345	—	88,6850	4,3076	78,6768	1,1759
Frankfurt	2,5631	1,4540	25,8351	—	88,2549	4,2852	78,2983	1,1744
Bruxelles	2,9590	1,6150	28,2434	113,7586	—	4,8516	88,7148	1,3589
Bruxelles	2,9445	1,6115	28,2711	113,8281	—	4,8555	88,7163	1,3587
Bruxelles	59,649	31,76	6,0775	23,2113	26,6116	—	18,2854	2,7331
Amsterdam	3,9211	1,6230	25,8636	1,2710	113,7217	5,4688	—	1,8947
Amsterdam	3,2778	1,2870	23,9657	1,2711	113,7162	5,4738	—	1,5080
Milan	118,41	113,33	226,5379	858,3448	754,1284	36,5875	869,8179	—
Milan	218,994	113,8	219,9715	851,4442	751,4415	36,4868	866,644	—
Tokyo	229,923	129,90	23,2377	89,5867	79,4495	1,8545	70,4829	8,1853
Tokyo	229,9633	130,10	23,1165	89,4773	79,3681	1,8543	70,4897	8,1850

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 16 novembre, 4,3040 F contre 4,3525 F le vendredi 8 novembre 1991.



* Taux calculés par rapport aux cours estimatifs de la Banque de France.

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Paris : un optimisme de commande

Elonçant ! Le franc est toujours faible vis-à-vis d'un deutschemark de nouveau à son cours record ; le loyer de l'argent au jour le jour est reparti à la hausse, passant de 9 % à près de 10 % ; l'ordre momentané de la Bundesbank plane sur la fin de cette année ou le début de la prochaine, et le MATIF se paie le luxe de canoier aux environs de 107,50, tout près de son record de l'année, établi au début de mai 1991 à 106,60 francs. Le cours de 107,50 confère à l'OAT 10 ans un rendement voisin de 8,70 %, comme en mai dernier, niveau que l'on a tendance à considérer comme un plancher à Paris, du moins pour l'instant. Certes, la faiblesse du franc est temporaire et le taux au jour le jour s'est tendu en grande partie parce que les banques, spéculant, il y a trois semaines, sur une baisse, avaient pris du retard dans la constitution de leurs réserves obligataires auprès de la Banque de France.

Cette dernière est intervenue à plusieurs reprises pour empêcher le loyer au jour le jour d'atteindre 10 %, sortant du schéma d'évolution (8,75 % à 9,75 %). Mais cette intervention a servi surtout la défense du franc. D'autre part, tout le monde spéculait maintenant sur une désescalade des taux en Allemagne au printemps prochain, mais nous n'y sommes pas encore et les trois premiers mois de 1992 risquent d'être assez critiques pour la Bundesbank (prix et salaires).

Comme la chose était déjà largement anticipée, la Banque du Japon a diminué de 0,5 point son taux d'escompte, ramené de 5,5 % à 5 %, après une autre diminution de 0,5 point en juillet. La dégradation rapide de la conjoncture au pays du Soleil-Levant justifie cette mesure, qui pourrait être suivie par d'autres. A Madrid, enfin, la Banque d'Espagne a ramené de 12,60 % à 12,50 % son taux d'intervention, diminution qualifiée de technique et de symbolique, sans effet pratique.

Subtilités des modes d'émission

Sur le marché des obligations, un certain optimisme règne, par contagion avec le MATIF et pour les mêmes raisons. Dans ces conditions, les émissions se sont très correctement placées. Ainsi, la Caisse centrale de crédit coopératif a-t-elle pu lancer sans difficulté, sous la houlette de la Société générale, un emprunt de 1 milliard de francs à 10 ans et 9,20 % nominal, 9,15 % réel, avec toutefois des réserves de départ, le premier coupon ne devant être payé que le 6 janvier 1993 :

c'est bien loin ! La Caisse de refinancement hypothécaire a fini par se caser, malgré quelques ennuis initiaux. Pour se procurer 1,1 milliard de francs à 10 ans et 100 jours, elle a présenté un coupon nominal de 9,30 %, ce qui est beau par rapport à des OAT à 8,70 %, mais assorti d'un rendement réel de 9,03 %, le prix d'émission étant supérieur au pair (101,65 %).

Ce mode d'émission n'est guère goûté par les investisseurs institutionnels, compagnies d'assurances et caisses de retraite répuquant à faire entrer dans leur portefeuille des titres émis au-dessus du pair pour des raisons comptables. Comme personne ne voulait être chef de file, c'est la Caisse nationale de crédit agricole qui s'est dévouée, plaçant 400 millions dans son propre réseau. On peut se demander néanmoins si les particuliers comprennent bien les subtilités des émissions au-dessus du pair, qui servent, entre autres, à ramener aux remboursements actuels un coupon nominal plus élevé, correspondant à une souche ancienne qui sert de pèlerin.

Le Crédit lyonnais, enfin, a levé pour son propre compte 700 millions net à 9,20 % nominal, 9,10 % réel, l'emprunt étant placé essentiellement dans son réseau.

La semaine prochaine, on attend des emprunts de la SNCF et des Caisse d'épargne de l'Eure-et-Loire, suivies, la semaine d'après, par France Télécom, qui a fort bien placé à l'étranger son émission en eurofrancs. Charbonnages de France et Comptoir des entrepreneurs.

Au chapitre des offres publiques d'échange (OPE), qui se multiplient ces derniers temps afin de « purger » les portefeuilles d'émissions peu négociées et de constituer des gisements plus importants, donc plus accessibles aux investisseurs, la région Ile-de-France propose aux détenteurs de plus de deux emprunts émis en 1983 et 1984, venant à échéance en 1993 et 1994, d'échanger leurs titres contre des obligations à échéance 1999. L'opération porte sur 531 millions de francs, les emprunts anciens, émis à 15 % et 14 %, étant remplacés par des obligations dont le rendement actuariel sera de 9,47 %, les prix de reprise tenant compte, évidemment, de la différence de rendement : respectivement 116,54 % et 117,87 % du nominal de 5 000 francs.

Sur le front des sciv, les statistiques d'Eurperformance font apparaître des retraits sur les monétaires en octobre 1991 : les souscriptions l'emportent sur les rachats à

hauteur de 6,2 milliards de francs, après avoir, toutefois, été positives de 4,9 milliards de francs en septembre. Sur ce genre de sciv de trésorerie, on estime que les entreprises assurent 50 % des souscriptions, l'autre moitié étant le fait de particuliers. Or les entreprises, dont les trésoreries se ressèrent en raison du ralentissement de l'économie, sont en train de « tirer » sur leurs actifs financiers, et notamment sur les sciv monétaires, les particuliers continuant à accumuler doucement leurs disponibilités sur ce genre de produits.

Obligataires contre monétaires

Du reste, les souscriptions nettes de sciv monétaires déclinent nettement : de 176,3 milliards de francs sur les neuf premiers mois de 1990, elles sont revenues à 70,2 milliards de francs sur les neuf premiers mois de 1991. Leurs ennemis, qui tiennent compte de coupons encaissés et capitalisés, passant tout de même de 800,3 milliards de francs au 31 décembre 1990 à 933 milliards de francs au 31 octobre 1991. Fait intéressant, les sciv obligataires, bénéficiaires de souscriptions nettes en augmentation régulière, avec, évidemment, des montants beaucoup plus réduits : 16,5 milliards de francs sur les neuf premiers mois de 1991, contre 13,3 milliards de francs de rachats sur la même période de 1991.

L'ensemble des opérateurs français et étrangers table sur une lente baisse des taux à long terme sur la place de Paris, ce qui leur fera reculer les cours des obligations et incite les gestionnaires de sciv à procéder à des achats de titres à long terme. D'une manière générale, on constate que, depuis le début de l'année, les performances des sciv obligataires, cuir et poil, c'est-à-dire en capital plus les intérêts, sont meilleures que celles des sciv court terme, ce qui n'a pas toujours été le cas : ainsi, sur neuf mois, la performance des sciv monétaires a été de 7,06 % contre 8,30 % pour les sciv obligataires, les chiffres étant, respectivement, de 9,54 % et 11,15 % sur un an, mais de 30,50 % et 24,2 % sur trois ans, en net avantage des monétaires.

Sur les sciv d'actions, c'est la désaffection : elles continuent à faire l'objet de rachats (2,6 milliards de francs en octobre) comme au cours des neuf mois précédents (en moyenne, 1,4 milliard de francs par mois), sur un encours de 23,4 milliards de francs fin octobre 1991.

FRANÇOIS RENARD

MATIÈRES PREMIÈRES

Léger mieux pour le café

Les cours du café à Londres se sont quelque peu repris à l'issue de la semaine écoulée, touchant leurs meilleurs niveaux depuis sept mois en s'établissant à 593 livres la tonne sur l'échéance de janvier. Les professionnels attendent les résultats d'une réunion qui devrait se tenir le 16 décembre au Costa Rica entre les producteurs d'Amérique centrale et la Colombie. Les exportateurs de café se heurtent toujours à l'épineuse question des stocks accumulés au Nord comme au Sud, pour un volume de quelque 40 millions de sacs de 60 kilos, alors que la consommation mondiale stagne autour de 60 millions de sacs. Le projet de rétention de 10 % de leur offre par la Colombie et le Brésil a fait long feu et, plus de quatre cent cinquante jours après la suspension des classes économiques de l'accord international du café, les dégâts sont importants pour les producteurs, principalement en Afrique.

Dans un entretien publié en septembre par la lettre d'information du SINCC (Syndicat national de l'industrie et du commerce du café), M. Martin-Marie Nzié, secrétaire général de l'organisation africaine et malgache du café, dressait un premier bilan de cet effondrement des structures de stabilisation. « L'ensemble des producteurs africains avaient engrangé 3 milliards de dollars en exportant, en 1988,

15,8 millions de sacs. En exportant davantage en 1989, soit 17 millions de sacs, leur gain a reculé à 1,6 milliard de dollars ».

Il existe un problème spécifique aux cafés africains, dont la variété principale est le robusta (même s'il existe de très bons arabicas, au Kenya en particulier). La situation économique propre aux pays du continent noir ne leur permet pas d'entretenir les plantations et de soigner la récolte dans les meilleures conditions, et la qualité des cafés n'est pas toujours satisfaisante. En outre, l'Indonésie a détruit la Côte d'Ivoire comme premier producteur mondial de robusta, avec des coûts de production et des méthodes de ramassage et de commercialisation sans doute plus efficaces qu'en Afrique. Enfin, le robusta africain, café corsé encore très prisé en France et en Italie (pour l'expresso notamment), se jouit pas de l'image prestigieuse de l'arabica, orchestrée par la Colombie et par les grandes marques de café. Des différences de qualité et de traitement qui expliquent l'écart de prix entre le robusta et l'arabica, à l'avantage de ce dernier (la prime est de l'ordre de 80 %).

Difficultés des sociétés de négoce

Si les prix du robusta se sont redressés cette semaine, c'est principalement à cause de la mise en redressement judiciaire de deux sociétés de négoce, la SINCAFC et sa maison mère, la Nouvelle Goldschmidt International. Déclarées en cessation de paiement, ces firmes accusent respectivement un passif de 136 millions de francs et de 74 millions de francs. Spécialisées dans le négoce de café et de cacao avec la Côte d'Ivoire, le Cameroun et Madagascar, la SINCAFC pourrait être reprise par le groupe Bolloré qui voudrait par cette opération améliorer le « remplissage des bateaux » sur les liaisons retour d'Afrique.

Bolloré est en effet le leader mondial du fret ouest-africain avec la compagnie Scac-Oelmas. Le volume transporté par la SINCAFC était chaque année de 240 000 tonnes de café, cacao et oléagineux. Mais tant que l'issue ne sera pas connue, les contrats en cours d'exécution des deux firmes sont entachés

de précarité. Les torréfacteurs et les négociants qui attendaient des livraisons immédiates « à hauteur de plusieurs milliers de tonnes » sont obligés de retourner en hâte sur le marché pour se procurer le café manquant, ce qui dope quelque peu les prix. Et on parlait vendredi 15 novembre d'une nouvelle faillite en perspective, celle du négociant italien-suisse Bozzi.

Côté arabica, les professionnels s'interrogent sur la nouvelle politique commerciale colombienne, exemple tenu de la décision des autorités de Bogotá de réévaluer le peso de 12,5 % début novembre. Cet ajustement, destiné à lutter contre l'inflation, pénalise les planteurs de café, qui voient ainsi se réduire leurs coûts de production, dans un contexte de cours monétaires déprimés. Les producteurs colombiens ont cependant obtenu que pour la filière café la réévaluation monétaire soit limitée à 10 %.

Autre sujet sensible : quel sera le volume de la récolte brésilienne ? Une production inférieure à 20 millions de sacs obligera à un destockage mondial important. Au-delà de 25 millions de sacs, la baisse des prix pourrait s'accroître...

ERIC FOTTORINO

PRODUITS	COURS DU 15-11
Café h. g. (Londres) Trois mois	1 331 (+ 2) Livres/tonne
Arabica (Londres) Trois mois	1 184 (+ 55) Dollars/tonne
Nickel (Londres) Trois mois	7 430 (+ 60) Dollars/tonne
Sucre (Paris) Décembre	274 (- 85) Dollars/tonne
Café (Londres) Janvier	594 (+ 29) Livres/tonne
Cacao (New-York) Décembre	1 208 (+ 11) Dollars/tonne
Biz (Chicago) Décembre	350 (- 1) Centes/boisseau
Mais (Chicago) Décembre	239 (- 6) Centes/boisseau
Soya (Chicago) Décembre	179,2 (- 1,1) Dollars/cote

Le chiffre entre parenthèses indique la variation du cours par rapport à l'entrée.

Handwritten note in Arabic script: "هذا من الجيد"

هنا في الوطن

Après sept semaines de conflit

Un accord est conclu avec quatre syndicats d'infirmières

Quatre organisations syndicales représentant les infirmières et les aides-soignantes (SNCH, CFTC, CFC, CFC-GC), ont signé, vendredi 15 novembre à Matignon, tout ou partie des trois protocoles d'accord proposés par le ministre délégué à la santé, M. Bruno Durieux, en présence du premier ministre, M. Edith Cresson.

Il eut fallu en total soixante heures de négociations entre les organisations syndicales représentatives des infirmières et des aides-soignantes et le ministre délégué à la santé, M. Bruno Durieux, pour parvenir à un accord « à la carte ». Le ministre avait divisé en trois volets le projet de protocole initial (le Monde du 9 novembre).

L'intersyndicale des fédérations CFTC, CFC, CFC-GC a signé deux accords sur trois. L'un prévoit notamment une réduction à 35 heures du travail de nuit, la création de 350 emplois d'infirmières et d'aides-soignantes d'ici à la fin 1994, l'augmentation des primes des dimanches et jours fériés à 250 francs dès le premier jour. Le deuxième porte sur l'amélioration des conditions de vie au travail par la mise en place de contrats locaux entre l'Etat et les hôpitaux.

Le Syndicat national des cadres hospitaliers (SNCH) est le seul à avoir signé l'ensemble des trois accords, y compris celui sur les rémunérations et les perspectives de

carrière, qui comprend notamment l'augmentation de la prime spécifique des infirmières de 350 francs à 500 francs par mois, l'attribution de primes d'encadrement de 400 et 600 francs aux surveillants et surveillantes-chefs, l'amélioration du déroulement de carrière des aides-soignantes. En refusant de signer ce volet jugé insuffisant, l'intersyndicale CFTC, CFC-GC et CFC a voulu protester contre les retards dans l'application des accords Durieux portant sur la grille de la Fonction publique.

La CGT, FO, la Coordination nationale infirmière et l'Union infirmière France avaient pour leur part déjà rejeté l'ensemble des propositions de M. Bruno Durieux. La CGT-santé, qui avait organisé une consultation des personnels dans 522 établissements, a annoncé qu'environ 98 % des soignants, soit plus de 175 000 surveillants, infirmières, aides-soignantes, ASH et élèves-infirmières, s'étaient prononcés contre les propositions du ministre de la santé. En revanche, l'Union nationale des associations et syndicats infirmiers et des infirmières de France (UNASIF) avait par avance approuvé les trois protocoles.

M. L.

La manifestation des professions de santé

M. Chirac dénonce le « rationnement des soins »

M. Jacques Chirac, président du RPR, estime que la manifestation des professions de santé, dimanche 17 novembre à Paris (le Monde du 16 novembre), « unitaire et sans précédent, n'a pas pour objet la défense de privilèges corporatistes ». Dans l'Essor du Limousin, M. Chirac dénonce vendredi 15 novembre « l'objectif poursuivi depuis trois ans avec obstination sous des formes diverses : le rationnement administratif des soins ». En revanche, M. Jean Kaspar, secrétaire général de la

CFTC, qualifie de « scandaleux, voire immoral » que l'on appelle « des usagers à participer à une manifestation dont le caractère corporatiste n'échappera à personne ».

Alors que l'Union départementale FO de Paris met en doute « les préoccupations sociales de certains employés de la santé privée », l'Union santé et action sociale CGT du Calvados « exprime son désaccord » avec ses instances nationales et « refuse de manifester au coude à coude avec les patrons des cliniques ».

Pour sauver la conférence interministérielle de Munich

La France et l'Allemagne se prononcent pour la poursuite des programmes spatiaux européens

A la veille de la conférence interministérielle de Munich (18-20 novembre), où treize pays doivent décider de l'avenir de l'Europe dans l'espace, la France et l'Allemagne ont réaffirmé, vendredi 15 novembre, à l'issue du 58^e sommet franco-allemand de Bonn, leur désir de poursuivre la politique spatiale européenne.

A la veille de la conférence de Munich, l'Allemagne a renoncé, une fois de plus, à s'engager pour quatre ans sur le futur programme spatial européen. Depuis des mois, ses ministres de la recherche et des finances appellent l'Europe spatiale à plus de raison et d'économie. Ce qui a été fait, l'Agence spatiale européenne (ESA) ayant revu à la baisse (-11 %) ses ambitions financières.

Mais cet effort ne semble pas suffire à l'Allemagne, confrontée à la fois à des difficultés budgétaires et politiques. Ses dirigeants se déclarent toujours en faveur d'un programme « flou » dans l'espace, articulé autour de la navette Hermès et du laboratoire spatial Columbus. Mais la note est trop lourde, dit-on à Bonn, où la coalition du chancelier Kohl se serait déclarée, jeudi 14 novembre, en faveur du report à 1992 des

décisions sur certains des grands programmes spatiaux de l'ESA (1). Principal accusé : la navette Hermès, dont le premier vol habité est prévu pour la fin de 2003 et dont le coût a augmenté de 40 %, ce qui fait craindre aux Allemands « que les nouveaux devis ne soient pas réalistes ».

Un grain de sable

A l'issue du sommet franco-allemand, le chancelier Kohl s'est fait plus rassurant en affirmant que « personne n'avait l'intention d'abandonner ». « Quelles que soient les difficultés (allemandes), on espère, côté français, un résultat conforme à nos souhaits de poursuite du programme européen », précise quant à lui M. Jean Mustelli, porte-parole de l'Elysée. Mais il est clair, comme le faisait remarquer M. Jean-Daniel Lévi, directeur général du CNES, qu'un grain de sable s'est glissé dans un processus bien huilé. Le ministre de l'espace, M. Paul Quilès, se devait donc de convaincre en douceur les Allemands : pas question de remettre en cause le programme Hermès, mais pas question non plus de vouloir tenter l'impossible.

L'Allemagne l'a redit à Bonn : elle dispose des fonds nécessaires pour 1992, mais son ministre des

finances n'est pas prêt à accorder, pour les années suivantes (1993-1995), la totalité des sommes que réclame le programme spatial européen. Pour tenter de réduire les frais, le communiqué publié à l'issue du sommet franco-allemand propose à l'ESA « d'étudier des scénarios de coopération avec d'autres partenaires dans le monde », et que les Etats membres de l'ESA se reviennent chaque année pour examiner leurs disponibilités financières.

Ainsi se dirigeait-on, à Munich, vers une modification des procédures de financement des programmes de l'Agence, qui ne seraient plus votés globalement mais année par année. De quoi satisfaire le Parlement allemand, soucieux sur ces questions budgétaires. Ce compromis est « acceptable », admet un responsable français, qui confirme cependant que « vendredi après-midi, à Bonn, on n'était pas loin de la rupture ». L'Europe spatiale l'aurait donc échappée belle.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

(1) Hermès devrait coûter 32 milliards de francs, financés à 63,50 % par la France et à 36,50 % par l'Allemagne. Columbus (36 milliards de francs) le serait à 38 % par l'Allemagne et à 62 % par la France.

Dans le « Monde de l'éducation » de novembre

IUT, universités : des études pour un métier

Il faut pro-fas-sion-na-li-ser l'enseignement supérieur. Tel est le nouveau mot d'ordre. Sur le terrain, il se traduit par la création d'une nouvelle filière d'études : les Instituts universitaires professionnalisés (IUP).

Les « ingénieurs-maîtres » passés par les IUP seront plus polyvalents et auront des compétences moins abstraites.

Le vent souffle aussi sur les IUT. Ils doivent ouvrir leurs portes à des bacheliers moins triés sur la volet. Une vingtaine de nouveaux départements sont créés. Quelque 50 000 places nouvelles vont être disponibles.

Mais certains responsables universitaires se demandent si,

après toutes les dépenses consenties pour les IUP et les IUT, il restera encore des moyens suffisants pour les DEUG... Une question à suivre de près.

Egalant au sommaire du Monde de l'éducation de novembre :

- Guide : réussir sa première année de fac.

- Ecola : la rééré, c'est sérieux.

- L'enseignement agricole sème pour l'avenir.

- Parants-Enfants : dahout les pères !

- Livres : la conta, héros du livre pour la jeunesse.

- Carrières : les métiers du cinéma.

SOMMAIRE

DATES

Il y a cinquante ans, « La guerre éclair » échoue devant Moscou... 2

ÉTRANGER

La visite de M. Shamir aux Etats-Unis... 3

La porte-parole de la délégation palestinienne à la conférence de Madrid menacée de poursuites judiciaires en Israël... 3

La responsabilité libyenne dans l'attentat du Boeing de la PenAm et du DC-10 d'UTA... 4

Djibouti : les rebelles Afars renforcent leur contrôle sur le nord du pays... 4

M. Elisine suspend certaines exportations de pétrole... 5

Cambodge : une alliance entre la prince Sihanouk et le régime de Phnom-Penh... 6

La responsabilité libyenne dans l'attentat du Boeing de la PenAm et du DC-10 d'UTA... 4

Djibouti : les rebelles Afars renforcent leur contrôle sur le nord du pays... 4

M. Elisine suspend certaines exportations de pétrole... 5

Cambodge : une alliance entre la prince Sihanouk et le régime de Phnom-Penh... 6

La responsabilité libyenne dans l'attentat du Boeing de la PenAm et du DC-10 d'UTA... 4

Djibouti : les rebelles Afars renforcent leur contrôle sur le nord du pays... 4

M. Elisine suspend certaines exportations de pétrole... 5

Cambodge : une alliance entre la prince Sihanouk et le régime de Phnom-Penh... 6

La responsabilité libyenne dans l'attentat du Boeing de la PenAm et du DC-10 d'UTA... 4

Djibouti : les rebelles Afars renforcent leur contrôle sur le nord du pays... 4

M. Elisine suspend certaines exportations de pétrole... 5

Cambodge : une alliance entre la prince Sihanouk et le régime de Phnom-Penh... 6

La responsabilité libyenne dans l'attentat du Boeing de la PenAm et du DC-10 d'UTA... 4

Djibouti : les rebelles Afars renforcent leur contrôle sur le nord du pays... 4

M. Elisine suspend certaines exportations de pétrole... 5

Cambodge : une alliance entre la prince Sihanouk et le régime de Phnom-Penh... 6

La responsabilité libyenne dans l'attentat du Boeing de la PenAm et du DC-10 d'UTA... 4

Djibouti : les rebelles Afars renforcent leur contrôle sur le nord du pays... 4

M. Elisine suspend certaines exportations de pétrole... 5

Cambodge : une alliance entre la prince Sihanouk et le régime de Phnom-Penh... 6

La responsabilité libyenne dans l'attentat du Boeing de la PenAm et du DC-10 d'UTA... 4

Djibouti : les rebelles Afars renforcent leur contrôle sur le nord du pays... 4

M. Elisine suspend certaines exportations de pétrole... 5

Cambodge : une alliance entre la prince Sihanouk et le régime de Phnom-Penh... 6

HEURES LOCALES

Les provinciales de M^{me} Edith Cresson : quatre mille deux cents emplois administratifs transférés vers la province... 1

Un tour de France des régions : La Champagne-Ardenne veut résister à l'expansion de Paris... 1

La culture des stations d'hiver... 9 à 12

Les sauciers d'Ukail... 15

Delvaux ou Selan des indépendants : peinture ou pâtisserie ?... 15

Les sauciers d'Ukail... 15

Delvaux ou Selan des indépendants : peinture ou pâtisserie ?... 15

Les sauciers d'Ukail... 15

Delvaux ou Selan des indépendants : peinture ou pâtisserie ?... 15

Les sauciers d'Ukail... 15

Delvaux ou Selan des indépendants : peinture ou pâtisserie ?... 15

Les sauciers d'Ukail... 15

Delvaux ou Selan des indépendants : peinture ou pâtisserie ?... 15

Les sauciers d'Ukail... 15

Delvaux ou Selan des indépendants : peinture ou pâtisserie ?... 15

Les sauciers d'Ukail... 15

Delvaux ou Selan des indépendants : peinture ou pâtisserie ?... 15

Les sauciers d'Ukail... 15

Delvaux ou Selan des indépendants : peinture ou pâtisserie ?... 15

Les sauciers d'Ukail... 15

Delvaux ou Selan des indépendants : peinture ou pâtisserie ?... 15

Les sauciers d'Ukail... 15

Delvaux ou Selan des indépendants : peinture ou pâtisserie ?... 15

Les sauciers d'Ukail... 15

Delvaux ou Selan des indépendants : peinture ou pâtisserie ?... 15

Les sauciers d'Ukail... 15

Delvaux ou Selan des indépendants : peinture ou pâtisserie ?... 15

Les sauciers d'Ukail... 15

Delvaux ou Selan des indépendants : peinture ou pâtisserie ?... 15

Les sauciers d'Ukail... 15

Delvaux ou Selan des indépendants : peinture ou pâtisserie ?... 15

Les sauciers d'Ukail... 15

Delvaux ou Selan des indépendants : peinture ou pâtisserie ?... 15

Les sauciers d'Ukail... 15

Delvaux ou Selan des indépendants : peinture ou pâtisserie ?... 15

Les sauciers d'Ukail... 15

Delvaux ou Selan des indépendants : peinture ou pâtisserie ?... 15

Services

Abonnements... 2

Camat... 16

Météorologie... 16

Mote croisés... 16

Télévision... 16

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 16 novembre 1991 a été tiré à 511 825 exemplaires.

Mauvaise conjoncture dans l'automobile

Fiat annonce du chômage technique pour 13 000 salariés

L'anémie prolongée du marché automobile n'épargne pas Fiat. En réponse aux mauvais résultats enregistrés au premier semestre (le Monde du 9 septembre), le constructeur automobile italien a annoncé, jeudi 14 novembre, la mise en chômage technique de 13 000 salariés du 16 au 22 décembre. Touchant cette fois les usines Mirafiori (11 500 salariés), de Florence, Sesto San Giovanni, de Turin, et Livourne, cette décision frappe pour la cinquième fois cette année les ouvriers et employés du premier groupe industriel italien.

Dès le mois de février 1991, Fiat avait contraint 65 000 de ses salariés à s'inscrire à la Cassa integrazione, une caisse d'indemnisation du chômage partiel permettant la prise en charge par l'Etat de la plus grande partie du salaire. Par la suite, au gré des adaptations successives de sa production à l'état du marché, le groupe a multiplié les recours à ce procédé : 35 000 personnes étaient en chômage technique en mars 1991, suivies de 28 000 en avril. Et 45 000 autres sont prévues pour la

fin du mois de novembre (le Monde du 19 octobre). D'ici à la fin de l'année, ces mesures auront concerné chacun des vingt et un centres de production que compte le constructeur turinois dans la péninsule. En outre, alors que ces arrêts d'activité avaient réduit en 1990 de 80 000 unités la production du groupe, ils entraîneront cette année une réduction de près de 300 000 véhicules, soit 15 % de la production totale de Fiat.

Dans l'attente d'une reprise du marché, « ces mesures de chômage technique nous permettent de conserver un niveau de rentabilité acceptable sans avoir à diminuer notre capacité de production », précise-t-on à Turin, au siège du groupe. Un choix qui s'accompagne néanmoins de mesures complémentaires : la direction de la maison mère (Fiat SpA) s'apprête en effet à signer un accord avec le gouvernement italien, lequel devra subventionner le départ en préretraite de 3 300 salariés du groupe d'ici à la fin de l'année.

O. P.

Après la décision des autorités de Port-au-Prince

M. Mitterrand commente sévèrement l'expulsion de l'ambassadeur en Haïti

M. François Mitterrand a estimé, vendredi 15 novembre à Bonn, que la décision des autorités haïtiennes d'expulser l'ambassadeur de France de Port-au-Prince « n'aurait pas les relations entre la France et ce gouvernement du coup d'Etat ». « Une dictature est une dictature », elle vient de s'installer à la suite d'un coup d'Etat très sanglant », a observé le président français interrogé lors de la conférence de presse finale du sommet franco-allemand.

« Dès le départ, notre ambassadeur en Haïti a essayé de défendre le droit et la légalité sans se mêler directement des affaires de ce pays. Il n'a sauvé des vies en permettant l'asile dans les locaux de l'ambassade, notamment au président Aristide, et cela a mécontenté les auto-

rités actuelles. Notre ambassadeur n'a mérité des félicitations, je ne les retire pas », a conclu M. Mitterrand.

« La France doit tenir compte de cet élément nouveau », a indiqué M. Daniel Bernard, porte-parole du Quai d'Orsay, qui s'est refusé à dire si l'ambassadeur, M. Jean-Raphaël Dufour, allait rentrer en France dans le délai de quarante-huit heures fixé par les autorités haïtiennes, qui expire dimanche à 17 heures.

L'organisation Reporters sans frontières s'inquiète d'autre part du sort de trois journalistes haïtiens, Jean Robert Philippe (La Voix de l'Amérique), Paul Jean Mario (Radio-Antilles internationale) et Nicolas Fleuryville (Radio nationale), qui ont été arrêtés et dont on est sans nouvelles.

CHINE : visite de l'émir du Koweït. L'émir du Koweït, Cheikh Jaber, a rencontré, vendredi 15 novembre à Pékin, le président chinois, M. Yang Shangkun. Celui-ci a félicité l'émir d'avoir « repris son fonctionnement normal », après « une dure lutte ». Cheikh Jaber devrait rencontrer le premier ministre, M. Li Peng, et le secrétaire du PCC, M. Jiang Zemin, pour discuter de la reconstruction de l'émirat après la guerre du Golfe. — (AFP)

INDE : remous autour de la vente d'un réacteur nucléaire à l'Iran. Le département d'Etat américain a indiqué vendredi 15 novembre être intervenu à deux reprises auprès de New-Delhi pour empêcher la vente d'un réacteur nucléaire indien à l'Iran. M. Madhavsingh Solanki, à Téhéran, le quotidien Independent, de Bombay, avait annoncé la prochaine vente par son pays d'un petit réacteur de recherche de 10 mégawatts, pour un montant de cinquante millions de dollars.

Après l'interdiction de leur défilé à Paris

L'intersyndicale mobilise les policiers à Vincennes

Dix mille fonctionnaires de police étaient attendus au bois de Vincennes (Paris), samedi 16 novembre après-midi, à l'appel d'une intersyndicale regroupant la Fédération nationale autonome de la police (FNAAP), FO, la CFTC, la CGT et la CFDT-Police. Les manifestants réclament « une véritable réforme de la police, l'amélioration du pouvoir d'achat et une revalorisation des carrières ». « Violation grave des droits syndicaux, défilé, épreuve de force voulue par le gouvernement, provocation » : les représentants de l'intersyndicale de la police n'ont pas eu de mots assez durs après l'interdiction de défilé entre la République et la Bastille qui leur avait été opposée par la préfecture de police et le ministère de l'Intérieur. Les responsables syndicaux ont dû, après de tumultueuses négociations et, disent-ils, des menaces de sanction et de révocation, accepter un ras-

semblement sur la pelouse de Reuilly.

« Nous sommes déjà privés du droit de grève par notre statut particulier », a protesté M. Alain Brillet, secrétaire général de la FNAAP. « Quand on enlève aux policiers le droit constitutionnel de manifester, leur mouvement ne peut qu'être le co-séquestrant ». Majoritaire chez les « civils » (inspecteurs, commissaires, enquêteurs et administratifs), la FNAAP apprécie d'autant moins cette situation que la fédération majoritaire dans la « tenue », la FASP, avait pu défilé le 22 mai dernier dans les rues de la capitale. « En tant que ministre de l'Intérieur, je n'accepte pas que ceux qui sont chargés de faire appliquer l'autorité de l'Etat manifestent dans la rue », avait commenté M. Philippe Marchand, sans craindre le paradoxe puisqu'il était aux commandes en mai 1991.

E. M.

VOILE : l'arrivée de La Baule-Dakar

Alain Gauthier, marathonnier des océans

Navigateur oriental de vingt-neuf ans, Alain Gauthier, à bord du monocoque Bagages-Supérieur, a remporté, samedi 16 novembre, la course au solitaire La Baule-Dakar.

DAKAR

de notre envoyé spécial

Le jour n'était pas encore levé lorsque le long monocoque d'Alain Gauthier a viré autour de l'île de Gorée. Quelques instants plus tard, il franchissait la ligne d'arrivée après 10 jours 18 heures 4 minutes de navigation. Sublime du Vendée Globe Challenge (Course autour du monde sans escale) en 1990, puis deuxième du BOC Challenge (course autour du monde avec escale) en 1991, ce marathonnier des océans, spécialiste des épreuves au solitaire, venait de signer sa première grande victoire dans une course open.

Pour la première fois depuis la première Route du rhum, en 1978, où la petit trimaran Olympus (12 m de long) du Canadien Mike Birch avait battu de 98 secondes le long Kriter (21 m) de Michel Malinovsky, jamais plus un monocoque n'avait devancé tous les multicoques à l'arrivée d'une course open.

Alors que les multicoques

devaient rallier la capitale du Sénégal via les Açores, les Canaries et le Cap-vert, soit après 3 075 miles de navigation, les monocoques pouvaient, grâce à un système de hand-cap imaginé par les organisateurs - couper au plus court (2 486 miles), en ne passant que dans ces deux derniers archipels. Mais si les monocoques ont toujours bénéficié de vents pour naviguer le long des côtes portugaises puis africaines, seul Laurent Bourgnon, le leader de la flotte des trimarans, a pu, en partie, échapper à l'anticyclone qui a considérablement ralenti les multicoques à proximité des Açores et réaliser une vitesse moyenne supérieure à celle d'Alain Gauthier (11,09 nœuds contre 9,91 nœuds).

La focalisation des médias sur les abandons de cinq des huit multicoques, puis sur la fin de course de Laurent Bourgnon avec un trimaran emporté de près de la moitié de son flotteur bâbord, ne saurait toutefois occulter la performance des monocoques. Jean-Luc Van den Heede (Helvix), Alain Gauthier (Bagages-Supérieur) et Philippe Poupon (Fleury-Michon) avaient fait de La Baule-Dakar un banc d'essai de leur matériel avant leur départ pour un nouveau tour du monde en novembre 1992.

GERARD ALBOUY

RAD

LE CARTE

Le déses
des abon



Heidi Bern...
invité de...
et Bouclier de...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...